



LE COUP D'OEIL DE L'A.M.R.I



LA REVUE DE L'ASSOCIATION DU MASTER RELATIONS INTERNATIONALES
UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LILLE



©union-syndicale-magistrats

RUSSIE

LES RUSSES ET L'ATOME

PAGE 9

DOSSIER

GÉOPOLITIQUE DES NARCOTRAFICS

PAGE 15

ÉTATS-UNIS

ZOHRAN MAMDANI MAIRE DE NEW YORK

PAGE 56

L'Édito



LE COUP D'ŒIL DE L'AMRI 2025-2026

Chères lectrices, chers lecteurs,

Au nom des étudiants du master Histoire – Relations internationales de l'Université Catholique de Lille, nous sommes honorés de vous présenter notre revue de géopolitique : Le coup d'œil de l'AMRI (Association du Master Relations Internationales). Fondée en 2021 sous l'impulsion d'étudiants curieux de partager leur intérêt pour les questions internationales. Elle est entièrement rédigée, éditée et mise en page par les élèves du master, et se veut accessible à tous : étudiants comme professeurs, ou amateurs de géopolitique.

Le coup d'œil de l'AMRI c'est quoi ? Tous les mois, une mise en relief sérieuse et approfondie de l'actualité internationale à travers plusieurs articles thématiques, et un dossier se focalisant sur un sujet en particulier. Par une démarche transversale et pluridisciplinaire, nous abordons de multiples thèmes : aussi bien géopolitiques qu'économiques, historiques, écologiques, sécuritaires ou culturels, afin d'apporter un regard complet sur les enjeux internationaux actuels. Des conflits moyen-orientaux aux enjeux de transition écologique en Asie, en passant par le bras de fer sino-américain et des défis stratégiques en Europe, cette revue s'attèle à couvrir les différentes problématiques mondiales.

L'automne 2025 se referme sur un monde marqué par des tensions persistantes et des recompositions rapides. Ce numéro de novembre s'inscrit dans ce contexte mouvant, où crises visibles et dynamiques plus discrètes contribuent ensemble à redéfinir les équilibres internationaux. L'analyse consacrée à la géopolitique du sport rappelle que l'arène sportive est devenue un instrument d'influence et de rivalité, révélant les ambitions de puissances qui s'affrontent désormais aussi à travers les compétitions. Les élections municipales de New York montrent, quant à elles, comment des enjeux locaux résonnent à l'échelle nationale et témoignent de l'évolution du paysage politique américain. Le rapport des Russes à l'énergie nucléaire, entre imaginaire technologique et construction politique, éclaire un pilier durable de la stratégie russe. En Asie du Sud-Est, le décès de la reine de Thaïlande interroge la stabilité institutionnelle du pays à un moment délicat de son histoire. Enfin, l'article consacré aux chrétiens du Soudan met en lumière une crise humanitaire négligée, révélatrice de conflits prolongés dont les effets demeurent largement invisibles. Le dossier explore la géopolitique des narcotrafics, phénomène global dont les ramifications traversent tous les continents. En Polynésie française, la lutte contre les trafics rappelle les vulnérabilités d'un espace maritime difficile à contrôler. En Afrique de l'Ouest, le narco-djihadisme illustre l'imbrication croissante entre criminalité et violence politique. Les connexions entre le Hezbollah et certains réseaux latino-américains invitent à repenser les routes traditionnelles du trafic. L'Europe apparaît comme un terminus majeur de ces flux mondiaux, tandis que la politique de sécurité menée au Mexique ouvre un débat sur la capacité des gouvernements à contenir des organisations criminelles transnationales. Ce numéro propose ainsi des clés pour saisir les logiques qui structurent un monde toujours plus interdépendant et fragmenté.

Nous souhaitons rappeler que les opinions émises dans ces articles n'engagent en rien la responsabilité de l'Université Catholique de Lille (UCL) et de l'AMRI. Nous prenons le parti de laisser nos rédacteurs s'exprimer, tant que leurs propos sont justifiés par des sources scientifiques et des exemples concrets.

Au nom du comité de rédaction de la revue, nous vous souhaitons une excellente lecture.

Les rédacteurs en chef

MATISSE DORMOY, JASMINE DJENNANE & MATHILDE ARROUART

SOMMAIRE

- 4** LE SPORT AU SERVICE DES ÉTATS : ISRAËL FACE À L'APOLITISME DU SPORT
Jilani Larnaout
- 9** LES RUSSES ET L'ATOME, ENTRE TECHNOSOLUTIONNISME ABSOLU ET CONSTRUCTIVISME POLITIQUE
Lény Royer-Perrussel
- 15** **DOSSIER - GÉOPOLITIQUE DES NARCO-TRAFICS**
Matisse Dormoy, Pedro Jimenez Salazar, Antoine Macquet, Aboubacar Konate, Noa Philippe et Hugo Joannet Bouscal
- 46** PRIER DANS LES RUINES : LE DRAME SILENCIEUX DES CHRÉTIENS DU SOUDAN
Emma Lesage
- 50** DÉCÈS DE LA REINE DE THAÏLANDE, QUELS IMPACTS SUR LE PAYS ?
Eloïse Borde
- 56** ZOHRAN MAMDANI ÉLU MAIRE DE NEW YORK, LE RETOUR DE LA GAUCHE AMÉRICAINE ?
Paul PETIT
- 63** REMERCIEMENTS



LE SPORT AU SERVICE DES ÉTATS : ISRAËL FACE À L'APOLITISME DU SPORT



RÉDIGÉ PAR JILANI LARNAOUT



© Football fans around the world rally for a sports boycott of Israel | Middle East Eye, Andy Buchanan, AFP)

ISRAËL : UNE RÉCEPTION FRILEUSE DE LA PART DES SUPPORTERS

L'incertitude planait autour de la réception des ultras du Tel Aviv Maccabi pour le déplacement contre Aston Villa, pour cette épopée de Ligue Europa 2025-2026. Ce 16 octobre, les responsables du club anglais indiquent sans détour ne pas souhaiter accueillir les supporters israéliens au vu du climat délétère au Moyen-Orient et conscients des éruptions de violences qui embrasèrent Amsterdam en 2024 (SkyNews, 05 novembre 2025) dans un scénario semblable. Pour certains, ce refus est une hécatombe, un non-sens, une faute de mauvais goût... Tandis que d'autres se réjouissent de ce qu'ils interprètent comme un signe avant-coureur d'un élargissement du train de sanctions contre Israël.

En 2024, le prince jordanien Ali Bin Al Hussein, à la tête d'un consortium de douze comités sportifs, issus en majorité de la Péninsule Arabique, a transmis une lettre réclamant séance tenante une mise à l'index d'Israël selon les préceptes de l'Olympisme (ArabNews, 8 février 2024).

L'objectif était de ne plus donner voix au chapitre à Israël dans l'arène sportive (TIME, 8 février 2024) au même titre que la Russie ou la Biélorussie (SkyNews, 8 février 2024) qui en avaient été instamment écartées. Cette requête dresse un constat saisissant... L'apolitisme du sport n'est guère plus qu'une chimère (Aubin, Guégan; 2024). Le séisme médiatique qui s'ensuivit démontra que l'apolitisme du sport n'est plus qu'un simulacre fantasmé par une poignée d'irréductibles utopistes.

ISRAËL FACE À LA LEVÉE DE BOUCLIER MÉDIATIQUE

Dès sa genèse, les Jeux Olympiques sont imbibés jusqu'à la lie d'enjeux politiques. Malgré les poncifs surannés de ceux qui abominent cette affirmation, c'est l'apanage du sport d'influer sur la politique et vice-versa. Israël est aussi coutumière de cette stratégie. En effet, elle n'est pas novice dans le domaine et le sport fut grandement utilisé pour souligner l'éminence politique de l'État hébreu, notamment à travers le basketball (Boniface, 2021). De plus, le sport est une pierre angulaire autour de laquelle le sionisme s'articula (Bensoussan, 2012).

En passant au crible les réponses de la FIFA et du Comité International Olympique (CIO), on remarque qu'Israël a joui d'une certaine immunité dans le domaine sportif. Alors que la condamnation de la Russie était univoque, le traitement complaisant envers Israël semble rabattre les cartes de l'apolitisme du sport.

La question du *boycott* demeure une grande incertitude. Les instances mondiales du sport, telles que la FIFA ou le CIO, semblent peu enclines à mettre Israël au ban de la compétition. Bien que le sport se veut fondamentalement apolitique, son instrumentalisation dans la diplomatie est irréfutable. Cette double lecture du sport correspond à ce que l'on dénomme le « dilemme de Coubertin » (Guégan, Aubin, 2024). Manifestement, la frontière entre le sport et la politique subit une véritable porosité. Dans une dynamique d'ostracisation de la Russie, le CIO et la FIFA ont dicté une série de restrictions visant à limiter l'expression sportive de Moscou. Ainsi, la Russie devint *persona non grata* dans la sphère sportive. L'UEFA est vent debout contre son admissibilité. Il a été convenu de prohiber toute expression de patriotisme à ses athlètes, comme le fait, pourtant anodin en apparence, de parader sous la bannière de la Fédération russe ou de faire retentir son hymne en cas de triomphe.

En effet, les instances mondiales du sport sont décriées pour leur attentisme face à la libre participation d'Israël au sein des compétitions internationales. Certains s'offusquent qu'Israël puisse perpétrer l'innommable, sans qu'elle en soit radiée. Ce double discours provoque une grogne vindicative de la part du président de la Fédération turque de Football, Ibrahim Haciosmanoglu, pour qui il est inconcevable que la Russie soit honnie, mais pas l'État hébreu (Contropiano, 15 novembre 2025). Cette magnanimité à géométrie variable, que l'on concède à Israël, mais que l'on rechigne à la Russie, laisse pantois certains internautes.

Courroucés, certains supporters du Shamrock Rovers FC sont montés aux créneaux tous azimuts pour vociférer leur mécontentement. Ces derniers prennent ombrage de la mollesse et de l'assentiment sans fard de l'UEFA à l'égard d'Israël. Leurs propos sont empreints de véhémence, mais

traduisent une mouvance qui se veut pourtant raisonnable et raisonnée. Ainsi, affluent ci-et-là des mouvements exigeant qu'Israël soit congédiée des instances sportives internationales. Pour eux, le verdict est lapidaire : « hors-jeu » pour Israël. D'autres, comme le Boycott Divestment and Sanctions Movement (BDS), leur emboîtent le pas. Cette association, créée en 2005, plaide ardemment contre ce qu'elle juge être un irrespect des normes olympiques de la part d'Israël (BDS Movement, 15 janvier 2024). Nombreux sont ceux qui ont conspué l'attentisme des pays occidentaux qui, d'une certaine manière, ont contribué à donner officieusement l'aval à Israël (The Standard, 24 novembre 2025). La communauté internationale s'est montrée partiellement inapte à mettre un coup d'arrêt à l'offensive israélienne sur Gaza depuis le 10 octobre 2023. Les exactions notoires sont dénoncées par les fans qui évoquent à quel point les actes d'Israël contreviennent aux valeurs de la Charte Olympique (ParsToday, 27 juillet 2024).

Le Premier Ministre espagnol, Pedro Sanchez, prend fait et cause pour la Palestine (TRT World, 11 septembre 2025) et exalte l'intraitabilité de son peuple face à ce qu'il caractérise comme une « injustice » (Sapo, 17 septembre 2025). Pedro Sanchez s'est emparé de la cause palestinienne et fit écho à la vague d'indignation qui prolifère sur internet (O Globo, 19 septembre 2025). D'infatigables protestants se sont flanqués de drapeaux palestiniens sur le tracé de La Vuelta pour submerger les cyclistes israéliens d'une cacophonie assourdissante. Les cohortes de supporters s'aventurent même dans l'arène politique en faisant de leur indéfectible soutien pour la cause palestinienne leur principal *leitmotiv*.

La mansuétude des États occidentaux envers Israël suscite l'ire de la Football Association of Ireland (FAI) qui abhorre l'aura d'intouchabilité de l'État hébreu sous le parapluie des États-Unis. L'inertie latente de la FIFA est visiblement aux antipodes de sa posture envers la Russie. Pour certains activistes, cette dichotomie dans les traitements trahit un deux poids deux mesures (Huffington Post, 15 septembre 2025). Ce désaveu de l'UEFA, le CIO et la FIFA dans la dénonciation génère un tollé médiatique colossal.

Tandis que Poutine et ses suppôts furent vilipendés par la FIFA et le CIO, Israël ne reçut même pas le moindre opprobre susceptible de maculer sa réputation. Dans l'escarcelle des États-Unis, Israël peut agir en toute impunité car Washington lui octroie un *blanc-seing* dont elle s'accommode pleinement sur les terrains.



NCCeltic (<https://x.com/NCCeltic/status/1894442367014318359?s=20>).

Cette conscientisation a fomenté un réseau grandissant de voix contestataires, à l'instar de Richard Falk. Ce dernier déplore avec dépit l'inaction de l'UEFA (ADC, 17 septembre 2025). Craig Mokhiber, joignit le chœur des voix dissidentes et admonesta l'auditoire de sanctionner Tel-Aviv pour ses actes jugés rédhibitoires à travers le hashtag #GameOverIsrael, entamé par Ashish Prashar. L'objectif est clair : rendre au « beau jeu » ses lettres de noblesse et agir de concert pour entraver des énièmes brimades contre les Palestiniens. Certains intiment ainsi qu'il serait de bon aloi d'appliquer rigoureusement les pénalités contre tous actes répréhensibles, mais jusqu'à présent ces initiatives sont allées à vau-l'eau.

Ainsi, Nadeer Al-Jayooshi, dirigeant du Palestinian Olympic Committee, met la focale sur les agissements de certains athlètes israéliens directement impliqués dans les interventions dans la Bande de Gaza, pointant du doigt l'incompatibilité de ces actions à la lumière des valeurs prônées par l'Olympisme.

Helen Sylert abonde dans ce sens et opine que « cette duplicité révèle l'hypocrisie du monde occidental ». En somme, le CIO fait miroiter l'apolitisme du sport, via l'article 50 de sa charte, comme bouclier contre toutes saillies accusatrices, mais elle ne pourra cependant pas infirmer indéfiniment son statut hautement politique

Bien que certains amateurs de football s'insurgent contre l'absence de sanctions contre Israël (Il Tempo, 4 septembre 2025). Pourtant, certains tordent le cou à de telles croyances et estiment qu'il faut transiger avec parcimonie, qu'un *boycott* serait de mauvais augure, car cela nierait toute la complexité du problème (Il Foglio, 1er septembre 2025). Ainsi, ces chantres de la modération convient les critiques à prendre la situation par le menu et de ne pas amalgamer les joueurs israéliens aux politiques de leurs pays. Sous le prisme de l'individualisme, la situation regorge de nuances, notamment si l'on examine la part de Palestiniens jouant sous la bannière d'Israël.

L'APOLITISME DU SPORT EST-IL DEVENU UN STATU QUO IMMuable ?

En somme, les instances internationales semblent prises en démêlée avec leurs propres convictions. La nouvelle élue de la Commission Internationale Olympique (CIO), Kirsty Coventry, réitère l'inaliénable inviolabilité du principe de neutralité (Xinhua, 11 mars 2025). En cela, elle fait prévaloir les discours moribonds qui font florès, en ressassant ad nauseam l'apolitisme du CIO (Aubin, 2024). Néanmoins, il ne faut pas se fourvoyer, l'apolitisme est une fumisterie orchestrée par certains détenteurs du pouvoir pour escamoter la teneur géopolitique intrinsèque du sport (Boniface, 2021). La non-reconnaissance, volontaire ou non, de la primauté de la géopolitique dans le sport par le Comité Olympique est un des écueils qui semble insurmontable à ce jour.

Par conséquent, le CIO se réfugie derrière l'apolitisme du sport comme dernier rempart contre les exhortations incessantes de ses détracteurs. Parmi eux, le mouvement Athletes4Peace (TRTFrançais, 13 novembre 2025) incarné par les figures emblématiques de Paul Pogba et Hakim Ziyech. La crédibilité de l'apolitisme se réduit comme peau de chagrin et les attermoissements du CIO et de la FIFA font poindre un déferlement médiatique encore plus exacerbé à mesure que leurs actes continuent de scandaliser et de susciter l'émotion. On retiendra que le *sport washing* d'Israël est combattu avec aplomb par un parterre d'athlètes et d'activistes qui firent circuler des pétitions invitant à son exclusion des compétitions sportives.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- Aubin, L., & Guégan, J.-B. (2022). Atlas géopolitique du sport. Autrement. <https://shs-cairn-info.ezproxy.univ-catholille.fr/atlas-geopolitique-du-sport--9782746762855>
- Aubin, L., & Guégan, J.-B. (2024a). Géopolitique du sport. La Découverte. <https://shs-cairn-info.ezproxy.univ-catholille.fr/geopolitique-du-sport--9782348068997>
- Aubin, L., & Guégan, J.-B. (2024b). La Guerre du Sport : Une nouvelle géopolitique. Tallandier.
- Bensoussan, G. (2012). 1—Sionisme et « homme nouveau ». Les aventures du corps juif. In Sport, corps et sociétés de masse (p. 29-42). Armand Colin. <https://doi.org/10.3917/arco.bensou.2012.01.0029>
- Boniface, P. (2021). Géopolitique du sport. Dunod.

Articles

- ADC (2025, 17 septembre). #GameOverIsrael : No Sport for War Criminals; European Soccer Federations Must Boycott Israel. Consulté 21 novembre 2025, à l'adresse <https://adc.org/gameoverisrael-no-sport-for-war-criminals-european-soccer-federations-must-boycott-israel/>
- Arab News (2024, février 8). Middle East football bodies call for Israel ban. Consulté 24 novembre 2025 à l'adresse <https://arab.news/997n9>
- BDS Movement (2024, janvier 15). 300 Palestinian Sports Clubs and Civil Society Organizations : #BanIsrael from the Olympics. <https://bdsmovement.net/iocbanisrael>
- Contropiano (2025, 15 novembre). Più di 70 atleti scrivono alla UEFA: sospendere Israele dalle competizioni sportive. Consulté 21 novembre 2025, à l'adresse <https://contropiano.org/news/internazionale-news/2025/11/15/piu-di-70-atleti-scrivono-alla-uefa-sospendere-israele-dalle-competizioni-sportive-0188704>
- Huffingtonpost (2025, 15 septembre). Vuelta... Al mundo : La reacción de la prensa internacional al « final inédito » de la carrera. Consulté 21 novembre 2025, à l'adresse <https://www.huffingtonpost.es/sociedad/vuelta-mundo-reaccion-prensa-internacionalfinal-inedito-carrera.html>
- Il Foglio (2025, 1er septembre). Il buon senso di Gattuso su Italia-Israele. Consulté 21 novembre 2025, à l'adresse <https://www.ilfoglio.it/sport/2025/09/01/news/il-buon-senso-di-gattuso-su-italia-israele-8047238/>
- Il Tempo (2025, 4 septembre). Calcio : Scotto, « sì a boicottaggio Israele, Gattuso? Non si può essere neutrali ». Consulté 21 novembre 2025, à l'adresse <https://www.iltempo.it/adnkronos/2025/09/04/news/calcio-sotto-si-a-boicottaggio-israele-gattuso-non-si-puo-essere-neutrali--43980038/>
- O Globo (2025, 19 septembre). Por que a Rússia está banida do esporte mundial, mas Israel não? Consulté 21 novembre 2025, à l'adresse <https://oglobo.globo.com/esportes/noticia/2025/09/19/por-que-a-russia-esta-banida-do-esporte-mundial-mas-israel-nao.ghml>
- ParsToday (2024, juillet 27). Why is Israel present in the Olympics? Western double standards against Russia. Consulté 24 novembre 2025 à l'adresse https://parstoday.ir/en/news/world-i230086-why_is_israel_present_in_olympics_western_double_standards_against_russia
- Sapó (2025, 17 septembre). Espanha mantém braço de ferro : Admite boicotar Mundial 2026 se Israel participar. Consulté 21 novembre 2025, à l'adresse <https://sapo.pt/artigo/espanha-mantem-braco-de-ferro-admite-boicotar-mundial-2026-se-israel-participar-68ca9b0794e0c15396b5e430>
- Sky News (2024, 8 février). Israel faces calls for football ban from nations in the Middle East—But urges FIFA « not to involve politics » | World News. Consulté 21 novembre 2025, à l'adresse <https://news.sky.com/story/israel-faces-calls-for-football-ban-from-nations-in-the-middle-east-but-urges-fifa-not-to-involve-politics-13066461>
- Sky News (2025, 5 novembre). Why are Maccabi Tel Aviv fans banned from Aston Villa match—And has this happened before ? Consulté 21 novembre 2025, à l'adresse <https://news.sky.com/story/why-are-maccabi-tel-aviv-fans-banned-from-aston-villa-match-and-has-this-happened-before-13451502>

- The Standard Newspaper (2025, 21 octobre). Fifa's Double Standard : A Tale Of Two Nations – Russia And Israel | Gambia. Consulté 21 novembre 2025, à l'adresse <https://standard.gm/fifas-double-standard-a-tale-of-two-nations-russia-and-israel/>
- TIME (2024, 8 février). Has FIFA Banned Israel's Football Team ? Letter Demands Action. Consulté 21 novembre 2025, à l'adresse <https://time.com/6692731/fifa-israel-football-ban-letter-middle-east-nations/>
- TRT Français (2025, 13 novembre). Pogba et Ziyech dans un collectif interpellant l'UEFA à suspendre Israël de toutes les compétitions. Consulté 21 novembre 2025, à l'adresse <https://www.trtfrancais.com/article/bb48e6a6098e>
- TRT World (2025, 11 septembre). Spain's sports minister calls for ban on Israeli teams, citing « double standards ». Consulté 21 novembre 2025, à l'adresse <https://www.trtworld.com/article/7a41da1c6ca8>
- Xinhua (2025, 11 mars). Exclusive : Kirsty Coventry champions neutrality, innovation, gender equality in bid for IOC presidency. Consulté 21 novembre 2025, à l'adresse <https://english.news.cn/20250311/49e83be5fac24333a9b26e3bebefa430/c.html>



LES RUSSES ET L'ATOME, ENTRE TECHNO SOLUTIONNISME ABSOLU ET CONSTRUCTIVISME POLITIQUE

RÉDIGÉ PAR LÉNY ROYER-PERRUSSEL



« L'Atome, au service de la paix et du progrès ! » Affiche célébrant la création du premier réacteur nucléaire civil soviétique d'Obninsk en 1954 (1955, ©Viktor Koretsky)

Véritable clef de voûte de l'armement russe, le missile nucléaire reste encore aujourd'hui une fierté partagée par la population russe, à la fois sûre et orgueilleuse de sa dissuasion et de sa capacité de frappe. Cette fascination culturelle et politique fut encore une fois assouvie par le dernier essai balistique techniquement inédit en date du 21 octobre 2025. Premier missile balistique russe à propulsion nucléaire, il constitue moins le témoin d'un progrès technologique sans grande perspective opérationnelle qu'une réponse à une exaltation collective dans la société de l'Atome russe contemporaine. Parangon de l'accomplissement scientifique comme éternel salvateur, l'énergie nucléaire communément appelée « Atome » ou « АТОМ » en russe s'intègre dans un cadre scientifique, sociologique et culturel imaginé à travers l'histoire soviétique et russe. Cette énergie structure encore aujourd'hui nombre de décisions politiques, scientifiques et militaires de Moscou.

Ainsi, pour comprendre la Russie moderne et ses comportements à l'international vis-à-vis du nucléaire, il est important d'explorer cette relation unique et véritablement endémique qui fonde le rapport culturel des Russes avec l'Atome. Il sera question du lien unique qui superpose à l'entité matérielle de l'atome, la construction d'une culture souvent paradigmatique de l'Atome soviétique puis russe.

LA RÉVOLUTION ÉPISTÉMOLOGIQUE, INSTITUTIONNELLE ET TECHNOLOGIQUE DE LA SCIENCE NUCLÉAIRE EN URSS

En 1953, un livre unique est publié en Union soviétique, *De la roue à eau au moteur atomique (От водяного колеса до атомного двигателя)* de Andreï Kanaev, un professeur de sciences fameux en Union soviétique.

Véritable épopée technique et humaine, cette chronologie idéalisée place l'Union des républiques socialistes et soviétiques (URSS) du milieu des années 1950 face à un tournant scientifique quasiment total. Du pays des serfs arriérés à l'éclatante puissance industrielle ayant résisté au nazisme, l'Union est, selon Kanaev, à l'aube d'un éveil technologique qui fera son indétrônable grandeur au XXe siècle : le nucléaire (Josephson, 1996). Depuis l'essai de la première bombe nucléaire en août 1949 et les expérimentations prometteuses dans le nucléaire civil, de nombreux intellectuels, politiques et scientifiques bouillonnent à l'idée de révolutionner encore une fois la société soviétique, cette fois-ci, par une vérité technique nouvelle et absolue. Ils imaginaient déjà la science nucléaire transfigurer les vies des Soviétiques tant avec des exploits nationaux inédits qu'en bonifiant, voire sublimant la vie quotidienne de chaque citoyen (Guth et al., 2019).

L'ensemble de la science soviétique répond à cet appel partagé et se restructure lourdement suivant le nouveau paradigme atomique collectif. Cela se développe durant la Seconde Guerre mondiale, d'abord secrètement pour le programme nucléaire militaire, mais aussi et surtout après la fin de la guerre, civilement pour l'élaboration d'une nouvelle source de production d'électricité. Le système des Charachki, laboratoires-camps pour les scientifiques prisonniers soviétiques, se mut petit à petit dans l'après-guerre pour former des dizaines de villes où les scientifiques sont plus libres, mais toujours dans l'interdiction de se déplacer sans accord des autorités, c'est la naissance des villes fermées (Félix, 1981). La science nucléaire étant un secteur fondamental durant l'affrontement de la Guerre Froide, elle est principalement développée à travers ce nouveau modèle de villes fermées. À l'exemple de Seversk en Sibérie occidentale qui était dédié à l'enrichissement de l'uranium à des fins militaires (Limonier, 2018). Pour les expérimentations civiles, de grands centres universitaires ouverts se développent aussi en parallèle des villes fermées. Ainsi, en 1956, l'Institut unifié de recherches nucléaires rassemble plusieurs unités précédentes,

formant un cadre cohérent et unique à Doubna dans l'oblast de Moscou pour l'ensemble de la recherche fondamentale et appliquée nucléaire soviétique. Très vite, l'objectif d'un réacteur civil fournissant de l'électricité est atteint en 1954 à l'Institut d'ingénierie physique à Obninsk, géniteur de la majorité des modèles de centrales postérieures. Plusieurs sciences sont plébiscitées, presque mythifiées, et obtiennent des financements massifs par le pouvoir politique en place. De cette façon, la chimie, les mathématiques, la statistique et surtout la physique forment des piliers de l'ordre scientifique nouveau (Graham, 1987). Les prix Nobels sont acclamés au même titre que les héros de la Grande Guerre patriotique. L'effort scientifique commun sera poursuivi tout au long de la Guerre froide avec de pareilles célébrations. Ce n'est finalement qu'à la chute de l'URSS que l'organisation scientifique de l'Union puis de la Russie vont nettement évoluer avec une ouverture vers l'étranger et la transparence dans plus de domaines de recherches et notamment dans le milieu nucléaire (Guth et al., 2019).

L'ATOME COMME VECTEUR DE TRANSFORMATIONS SOCIÉTALES POUR L'HOMO SOVIETICUS

Au VIIIe congrès du Komsomol en mai 1928, Joseph Staline déclara : « Devant nous se dresse une forteresse. Cette forteresse est la science, avec ses nombreuses branches du savoir. [...] C'est la jeunesse qui doit prendre cette forteresse, si elle veut être le bâtisseur de la vie nouvelle, si elle veut devenir la véritable relève de la vieille garde. » (АЛЕКСАНДРОВ, 1989). Très tôt dans l'idéologie bolchévique puis soviétique, la science représente un moyen de libération de la classe prolétaire et un vecteur de développement humain formidable esprit d'un puissant constructivisme marxiste matérialiste (Josephson, 1996). Pour les scientifiques soviétiques, chaque progrès est réalisé grâce à l'esprit marxiste, ajoutant un nouveau sens presque prométhéen aux recherches tant théoriques qu'appliquées et notamment dans le domaine nucléaire, nouveau pilier de la science soviétique (Graham, 1987).

L'espoir irrésistible et inarrêtable donné à cette science nouvelle par les élites est très vite déployé dans les productions propagandiques et culturelles destinées au grand public et particulièrement sous le mandat de Nikita Khrouchtchov qui est personnellement engagé dans cet élan fascinant. Ainsi, deux termes vont ponctuer la propagande soviétique lorsqu'elle traite de l'innovation nucléaire : paix et progrès. En effet, dans le climat nécessairement anxiogène de la Guerre froide, la propagande développe l'idée du nucléaire comme garant de la paix mondiale. Grâce au développement ininterrompu de l'arme nucléaire soviétique et de sa dissuasion, le pays est protégé des guerres interétatiques. Pour le progrès, les idéologues vont extensivement se saisir de ce formidable concept pour démontrer la supériorité du communisme. Ainsi le directeur de l'administration principale à l'énergie atomique, Vasily Sergeevich Emelyanov dit en 1961 « Les progrès de la science et de la technologie sont liés à la construction du communisme [...] L'énergie atomique, quant à elle, ouvre de nouvelles perspectives grandioses en matière de création des bases matérielles et technologiques du communisme. » (Graham, 1990). Certains théoriciens et idéologues développent même l'idée que la science nucléaire est une science qui peut être seulement comprise et développée avec la dialectique marxiste. Ainsi, l'URSS serait le seul État capable de parachever la révolution technologique nucléaire (Josephson, 1996).



« Tout le pouvoir aux soviets », « La science et le communisme sont inséparables » – Affiche soviétique (1960, ©Viktor Koretsky)

Au-delà des applications que nous connaissons aujourd'hui de l'Atome, les Soviétiques, dans leur ferveur presque religieuse, ont développé de multiples outils techniques pour toutes les strates de la société communiste. Le nucléaire est alors une solution imaginée à toutes les problématiques techniques, voire sociales en URSS ce qui rend certaines applications particulièrement dangereuses et inefficaces. Par exemple, les scientifiques soviétiques ont conçu, durant les années 1960, des isotopes radioactifs pour tracer les mouvements des abeilles ou bien aussi des engrais basés sur des matières légèrement radioactives pour tenter de fertiliser les terres (Graham, 1990). L'énergie nucléaire est aussi largement conçue comme un moyen de propulsion universel projetant de métamorphoser l'ensemble des transports aux hydrocarbures. Ainsi, le brise-glace Lénine, premier brise-glace nucléaire mis à l'eau en 1957, devient un objet scientifique et surtout culturel à part entière avec des productions relatant ses épopées arctiques *via* divers films, reportages ou affiches. Ainsi, la culture atomique soviétique grand public se fonde avant tout sur des symboles et les accomplissements collectifs. Dans les écoles soviétiques, les ministères publics ne manquent pas de développer l'étude théorique et appliquée de la science nucléaire dans les programmes scolaires pour créer une fascination dès le plus jeune âge. Finalement, et même au-delà des actions publiques, les Soviétiques organisent des groupes citoyens prospectifs pour trouver des gisements d'uranium dans la nature de façon purement volontaire et bénévole, comme des témoins de cet engouement populaire qui se pérennise (Graham, 1990).

PERMANENCE ET RECONSIDÉRATION DU NUCLEAIRE APRES TCHERNOBYL ET LA CHUTE DE L'URSS

Dans l'élan sans fin du progrès nucléaire, l'Union soviétique va rapidement être rattrapée par sa vision technosolutionniste sans contradictions. En effet, l'effort commun pour développer grandement l'application du nucléaire a toujours écarté les risques

environnementaux, technologiques et même parfois directement humains (Guth et al., 2019). L'objectif de développer très rapidement le parc nucléaire conduit à de grands défauts et inattentions béantes. L'inévitable premier accident nucléaire de taille en Union soviétique survient à Maïak en 1957. Malgré sa terrible gravité, il reste avec la chape de plomb médiatique totalement inconnu du grand public soviétique et occidental durant de nombreuses années. Cet accident, à défaut de choquer les élites scientifiques et politiques, ne fera pas ou presque pas évoluer la position des décideurs vis-à-vis des risques de cette science nucléaire adulée.

La véritable catastrophe nucléaire dont la population soviétique eu connaissance est bien sûr l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Le contexte national et international est alors très différent en 1986 par rapport à l'accident de Maïak en 1957. La glasnost était en plein développement et la centrale de Tchernobyl a rapidement dispersé des nuages radioactifs hors de l'Union face à une société soviétique bien plus méfiante de l'État central et de ses dérives. Ainsi, le politburo ne peut cacher cette catastrophe bien longtemps et Mikhaïl Gorbatchov est contraint d'expliquer la situation aux Soviétiques. Ainsi, il écrit dans ses Mémoires : « Après Tchernobyl, il n'était plus possible de pratiquer la même politique de silence que par le passé. Ce drame a mis en lumière un certain nombre de maux dont souffrait notre système : dissimulation des accidents et des processus négatifs, irresponsabilité et incurie, négligence dans le travail » (Werth, 2019). Le choc est alors grand dans une population qui n'a jamais été confrontée aux dangers de l'énergie atomique. Un retournement unique dans la communication officielle ne fait plus de l'Atome un « ami » mais bien « l'ennemi » à combattre à Tchernobyl avec la campagne massive de liquidation (Werth, 2019). Une nouvelle ère s'ouvre alors en Union soviétique et très rapidement en Russie. Les contraintes évidentes de la fin de l'URSS et la terrible crise sous les premières années de la Fédération de Russie ont mis un net stop aux recherches et constructions civiles ou militaires concernant l'énergie nucléaire. L'exposition culturelle traditionnelle du nucléaire est aussi stoppée nette après Tchernobyl.

Plusieurs projets de centrales nouvelles ou d'extensions de centrales furent annulés comme les réacteurs 5 et 6 de la centrale de Tchernobyl.

LA RUSSIE CONTEMPORAINE, UNE SOCIÉTÉ DE L'ATOME ?

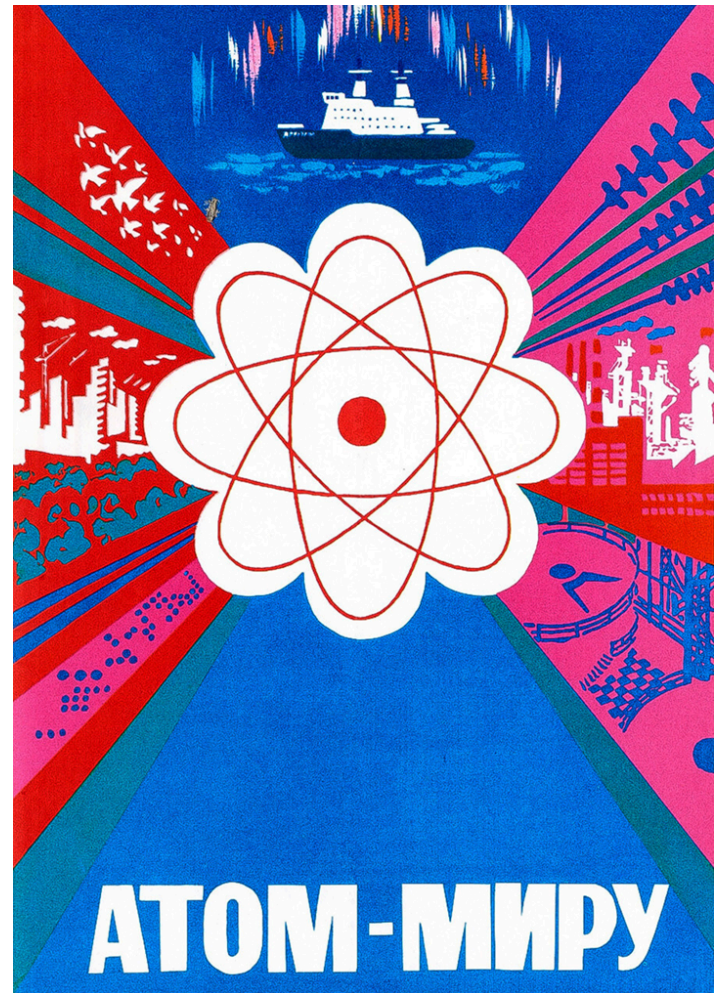
Peu après la chute de l'URSS, la Fédération de Russie arrive relativement aisément à faire convoyer l'ensemble des équipements nucléaires militaires présents dans les pays de l'ex-URSS sur le territoire russe. Ainsi, en 1991, le Kazakhstan et la Biélorussie rendent leurs lanceurs et ogives, tout comme l'Ukraine en 1994. La Russie est donc seule maîtresse des armes nucléaires, mais elle laisse en place les centrales civiles disséminées à travers l'ex-URSS (Josephson, 1996). Cependant, les liens uniques qui relient l'ancien centre et les anciennes périphéries est encore bien présent. Notamment pour la gestion du nucléaire où les autorités russes conservent un droit de regard grâce aux liens technologiques dépendants des instituts russes. Mais en parallèle, les initiatives dans le nucléaire civil et militaire chutent et les annulations dans la construction de nouvelles centrales se mêlent aux arrêts définitifs dans une Russie qui ne veut plus, qui ne peut plus entretenir un parc coûteux et dangereux (AIEA, 2021).

C'est avec la véritable reprise en main de l'économie russe par Vladimir Poutine à la fin des années 2000 que le nucléaire russe va connaître une régénération spectaculaire. De nouveaux projets nationaux sont envisagés, ce qui n'avait pas été fait depuis 1986, comme avec l'ambitieux double-réacteur flottant Akademik Lomonosov lancé en 2006, une première mondiale (NTI, 2025). L'engouement reprend pour les autorités russes et l'exploitation des avancées acquises durant la période soviétique est aussi considéré comme un atout pour une politique internationale extensive sur la question nucléaire. Ainsi, au cours des années 2010 et plus encore aujourd'hui, la Russie établit des accords internationaux pour la vente, l'établissement et l'exploitation de réacteurs de conception russe à l'étranger.

Rosatom, l'agence gouvernementale chargée du nucléaire, en est son fer de lance et participe activement à la continuité prosélyte de la science atomique non plus communiste et soviétique, mais bien commerciale et russe (Grajewski, 2024).

La Russie est ainsi en 2025 pleine héritière de la fascination construite puis entretenue durant l'Union soviétique vis-à-vis de l'Atome. L'éducation à l'Atome se poursuit toujours dès le plus jeune âge dans les écoles de tout le pays et les centrales nucléaires, quoique vieillissantes, constituent toujours une grande fierté chez les Russes. L'armement atomique est toujours considéré comme l'un des seuls vecteurs de paix avec l'extérieur pour une Russie « assiégée ». Mais la politique et l'acception sociétale de la science nucléaire russe sont aussi pleinement tournées vers le partage à l'étranger chez les partenaires de longue date comme l'Iran, la Chine, etc. mais aussi et surtout représente une offre d'appel pour des pays en développement et en recherche de partenaires comme l'Afrique du Sud, le Bangladesh, l'Égypte ou la Turquie. Rosatom est devenu, en l'espace de quelques années, une vitrine technologique et économique très profitable pour un pays qui est depuis 2022 lourdement atteint internationalement par la guerre en Ukraine.

Finalement, le nucléaire en Russie, comme il le fut en Union soviétique, n'est pas seulement une technologie ni même un atout international et militaire, mais bien une épopée nationale de tous les Russes, sans cesse renouvelée à travers des exploits techniques pour satisfaire le désir russe de toute-puissance. L'Atome, c'est l'origine de la matière et ainsi du monde. Sa maîtrise est donc pour les Russes un objectif paradigmatique, absolu et civilisationnel qui implique l'ensemble de la société, pareillement depuis la Révolution russe jusqu'à aujourd'hui.



« L'Atome au monde » - Affiche soviétique (1982, © L. Belsky, V. Potapov)

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages scientifiques

- Aleksandrov, D.A., & N.A. Kremontsov. (1989) "Opyt putevoditelia po neizvedannoi zemle: Predvaritel'nyi očerk sotsial'noi istorii sovetskoi nauki (1917-1950-e gody)," VIET, no. 4 : 67-80. URL de téléchargement : https://vietras.ru/index.php?dispatch=attachments.getfile&attachment_id=24137
- Félix, L. (1981) *La Science au Goulag (Au temps des charachkas)*. Paris, (ISBN 2-267-00272-8) (BNF 36599922).
- Fleron, Frederic, ed. (1977) *Technology and Communist Culture: The Socio-cultural Impact of Technology under Socialism*, New York: Praeger.
- Graham, Loren R., ed. (1990) *Science and the Soviet Social Order*. Cambridge, Mass, Harvard University Press. <https://vdoc.pub/download/science-and-the-soviet-social-order-lpl05hm7uqc0>
- Graham, Loren R. (1987) *Science, Philosophy, and Human Behavior in the Soviet Union*, New York: Columbia University Press. URL de téléchargement : <https://www.bannedthought.net/MLM-Theory/Diamat/PhilosophyOfScience/LorenGraham-SciencePhilosophyAndHumanBehaviorInTheSovietUnion-1987-OCR.pdf>
- Josephson, Paul. (1991) "Atomic Energy and 'Atomic Culture' in the USSR: The Ideological Roots of Economic and Safety Problems Facing the Nuclear Power Industry After Chernobyl" in T. Anthony Jones et al., eds., *Soviet Social Problems* (Boulder, Colo.: Westview Press, 1991).
- Kevin Limonier, (2018) *L'Archipel des savants : histoire des anciennes villes d'élite du complexe scientifique soviétique*, Paris, éditions B2,
- Scanlan, James P., ed. (1992) *Technology, Culture and Development: The Experience of the Soviet Model*, Armonk, New York: M.E. Sharpe.
- Werth, N. (2019). *Le cimetière de l'espérance : Essais sur l'histoire de l'Union soviétique, 1914-1991*. Perrin. <https://doi.org/10.3917/perri.werth.2019.01>.

Articles de revues

- a, K., Penter, T., & Richers, J. (2019). *La technoscience nucléaire soviétique* (G. Bégou, Trad.). *Cahiers du monde russe. Russie - Empire russe - Union soviétique et États indépendants*, 60(2-3), <https://doi.org/10.4000/monderusse.11187>
- Hoffman, Eric P. (July 1977). "Soviet Views of 'The Scientific-Technological Revolution,'" *World Politics* : 615-44.
- Josephson, P. R. (1996). Atomic-Powered Communism: Nuclear Culture in the Postwar USSR. *Slavic Review*, 55(2), 297-324. <https://doi.org/10.2307/2501914>
- Billet Blog :
- Fenêtre sur la Russie. (2024). *Ces affiches soviétiques promouvant la science*. Consulté 20 novembre 2025, à l'adresse <https://fr.gw2ru.com/tech/210226-affiches-sovietiques-science>
- The Nuclear Threat Initiative. (s. d.). *Akademik Lomonosov*. Consulté 20 novembre 2025, à l'adresse <https://www.nti.org/education-center/facilities/akademik-lomonosov/>

Rapports institutionnels

- IAEA, *Country Nuclear Power Profiles : Russian Federation*. (2021). Consulté 20 novembre 2025, à l'adresse <https://www-pub.iaea.org/MTCD/Publications/PDF/CNPP-2021/countryprofiles/Russia/Russia.htm>
- Grajewski, Nicole. (2024). *Russia and the Global Nuclear order*. CNA. Consulté 20 novembre 2025, à l'adresse <https://www.cna.org/analyses/2024/03/russia-and-the-global-nuclear-order>

DOSSIER

Géopolitique des Narcotrafics

SOMMAIRE

16 INTRODUCTION
Matisse Dormoy

17 LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ DE CLAUDIA SHEINBAUM : UN TOURNANT DANS LA GÉOPOLITIQUE DU NARCOTRAFIC AU MEXIQUE
Pedro Jimenez Salazar

20 LES CONNEXIONS DU HEZBOLLAH AVEC LE NARCOTRAFIC LATINO-AMÉRICAIN
Antoine Macquet

25 LE NARCO-DJIHADISME EN AFRIQUE DE L'OUEST
Aboubacar Konate

31 L'EUROPE, TERMINUS DU NARCOTRAFIC MONDIAL
Noa Philippe

36 L'IMMENSITÉ COMME ENNEMI : ADAPTER LA LUTTE ANTIDROGUE À LA GÉOGRAPHIE POLYNÉSIENNE
Hugo Joannet Bouscal

41 BIBLIOGRAPHIE



Introduction

RÉDIGÉE PAR MATISSE DORMOY

« Le narcotrafic prospère là où l'État échoue » (Moisés Naím, 2005) plus qu'un simple marché noir, le commerce illicite faisant transiter la drogue d'une main à l'autre constitue en lui-même une véritable société parallèle. Une société dans laquelle les institutions sont perçues comme des péages et dont la route vers le profit à tout prix semble bien tracée.

De l'italien «cartello», qui désignait l'invitation qu'un individu adressait à un autre pour régler un litige par duel singulier, les cartels sont aujourd'hui des organisations transnationales aux hiérarchies soigneusement élaborées, défiant les autorités et générant des revenus capables de faire rougir la plupart des entreprises légales. Quand la main se mue en conteneur, le chiffre d'affaires explose à plusieurs milliards d'euros. En France, le narcotrafic générerait entre 3,5 et 6 milliards d'euros par an, créerait « 21 000 emplois à temps plein et ferait vivre 240 000 personnes directement ou indirectement » selon Stéphanie Cherbonnier, cheffe de l'OFAST, Office anti-stupéfiants français. Un chiffre qui atteint les 100 milliards de dollars aux États-Unis, la Maison-Blanche peinant à freiner les afflux massifs de drogues passant ses frontières chaque jour. Mais le réseau des narcotrafiquants ne s'arrête pas aux frontières et concerne l'entièreté du globe. Une véritable chaîne de valeur s'est formée allant des producteurs jusqu'au consommateur (estimés à 300 millions selon l'United Nations Office on Drugs and Crime). Parmi les principaux sols et alambiques producteurs, nous retrouvons les colombiens, les mexicains, les birmans, les afghans et les marocains, qui abreuvent le marché international. Le transport lui, s'effectue principalement par voies maritimes, faisant des mers et des océans, des hubs d'échanges privilégiés. Plus de 1 347 tonnes de drogues furent saisies dans le secteur du fret maritime par conteneur de 2023 à 2024 selon l'Organisation mondiale des douanes (OMD). Amarrés aux côtes états-uniennes et européennes (principales zones consommatrices de produits illicites), les transporteurs écoulent leur marchandise massivement. On parle de 250 milliards de revenus générés par le narcotrafic, soit un business dépassant le produit intérieur brut (à parité du pouvoir d'achat) de près de deux tiers des pays du globe.

Si ce commerce est particulièrement lucratif, il génère en parallèle autant de problématiques concernant la stabilité des États. Les groupes de crime organisés, dont le narcotrafic constitue la plus grande partie des revenus, usent de la Terreur comme arme dissuasive. Au Mexique, pays gangréné par les narcos, on observe que le nombre de décès liés à un affrontement entre deux entités nonétatiques a été multiplié par 9 de 2008 à 2022. Déjà pesant sur la société civile, le poids des morts lié aux affrontements entre les différents groupuscules de narcotrafiquants s'alourdit lorsque l'État n'est pas en mesure d'assurer ses fonctions régaliennes. Les moyens alloués viennent à manquer ou sont sabotés par la corruption galopante qui ronge chaque maillon de l'appareil sécuritaire. De plus, le manque de pérennité dont témoignent les politiques de lutte contre le narcotrafic vient achever l'efficacité des politiques menées et enterre l'espoir d'une solution de long terme. Lorsque l'Élysée tente de faire place nette sur le marché illicite français, les résultats déçoivent, quand le Palais du Planalto essaye de confiner le Comando Vermelho, le sang coule dans les rues de Rio et les tensions sociales peinent à cicatriser.

Devant un tel climat d'instabilité, les réactions s'entrechoquent et donnent naissance à des dynamiques paradoxales. Du transfert de confiance de l'État aux organisations criminelles, au dilemme doctrinal entre prévention et guérison, les différentes instances étatiques doivent impérativement agir pour lutter contre le processus ulcèreux du narcotrafic. Transfrontalier, il s'impose également à la table des négociations internationales, pesant sur les relations diplomatiques qu'entretiennent deux pays, faisant de la drogue un problème multiscalaire et protéiforme.

De nombreuses problématiques que ce dossier de recherche s'attache à analyser, depuis la lutte menée en Polynésie française jusqu'à la montée du narco-djihadisme en Afrique de l'Ouest, en passant par les connexions du Hezbollah avec les cartels latino-américains, tandis que l'Europe apparaît comme le terminus du trafic mondial et que la politique de sécurité de Claudia Sheinbaum au Mexique redéfinit les équilibres géopolitiques du crime organisé.

LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ DE CLAUDIA SHEINBAUM : UN TOURNANT DANS LA GÉOPOLITIQUE DU NARCOTRAFIC AU MEXIQUE

RÉDIGÉ PAR PEDRO JIMENEZ SALAZAR



Presidencia de México - Sala de Prensa. (10 septembre 2024). Premier discours de la présidente élue Claudia Sheinbaum Pardo aux Forces Armées [Photographie]. Site du président de la République.

Le 1er juillet 2024, quelques heures après l'annonce de sa victoire, Claudia Sheinbaum hérite d'un pays marqué par près de deux décennies de violences liées au narcotrafic. Depuis 2006, les homicides se comptent par centaines de milliers, les disparitions se sont multipliées et d'importantes régions ont vu émerger des groupes criminels capables de défier militairement l'État. Malgré l'implication constante des forces armées dans la sécurité publique, la militarisation du pays n'a pas permis d'empêcher durablement la dynamique de fragmentation et de diversification des organisations criminelles.

Dans plusieurs États, une violence endémique s'est imposée au quotidien, portée par la multiplication des groupes armés à cause du flux d'armes en provenance des États-Unis et l'essor de nouvelles économies illicites, dont le fentanyl est devenu le symbole. Face à des autorités locales affaiblies, certaines organisations criminelles imposent leurs propres règles dans plusieurs régions du pays.

C'est dans ce contexte que la nouvelle présidente propose une stratégie se voulant plus préventive et plus technologique, tout en maintenant un rôle déterminant pour les forces armées. L'objectif affiché est de réduire la violence de façon structurelle et de rétablir une présence étatique plus efficace dans les zones les plus vulnérables.

UN HÉRITAGE SÉCURITAIRE MARQUÉ PAR LA MILITARISATION

Depuis 2006, la stratégie de sécurité au Mexique s'est construite autour d'une présence croissante des forces armées dans l'espace public. L'offensive lancée sous l'administration de Felipe Calderón, aussi appelé « Guerre contre le narcotrafic », a été pensée comme une réponse immédiate à la montée en puissance des organisations criminelles et a installé l'armée comme acteur central de la sécurité intérieure (Zavala, 2018). Les déploiements massifs et la multiplication des zones militarisées ont créé une hiérarchie sécuritaire où les

forces civiles se sont trouvées reléguées à l'arrière-plan. Cette approche a accéléré la fragmentation du narcotrafic, passée de quelques organisations hiérarchisées à plus d'une centaine de groupes régionaux (Salas, 2025).

Au cours de la décennie suivante, la politique de militarisation s'est renforcée. En effet, la militarisation est devenue un élément central de la stratégie nationale de sécurité, mais ses résultats positifs sont encore en doute. Les analyses de cette politique montrent que, malgré l'expansion des déploiements, la présence militaire n'a pas entraîné une réduction systémique de la violence ni une amélioration des capacités des forces civiles (Nateras & Valencia, 2020). Dans plusieurs régions, cette configuration a même rigidifié le dispositif sécuritaire : les forces armées ont assumé des fonctions civiles sans que les institutions de la police ne soient réformées ni renforcées en profondeur, prolongeant ainsi une dépendance institutionnelle difficile à inverser.

LES AXES DE LA NOUVELLE STRATÉGIE SÉCURITAIRE

En 2024, la présidente Claudia Sheinbaum a présenté une stratégie de sécurité qui vise à se différencier des approches antérieures. Celle-ci repose sur quatre axes : l'attention aux causes, l'usage élargi des technologies de surveillance, la professionnalisation des forces civiles et la coordination entre les trois niveaux de gouvernement (Gobierno de México, 2024). Cette approche s'appuie sur une centralisation opérationnelle accrue au sein du ministère de la Sécurité, dirigé par Omar García Harfuch, chargé de piloter la mise en œuvre du dispositif au niveau national.

L'attention aux causes constitue un pilier central de la stratégie. Les adolescents exposés à la violence sont ciblés à travers des programmes et des actions communautaires destinées à réduire les facteurs de risque (MUCD, 2024). L'application effective de ces mesures dépend des capacités budgétaires municipales, capacités qui varient selon les États.

Le second axe repose sur le renforcement technologique des forces de l'ordre. Celui-ci inclut l'interconnexion des centres de commandement et de surveillance, l'usage d'analyses statistiques et l'extension des systèmes de vidéoprotection (Ibero, 2024).

La mise en œuvre nationale requiert une infrastructure fiable et une formation spécialisée que tous les États ne possèdent pas encore.

La stratégie prévoit aussi une professionnalisation accrue des forces civiles. Sous la supervision du ministère dirigé par García Harfuch, la coordination entre la Garde nationale et les autorités étatiques cherche à renforcer les capacités d'enquête et la présence territoriale (El país, 2025). Les polices locales restent toutefois confrontées à des défis importants liés aux salaires, aux ressources disponibles et à l'impact de la corruption.

Le dispositif maintient un rôle central pour les forces armées, indispensables dans les régions où les organisations criminelles disposent d'une implantation étendue (LA Times, 2025). Cette continuité traduit la dépendance héritée des deux dernières décennies, malgré la volonté affichée de renforcer les institutions civiles.

Les premiers indicateurs disponibles suggèrent une baisse nationale des homicides estimée à 25% en 2025 (El País, 2025). Cette tendance reste débattue, car les organisations criminelles modifient rapidement leurs pratiques pour éviter la surveillance étatique (Foreign Affairs, 2025). Selon l'Enquête nationale de sécurité urbaine, une part importante de la population continue de percevoir un risque élevé de violence dans la vie quotidienne (INEGI, 2025).

À travers sa doctrine sécuritaire, Claudia Sheinbaum cherche à réduire les violences immédiates tout en renforçant progressivement les capacités civiles dans un contexte où les organisations criminelles conservent une présence territoriale importante (Índice de Paz México, 2025).

LES DÉFIS STRUCTURELS ET LES LIMITES DE LA DOCTRINE SHEINBAUM

La stratégie présentée par la présidente Claudia Sheinbaum opère dans un environnement particulier marqué par la haute capacité d'adaptation des organisations criminelles. Celles-ci modifient rapidement leurs structures, comme leurs zones d'opération et leurs modes d'action pour contourner les dispositifs étatiques, en particulier dans les régions où l'État ne dispose pas d'une présence institutionnelle

stable (Foreign Affairs, 2025). Cette adaptabilité opérationnelle limite l'effet des interventions ciblées et complique la consolidation d'une stratégie durable.

La pression exercée par les États-Unis constitue un autre défi majeur. Le débat bilatéral reste dominé par la circulation du fentanyl, les flux d'armes et les demandes croissantes de coopération sécuritaire. Les autorités mexicaines doivent répondre à ces attentes sans compromettre leur marge de manœuvre intérieure, dans un contexte où le Congrès américain appelle régulièrement à accroître l'intervention fédérale dans la lutte antidrogue (LA Times, 2025). Cette situation crée une tension permanente entre souveraineté nationale et exigences de coordination régionale.

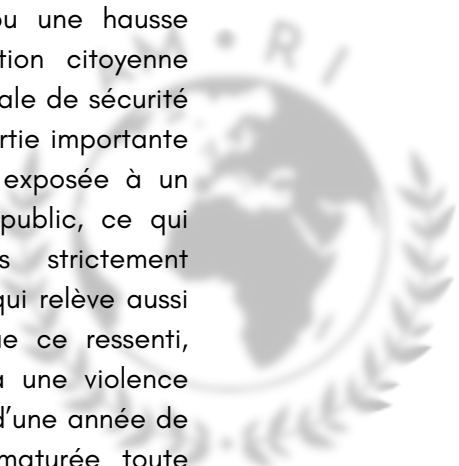
Les premiers indicateurs de 2025 reflètent une baisse des homicides, mais cette évolution reste hétérogène. Certains États montrent une réduction notable tandis que d'autres enregistrent une stabilisation ou une hausse ponctuelle (El País, 2025). La perception citoyenne confirme cette disparité. L'Enquête nationale de sécurité urbaine (INEGI, 2025) confirme qu'une partie importante de la population continue de se sentir exposée à un risque élevé d'agression dans l'espace public, ce qui souligne les limites des indicateurs strictement quantitatifs pour évaluer un phénomène qui relève aussi du ressenti. Elle rappelle également que ce ressenti, influencé par des années d'exposition à une violence élevée, ne peut être modifié en l'espace d'une année de gouvernance, ce qui rend encore prématurée toute évaluation définitive des effets de cette doctrine sécuritaire.

Enfin, la consolidation institutionnelle constitue un défi déterminant. Les forces civiles restent confrontées à des capacités inégales, à des niveaux de formation variables et à des risques de cooptation. Malgré les efforts de centralisation opérés par le ministère dirigé par Omar García Harfuch, la reconstruction des institutions locales exige du temps, des ressources et une coordination intergouvernementale continue (Americas Quarterly, 2025). Ces éléments conditionnent la durabilité de la stratégie et sa capacité à réduire la dépendance au déploiement militaire.

CONCLUSION

La stratégie sécuritaire de la présidente Claudia Sheinbaum présente des avancées et des limites. Celle-ci a permis une réduction initiale des homicides et une meilleure coordination institutionnelle, appuyée sur des outils numériques et une centralisation opérationnelle. Ces éléments ont renforcé la capacité de réaction de l'État dans plusieurs régions.

Des contraintes importantes subsistent. Les organisations criminelles conservent une forte adaptabilité et une implantation territoriale notable. Les institutions civiles restent hétérogènes et les forces armées jouent encore un rôle central dans les zones les plus exposées. L'efficacité à long terme dépendra de la consolidation des polices locales et de la capacité à réduire la dépendance militaire tout en répondant aux pressions liées au fentanyl et aux flux d'armes.



NARCOTRAFIC ET GÉOPOLITIQUE : LES RÉSEAUX LATINO-AMÉRICAINS DU HEZBOLLAH

RÉDIGÉ PAR ANTOINE MACQUET



iStock, credit : shmooj

« Le trafic de drogue est interdit par l'islam, je démens catégoriquement ces rumeurs », affirme Hassan Nasrallah, chef emblématique du Hezbollah, en 2018, réfutant avec fermeté les accusations américaines impliquant le Hezbollah dans des activités de narcotrafic. Pourtant, divers rapports du Département du Trésor américain et de la Drug Enforcement Administration (DEA) attribuent au « Parti de Dieu » un rôle central dans des réseaux criminels transnationaux de trafic de drogue et de blanchiment d'argent, qui représentent, selon certaines estimations, jusqu'à un tiers de ses sources de financement.

Dès lors, comment le Hezbollah a-t-il fait du narcotrafic latino-américain un levier financier et stratégique essentiel à la pérennité de son organisation ?

DU MOUVEMENT DE RÉSISTANCE À L'ACTEUR TRANSNATIONAL

Comprendre l'évolution du Hezbollah est essentielle pour cerner les enjeux qui expliquent son implication dans le narcotrafic comme stratégie de survie. Né dans le contexte

de la Révolution iranienne de 1979, de la guerre civile libanaise et de l'invasion israélienne du Liban en 1982, le Hezbollah, « Parti de Dieu », s'impose rapidement comme la principale force de résistance contre Israël pour défendre le Liban et la communauté chiite, qui constituent sa raison d'être (Maupeou, 2013). Présenté comme un « mouvement de résistance armée », il est toutefois considéré par de nombreux pays occidentaux comme une organisation terroriste en raison des attentats qu'il perpétue dès ses débuts à travers sa branche armée secrète du Jihad islamique (Ayad, 2024). L'attentat-suicide contre l'ambassade américaine à Beyrouth en 1983 pousse Washington à classer cette organisation comme terroriste dès 1985, après son officialisation. Inspiré par l'idéologie chiite de la Révolution iranienne et le principe du Wilayat al-Faqih (la gouvernance des clercs), le Hezbollah reconnaît l'autorité du Guide suprême iranien. Il agit à la fois comme un bras armé de Téhéran et un vecteur de son idéologie au Liban et dans le monde arabe. Sous la direction d'Hassan Nasrallah, élu en 1992, le mouvement se transforme en acteur politico-militaire et entre au Parlement libanais (Meier, 2013).

Cela lui permet de consolider un arsenal militaire considérable malgré les différentes restrictions internationales à son encontre. Il devient progressivement l'acteur non étatique le plus armé au monde (Davis, 2023), en témoigne son intervention dans la guerre civile syrienne en 2013 aux côtés du régime de Bachar al-Assad et son rôle régional déterminant.

Son financement repose en grande partie sur le soutien iranien, difficile à estimer, mais bien réel, en termes de rémunération et de matériel (Ayad, 2024). La Syrie sert de relais logistique pour le transfert d'armes venant de Téhéran. Cependant, face à la baisse des ressources iraniennes et des sanctions internationales, ces fonds ne suffisent plus à couvrir les dépenses militaires, politiques et sociales de l'organisation. En effet, le Hezbollah a bâti un vaste réseau d'assistance à la population libanaise face à un État en grande difficulté, finançant hôpitaux, écoles et projets de reconstruction, afin de renforcer sa légitimité populaire (Ayad, 2024). Cette aide sociale couplée à la nécessité de maintenir une capacité opérationnelle face à Israël demande beaucoup de ressources à l'organisation, rendant nécessaire le développement de sources de financement externe.

C'est dans ce contexte que le mouvement développe, dès les années 2000, une véritable économie parallèle fondée sur le trafic de drogue et le blanchiment d'argent, en lien avec des cartels latino-américains (Ayad, 2024). Sujet hautement sensible au Liban, il demeure peu exploré par les médias locaux et internationaux, tant la peur du Hezbollah reste présente. L'assassinat de l'intellectuel chiite critique du Hezbollah Lokman Slim en 2021, alors qu'il enquêtait sur ces pratiques, illustre le danger d'aborder ce dossier (Fritel & Amara, 2024). En effet, ces activités contredisent les principes islamiques revendiqués par le Hezbollah, puisque le trafic de drogue et le blanchiment d'argent sont *haram* (illicites) dans l'islam. Ce qui explique sa volonté de maintenir cet aspect dans l'ombre pour maintenir sa popularité auprès de la population.

Néanmoins, plusieurs enquêtes, notamment de la DEA, ont révélé l'implication directe du Hezbollah dans les circuits du narcotrafic latino-américain. Ce phénomène s'intensifie après la guerre de 2006 contre Israël, qui laisse le Liban exsangue. En l'absence d'un État fonctionnel, le Hezbollah entreprend une reconstruction particulièrement rapide du pays, ce qui soulève une question sur ses sources de financement.

Comme le souligne Derek Maltz, ancien directeur des opérations spéciales de la DEA, dans le documentaire Hezbollah, l'enquête interdite : « Nous avons réalisé que le Hezbollah s'implante au Venezuela pour générer des millions et des millions de dollars, afin de les aider à financer leurs opérations, c'est très visible après la guerre de 2006 avec Israël ».

L'AMÉRIQUE LATINE, UN NOUVEAU THÉÂTRE D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES







L'ancrage du Hezbollah en Amérique latine repose sur un double facteur. D'une part, une importante diaspora libanaise chiite présente sur ce territoire dès 1930 et qui s'accroît après la guerre civile libanaise de 1975 à 1990. D'autre part, par l'opportunité géopolitique qu'offre cette zone. En effet, elle est caractérisée par une faible gouvernance et une certaine porosité de ses frontières. La présence de cartels et de trafic de drogue est donc privilégiée.

La zone dite de la Triple frontières, entre le Brésil, l'Argentine et le Paraguay, devient l'axe névralgique des activités illégales de trafic de drogue et de blanchiment d'argent du Hezbollah (Bouvier, 2023). Cette zone permet de transiter d'un pays à l'autre sans réel contrôle des frontières, les activités criminelles y sont donc très présentes. Dès 2003, des enquêtes du département de la Justice américaine déclarent que l'organisation est bien présente dans cette zone avec des membres actifs dans les réseaux de trafic de drogue (Bouvier, 2023). Mohamed Youssef Abdallah et Assad Ahmed Barakat sont les deux relais principaux de l'organisation dans cette zone (Ayad, 2024). Le premier, désigné terroriste par les États-Unis en 2006, possède une agence de voyages à Ciudad del Este au cœur de la Triple frontière, qui sert de couverture aux activités illégales de l'organisation, tandis que le second est le représentant personnel de Nasrallah dans la région. Il possède également une entreprise d'appareils électroniques à Ciudad del Este qui sert en réalité de « société faisant transiter de l'argent en faveur de la Fondation des martyrs du Hezbollah », selon Matthew Levitt, ancien du FBI et spécialiste en terrorisme islamiste. Il est arrêté par la police brésilienne en 2018, soupçonné d'être l'un des responsables financiers du Hezbollah. La surveillance de plus en plus forte de la zone pousse l'organisation à déplacer ses opérations de trafic de drogue vers le nord du territoire latino-américain, avec pour ancrage le Venezuela. (voir carte 1)

Carte n°1 :

PRÉSENCE ET ACTIVITÉS DU HEZBOLLAH SUR LE CONTINENT SUD-AMÉRICAIN

Les clés du Moyen-Orient

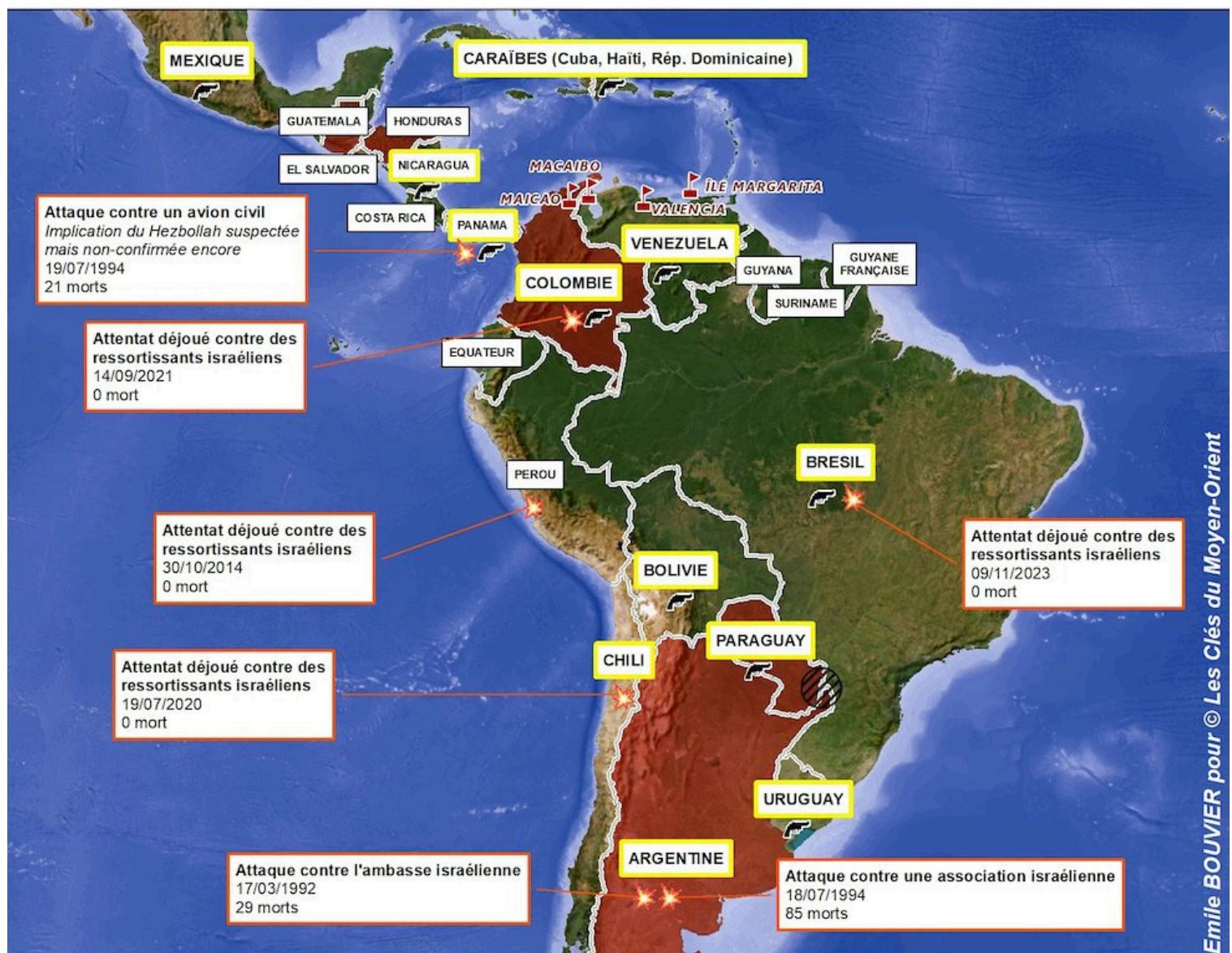
-  Base d'opérations (logistique, financière...) avérée du Hezbollah
-  Coopération documentée entre le Hezbollah et des organisations criminelles locales
-  Attaque conduite par le Hezbollah ou déjouée par les forces de sécurité
-  Zone dite de la "Triple frontière" (Paraguay, Brésil, Argentine)
-  Pays considérant le Hezbollah comme une organisation terroriste
-  Pays au sein duquel des activités du Hezbollah ont été documentées (financement, recrutement, coopération avec des acteurs étatiques/non-étatiques locaux, etc.)



Edition : 07/12/2023

Réalisation : Emile BOUVIER

© Les Clés du Moyen-Orient



Emile BOUVIER pour © Les Clés du Moyen-Orient

Le Venezuela marque une seconde étape dans ce processus de financement illégal. Comme nous pouvons le distinguer sur la carte, les principaux centres de logistique et de financement du Hezbollah en Amérique latine s'installent progressivement dans ce pays (Bouvier, 2023). L'île de Margarita, où vit une importante communauté chiite, devient le symbole de ce paradis du trafic de drogue. L'implantation de l'organisation dans ce pays n'est pas un hasard.

En effet, sous la présidence de Hugo Chavez jusqu'en 2013, le pays est marqué par un rapprochement idéologique avec Téhéran, qui partage une vision anti-américaine commune. La visite du président iranien à Chavez en 2006 témoigne de cette alliance. Ainsi, le gouvernement vénézuélien ferme les yeux sur les activités du Hezbollah dans le pays (Fritel & Amara, 2024). Il facilite ses activités à travers la corruption de certains responsables de l'appareil sécuritaire du gouvernement. La figure de cette coopération illégale est Tareck El Aissami, ministre de l'Intérieur entre 2008 et 2012 et vice-président de Maduro de 2017 à 2020 (Ayad, 2024). D'origine syro-libanaise, il possède une grande influence dans le pays tout en étant proche du Hezbollah. Ainsi, il protège les trafiquants de drogues et évite les inspections sur les avions transportant du matériel illicite de l'organisation. Derek Maltz explique que la DEA a découvert un vol hebdomadaire entre Caracas et Téhéran servant à échanger des armes iraniennes contre des fonds et de la drogue destinés à nourrir les réseaux du Hezbollah. Ainsi, le lien entre le Venezuela et le Hezbollah illustre la capacité de l'organisation à exploiter les fragilités étatiques et les alliances géopolitiques pour étendre ses activités criminelles transnationales.

LES MÉCANISMES DU NARCOTRAFIC ET DU BLANCHIMENT D'ARGENT

Le Hezbollah ne cultive pas ni ne transporte directement la cocaïne. Son rôle est celui d'un facilitateur logistique et financier. L'organisation assure les connexions entre les cartels latino-américains, tels que les FARC, le cartel de Los Zetas ou de Medellín. Deux hommes illustrent ce rôle de « superfacilitateur ». D'une part, Ayman Joumaa, un libanais travaillant pour le cartel de Medellín en Colombie. Il coordonne un vaste réseau de blanchiment d'argent pour le compte du Hezbollah grâce à des

sociétés-écran en Colombie, au Panama ou au Bénin (Ayad, 2024). Il est accusé par la DEA d'avoir blanchi 200 millions de dollars pour les opérations du Hezbollah. D'autre part, Choukry Harb, connu sous le nom de « Taliban », est un libano-colombien, également proche du cartel de Medellín. Il coordonne des expéditions de cocaïne depuis la Colombie vers la Syrie et le Liban en passant par le port d'Aqaba en Jordanie. Selon Matthew Levitt, le réseau de Choukry Harb représenterait 12 % des profits du Hezbollah dans le narcotrafic à son apogée. Il est arrêté en 2008 dans le cadre de « l'opération Titan » menée par la DEA.

Ce rapprochement entre le Hezbollah et les cartels repose sur une logique de complémentarité et sur un intérêt commun, celui de faire du profit. Les cartels disposent de cocaïne, de matières premières, tandis que le Hezbollah possède une expertise en blanchiment d'argent et une capacité à redistribuer les fonds vers le Moyen-Orient et l'Europe. Effectivement, il développe des liens occultes sur la côte ouest de l'Afrique grâce à des fonctionnaires locaux corrompus. Cette zone sert de plateforme de transit pour la cocaïne à destination du Moyen-Orient et de l'Europe, ainsi que de zone de blanchiment d'argent (Ayad, 2024). Cette collaboration permet aux cartels latino-américains de faire transiter et de marchander leurs drogues à travers des routes sécurisées vers l'Europe, le Moyen-Orient ainsi que l'Asie et au Hezbollah de faire du profit sur fond de ce trafic. La DEA a tenté de mettre au clair l'un de ces systèmes complexes qui permet au Hezbollah de blanchir de l'argent provenant directement du narcotrafic.

Tout d'abord, l'argent de la drogue collecté en Amérique du Sud sert à acheter des voitures d'occasion en grande quantité, souvent aux États-Unis. Ensuite, ces voitures sont expédiées par bateaux en Afrique de l'Ouest, notamment au Bénin grâce à la complicité de locaux, où elles sont revendues à bas prix. Cela profite d'une part à la population locale qui peut s'offrir des voitures normalement hors de prix, et d'autre part au Hezbollah qui peut ainsi blanchir l'argent de la drogue et l'envoyer au Liban (Fritel & Amara, 2024). Les fonds blanchis servent à alimenter sa branche militaire, à financer ses infrastructures sociales et à soutenir ses opérations extérieures telles que l'intervention en Syrie en 2013 pour soutenir Bachar al-Assad. C'est un cercle vertueux pour l'organisation, qui lui permet de répondre efficacement aux besoins de ses membres au Liban et aux enjeux auxquels elle fait face, mais aussi pour les cartels qui profitent de ces intérêts pour s'enrichir également.

LE NARCOTRAFIC AU CŒUR DES CONTROVERSES : ENTRE REJET POPULAIRE ET NÉCESSITÉ STRATÉGIQUE

Le recours du Hezbollah au narcotrafic cristallise aujourd'hui l'un des paradoxes les plus profonds de l'organisation. D'un côté, cette économie criminelle lui permet de compenser la baisse de financement de son parrain iranien affaibli par les sanctions internationales et ses propres crises internes. De l'autre, elle alimente un rejet grandissant au sein de la population libanaise, qui voit dans ces activités illégales une trahison des idéaux de résistance et une cause directe de l'isolement diplomatique du pays.

Depuis les révélations de ses liens avec le narcotrafic, le Hezbollah a subi plusieurs opérations américaines antidrogues. Les opérations Cassandre et Cedar, bien que limitées dans leurs résultats en conséquence d'enjeux politiques propres, ont exposé l'ampleur du trafic de drogue et des circuits de financement illicites dont le parti tire profit (Fritel & Amara, 2024). Ces pratiques ont en partie contribué à ce que plusieurs puissances occidentales, comme le Canada ou le Royaume-Uni, classent l'ensemble du Hezbollah comme organisation terroriste et pas seulement sa branche militaire, accentuant son isolement sur la scène mondiale.

Sur le plan interne, le lien entre le Hezbollah et les trafics suscite un malaise au sein de la population. Dans un Liban frappé par une crise économique et politique endémique, la population reproche au parti d'avoir détourné sa mission de défense nationale pour servir ses propres intérêts économiques et géopolitiques. L'image d'un « mouvement de résistance » au service du peuple s'est effritée, remplacée par celle d'un acteur politico-militaire opaque, intégré dans une économie criminelle mondiale.

Cependant, pour le Hezbollah, cette stratégie de diversification financière apparaît comme une question de survie. Dans un contexte de « reconstruction » après sa débâcle face à Israël en 2024, qui a provoqué la disparition de son chef emblématique et plus globalement de sa structure hiérarchique principale, ainsi que des pertes matérielles importantes, le recours aux activités illicites demeure l'un des rares moyens à court terme d'assurer la continuité de son appareil militaire, politique et social. De plus, sa popularité reste présente malgré tout au sein de la communauté chiite du pays. Comme en témoigne la présence d'environ un million et demi de personnes aux funérailles de Hassan Nasrallah en février 2025, ainsi que de ses résultats assez favorables lors des élections municipales du printemps 2025 (Daher, 2025).

L'implication du Hezbollah dans le narcotrafic latino-américain révèle une stratégie financière structurée visant à garantir son autonomie et à renforcer sa résilience face aux pressions internationales. Cette réalité met en lumière le lien croissant entre criminalité organisée et acteurs politico-militaires ou terroristes, un phénomène désormais central dans les dynamiques sécuritaires contemporaines.

Le financement issu des trafics en Amérique latine pourrait, à long terme, renforcer l'autonomie du Hezbollah vis-à-vis de son parrain iranien et lui permettre de recentrer sa stratégie sur des priorités nationales, dans le but de redorer son image auprès d'une opinion publique lassée. Mais cette stratégie est à double tranchant, car en s'enfonçant dans une logique criminelle, le mouvement s'expose à une délégitimation totale, compromettant à la fois sa crédibilité politique et son influence régionale.

LE NARCO-DJIHADISME EN AFRIQUE DE L'OUEST

RÉDIGÉ PAR ABOUBACAR KONATE



Les combattants djihadistes utilisant un véhicule 4x4 monté avec une arme légère près de Tombouctou, juin 2012.
Source : Romaric Ollo Hien/AFP

Depuis le milieu des années 2000, l'Afrique de l'Ouest et le Sahel connaissent une hybridation croissante entre économies criminelles transnationales et violences djihadistes, phénomène souvent qualifié de « narco-djihadisme » ou, dans la littérature anglo-saxonne, de « crime-terror nexus » (Shaw et Reitano, 2014 ; Berger, 2019 ; GI-TOC, 2023-2025). Au-delà d'une simple cohabitation territoriale, cette convergence se repose sur des arrangements structurels (taxation, protection armée, escorte de convois) entre réseaux de trafiquants, principalement de cocaïne sud-américaine, et groupes armés salafisto-djihadistes, en premier lieu le Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin, affilié à Al-Qaïda (JNIM) et, dans une moindre mesure, l'État islamique au Grand Sahara (EIGS).

L'expression « narco-djihadisme » s'impose véritablement dans les analyses à la suite des grandes saisies des années 2009-2013 (« Air Cocaïne » en 2009 au Mali, 2012 au Niger, etc.) et se consolide après 2019 avec la reprise massive des flux terrestres à travers le Sahel central et oriental (UNODC, 2024 ; InSight Crime, 2023). Entre janvier 2019 et juin 2024, au moins 126,4

tonnes de cocaïne ont été saisies dans ou en provenance d'Afrique de l'Ouest et du Sahel, essentiellement dans les eaux du golfe de Guinée et dans les pays côtiers (Cabo Verde, Sénégal, Guinée, Côte d'Ivoire), confirmant que la région est redevenue un couloir de transit majeur vers l'Europe et le Maghreb (UNODC World Drug Report 2025 ; UNODC, 2024).

Contrairement à l'idée reçue d'un transit purement « opportuniste », les groupes djihadistes ont institutionnalisé la perception de taxes (zakat sur marchandises illicites) sur les convois, générant des revenus estimés entre 30 000 et 100 000 USD par camion selon les axes et les périodes (GI-TOC Observatory of Illicit Economies in West Africa, 2023-2025 ; Berger, 2025). Ces revenus issus du trafic de stupéfiants jouent un rôle croissant en complément ou en substitution aux sources de financement traditionnelles du JNIM, qui ont sensiblement diminué depuis 2020. Parmi ces financements extérieurs, on compte notamment les contributions financières provenant de donateurs ou de réseaux sympathisants

dans les pays du Golfe (comme des fonds privés ou semi-officiels liés à des cercles salafistes, quoiqu'aujourd'hui ces flux soient devenus plus discrets et restreints sous la pression internationale et les sanctions anti-terrorisme). Les rançons issues d'enlèvements, avec des cas notables comme la libération d'otages occidentaux contre des paiements estimés à plusieurs millions d'euros, ont également chuté, en raison d'une diminution des opérations réussies (liée à une meilleure coordination des forces régionales et internationales, ainsi qu'à une focalisation accrue sur la protection des expatriés). Ce tarissement, exacerbé par la pandémie de COVID-19 et les évolutions géopolitiques, a contraint le JNIM à diversifier ses ressources pour maintenir sa capacité opérationnelle. Ainsi, les taxes prélevées sur les convois de drogue (estimées à 3-8 % de la valeur marchande) ont permis au groupe de consolider son emprise territoriale, en finançant l'achat d'armes, le recrutement local et l'installation d'une gouvernance parallèle dans le centre et le nord du Mali, le nord-est du Burkina Faso et le Liptako-Gourma (ICG, 2024 ; UNODC Sahel Programme, 2024).

La littérature récente insiste sur le caractère structurel de cette convergence. Elle souligne que les trafiquants bénéficient d'une protection armée et d'une liberté de circulation dans les zones contrôlées par les groupes djihadistes, tandis que ces derniers utilisent les revenus du trafic pour acheter des armes, recruter et asseoir une gouvernance parallèle. Cette symbiose transforme les espaces sahéliens en « économies de guerre hybrides » (Raineri, 2020 ; Berger, 2025) où idéologie salafiste et logique prédatrice se renforcent mutuellement.

La question de recherche qui guide cet article est donc la suivante :

Dans quelle mesure la convergence entre trafics de stupéfiants et groupes djihadistes armés reconfigure-t-elle les équilibres sécuritaires, économiques et politiques en Afrique de l'Ouest et au Sahel, et quelles en sont les implications pour les stratégies de contre-insurrection et de lutte anti-criminalité transnationale ?

LE NARCO-DJIHADISME COMME CONCEPT HYBRIDE : ENTRE IDÉOLOGIE RELIGIEUSE ET ÉCONOMIE DE GUERRE

Le concept de « narco-djihadisme » désigne l'hybridation structurelle entre groupes armés salafisto-djihadistes et réseaux de trafic de stupéfiants en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Il ne se réduit ni à une simple criminalisation du djihad ni à une idéologisation du crime organisé. Il s'agit d'une convergence fonctionnelle et durable où l'idéologie religieuse coexiste avec, et parfois légitime, une logique économique prédatrice (Raineri 2020; Berger 2023; GI-TOC 2024, 2025).

L'implication des groupes djihadistes dans le trafic de cocaïne n'est pas récente, mais elle s'est institutionnalisée à partir de 2012-2013, après la crise malienne et la dispersion des réseaux hérités d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique, ou AQMI. Les premières saisies importantes (674 kg au Niger en 2012, 1,5 tonne au Mali en 2013) ont révélé que des cadres touaregs et arabes liés à AQMI servaient déjà d'intermédiaires ou d'escortes (UNODC 2013; Lacher 2012). Depuis, le phénomène s'est approfondi car le JNIM, créé en 2017, a fait de la taxation systématique des convois une source de revenu centrale, estimée entre 30 000 et 100 000 USD par camion selon la charge et l'axe (GI-TOC 2024b; 2025b). L'EIGS, plus marginal sur ce segment, se concentre davantage sur le trafic de tramadol et de captagon, mais participe occasionnellement à la protection de convois dans le Liptako-Gourma (UNODC 2024; ICG 2025).

Les revenus directs du trafic de cocaïne pour les groupes djihadistes ne se chiffrent pas en milliards, mais en dizaines de millions de dollars annuels (estimations GI-TOC 2023-2025 : 20-50 millions USD/an pour le JNIM au milieu des années 2020). Ces montants, bien que modestes à l'échelle des cartels latino-américains, sont suffisants pour acheter des pick-up, des armes et des motos, et surtout pour payer les combattants (300-600 USD/mois dans certaines katiba).

Cependant, la relation entre trafiquants et djihadistes repose sur une division du travail claire. Les réseaux criminels organisent l'arrivée maritime (ports de Conakry, Bissau, Lomé, Cotonou) et la logistique terrestre. Les groupes armés fournissent la sécurité dans les zones qu'ils contrôlent ou contestent, perçoivent une taxe (généralement 3 à 8 % de la valeur de la marchandise) et garantissent l'impunité face aux forces de sécurité étatiques.

Aucune preuve crédible n'indique que le JNIM ou l'EIGS organisent eux-mêmes l'importation maritime ou la revente en Libye/Maroc ; ils se contentent de la partie sahélienne du pipeline (Raineri & Strazzari 2022; GI-TOC 2025).

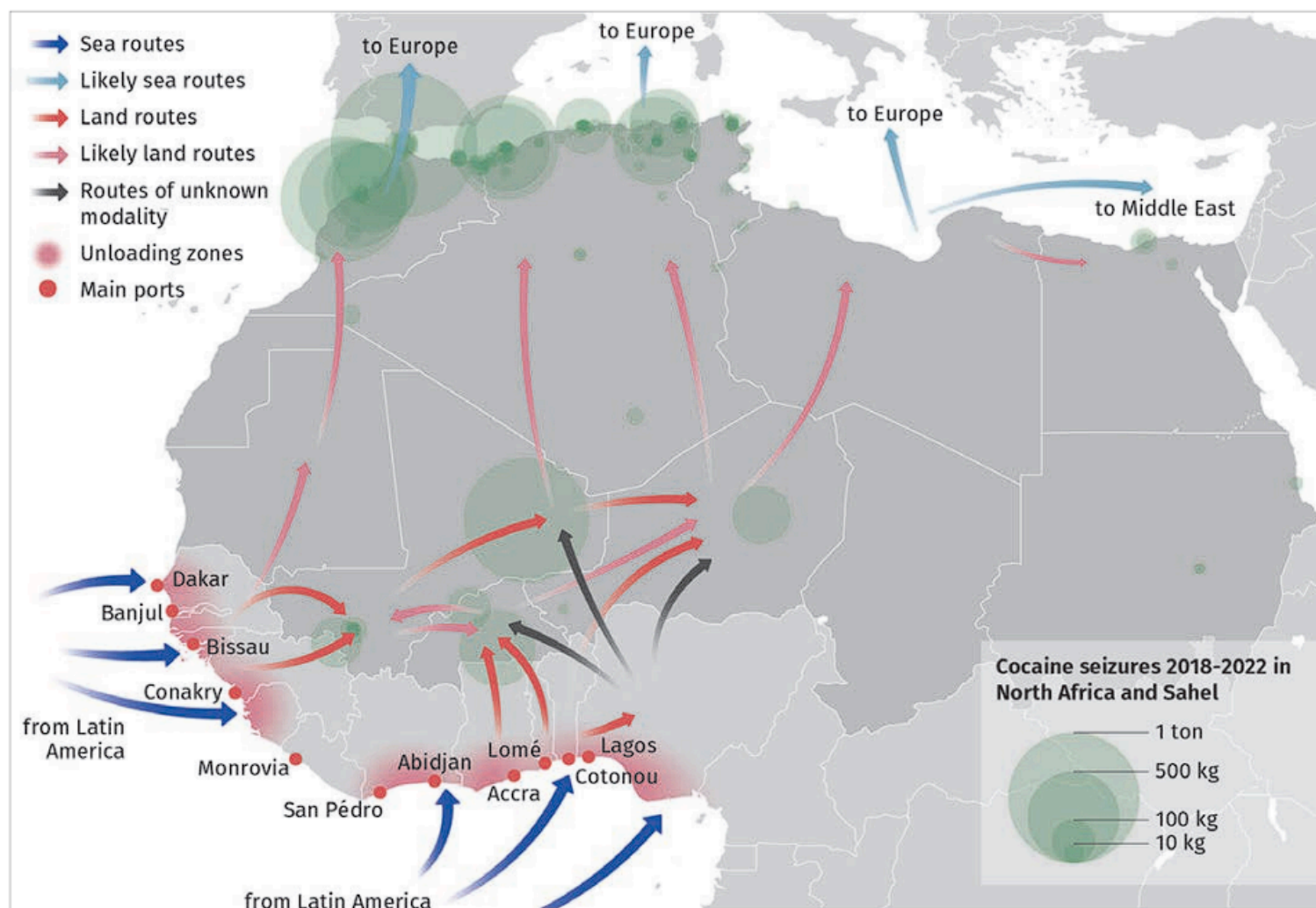
Dans plusieurs régions (nord et est du Burkina Faso, centre et nord du Mali, Tillabéri au Niger), la présence djihadiste repose aujourd'hui autant sur la capacité à protéger les flux illicites que sur le prêche. Les katiba du JNIM arbitrent les conflits liés au trafic, imposent des contrats écrits de protection et distribuent une partie des taxes sous forme de zakat ou d'aide alimentaire. Ce modèle crée une « économie politique de la protection » (Boås 2023) où le groupe armé devient un acteur de régulation plus fiable que l'État absent ou prédateur.

Des enquêtes de terrain récentes montrent que, dans certaines communautés peules du centre Mali ou du Sahel burkinabè, le JNIM est perçu comme un « mal nécessaire » qui garantit la circulation des biens (y compris illicites) là où l'armée nationale est vue comme une menace (Sangaré & Tangara 2024).

GÉOGRAPHIE DU NARCO-DJIHADISME : ROUTES DE LA DROGUE ET ZONES DE CONTRÔLE DJIHADISTE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET AU SAHEL

La convergence entre trafics de stupéfiants et groupes djihadistes s'incarne dans une géographie précise, structurée autour de trois segments principaux : (1) les ports d'entrée sur la façade atlantique du golfe de Guinée, (2) les axes de transit terrestre à travers le Sahel central et oriental, et (3) les points de sortie vers le Maghreb et l'Europe *via* la Libye et, dans une moindre mesure, l'Algérie et le Maroc. Cette cartographie n'est pas statique : elle a évolué depuis le pic des années 2009-2013 vers une dispersion plus large des flux maritimes et une concentration du contrôle djihadiste sur la partie terrestre sahélienne (UNODC 2024; GI-TOC 2025; Molenaar et al. 2024). (voir carte n°1)

Contrairement à la période 2005-2012 où la Guinée-Bissau était le principal hub (avec des saisies célèbres comme les 674 kg de 2006), le transit maritime de



cocaïne sud-américaine s'est fortement diversifié depuis 2014. Les principaux points d'entrée actuels (2023-2025) sont : Guinée Conakry (port de Conakry), Côte d'Ivoire (San Pedro, Abidjan), Togo/Bénin (Lomé, Cotonou), Sénégal et Cabo Verde (eaux territoriales et port de Dakar/Praia)

Les saisies record de ces dernières années confirment cette mutation. On remarque une saisie de 2,7 tonnes au Cabo Verde (janvier 2024), 1,2 tonnes au Sénégal (2023-2024), plus de 4 tonnes en Côte d'Ivoire et au Togo cumulées en 2024-2025 (UNODC 2025; UNODC Maritime Crime Programme 2024). La Guinée-Bissau reste active mais marginale (< 5 % des saisies régionales récentes).

Les groupes djihadistes (JNIM, EIGS) n'ont aucune présence opérationnelle directe sur la côte. Leur rôle commence au moment où les chargements quittent les zones côtières pour emprunter les routes terrestres vers le nord. C'est dans cette phase terrestre que le narco-djihadisme atteint son expression la plus achevée. Dans cette configuration, le narco-djihadisme atteint son expression territoriale la plus aboutie à travers trois grands corridors qui structurent aujourd'hui les circulations illicites entre le golfe de Guinée, le Sahel central et la Libye (2024-2025).

Le premier est l'axe ouest, un itinéraire secondaire mais remarquablement résilient. Depuis la Guinée-Conakry, les convois remontent vers le nord de la Côte d'Ivoire et le sud du Mali – notamment autour de Sikasso – avant de converger vers Bamako puis de se diriger vers les bastions du nord malien, de Kidal à Tessalit. Dans cet espace, le JNIM exerce une influence diffuse mais constante, assurant une taxation régulière des convois, véritable droit de passage institutionnalisé.

Le second, l'axe central, constitue aujourd'hui le corridor le plus structuré et le plus disputé. Partant des ports du Togo et du Bénin, les flux s'engagent vers les zones frontalières du nord Bénin, notamment les parcs de W et de la Pendjari avant d'atteindre le nord du Burkina Faso (Oudalan, Séno, Soum) puis de bifurquer vers le nord du Mali ou le Niger. Ce corridor est lui-même traversé par plusieurs sous-axes cruciaux, tels que Djibo-Gorom-Gorom-Dori jusqu'à la frontière malienne, ou encore la route Ouagadougou-Kaya-Kongoussi, utilisée comme contournement oriental. Depuis 2023, le JNIM y a établi une quasi-hégémonie territoriale, même si l'EIGS continue de contester ponctuellement certains segments du Liptako-Gourma.

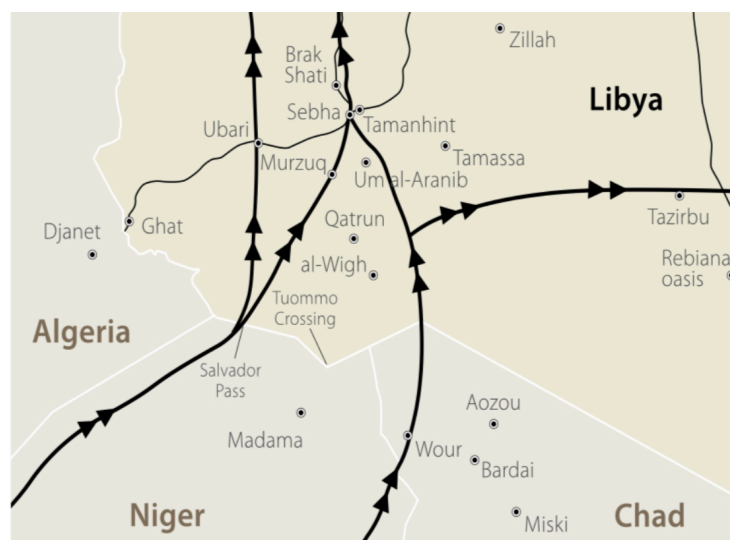
Enfin, l'axe est, en pleine expansion, relie les ports togolais et béninois au nord du Nigeria (Kano), puis aux régions de Maradi et Zinder au Niger, avant d'atteindre Agadez et de se prolonger jusqu'en Libye. Cet itinéraire est caractérisé par un contrôle fragmenté : réseaux touaregs et Toubous, milices communautaires et groupes armés locaux y opèrent conjointement, tandis que l'influence du JNIM s'y renforce progressivement depuis 2024.

Si les volumes transportés par voie terrestre demeurent relativement modestes – estimés entre 3 et 10 tonnes de cocaïne par an pour le Sahel central (GI-TOC 2025 ; UNODC 2024) –, ils n'en sont pas moins stratégiques. Un convoi type, composé de 8 à 15 pick-up Toyota transportant 1 à 3 tonnes de marchandise, représente à lui seul une valeur oscillant entre 80 et 120 millions d'euros à son arrivée en Libye. Pour sécuriser ce passage, les groupes djihadistes imposent une taxe variant entre 30 000 et 100 000 USD par convoi, une manne financière décisive dans leur économie de guerre. La Libye reste alors un hub de redistribution.

Elle reste aussi le principal point de sortie du Sahel vers l'Europe et le Maghreb. Les deux corridors principaux :

1/ Sebha - Ghat - Tin Alkoum - Bordj Badji Mokhtar (Algérie) - Reggane - Adrar

2/ Murzuq - Ubari - Toummo - Salvador Pass - nord Niger/Mali (retour)



Carte n°2: Routes indicatives de trafic de drogue, basées sur les données recueillies par l'initiative mondiale contre le crime transnational organisé. Source: Micallef, M. (2019). Shifting sands – Libya's changing drug trafficking dynamics on the coastal and desert borders [Background paper commissioned by the EMCDDA for the EU Drug Markets Report 2019]. European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction.

Depuis 2023, le JNIM a renforcé ses liens avec certaines milices tebou et touarègues du Fezzan, tandis que l'EIGS conserve des cellules actives autour de Ghat et Ubari (ICG 2025; Tubiana & Gramizzi 2024). L'Algérie, grâce à un dispositif militaire massif (drones, brigades motorisées, barrière électronique), a fortement réduit le transit direct sur son territoire, mais reste vulnérable aux flux de haschich marocain et aux retours d'armes.

CONSÉQUENCES POLITIQUES ET SÉCURITAIRES DU NARCO-DJIHADISME : RECONFIGURATION DES ÉQUILIBRES RÉGIONAUX EN AFRIQUE DE L'OUEST ET AU SAHEL

La convergence entre trafics de stupéfiants et groupes djihadistes produit des effets structurels sur la gouvernance, la cohésion sociale et la stabilité régionale. Elle accélère l'érosion de la souveraineté étatique, favorise la capture partielle des institutions, instrumentalise les clivages communautaires et contribue à l'émergence d'un ordre criminel régionalisé (GI-TOC 2024 ; ICG 2024 ; Raineri & Baldaro 2024 ; Bøås & Strazzari 2025).

Dans les zones de forte influence djihadiste (centre et nord du Mali, nord et est du Burkina Faso, Liptako-Gourma au Niger), le narco-djihadisme a permis au JNIM notamment d'instituer des formes de gouvernance parallèle qui concurrencent directement l'État. Ces arrangements reposent sur la taxation systématique des flux illicites (cocaïne, tramadol, résine de cannabis, armes) et licites (transhumance, commerce caravanier), générant des revenus stables qui financent à la fois l'appareil militaire et des services de base (arbitrage de conflits, protection des marchés, aide alimentaire) (Sangaré & Tangara 2024 ; Berger 2025).

Les enquêtes de terrain récentes montrent que, dans plusieurs cercles du centre Mali (Mopti, Ségou) et provinces burkinabè (Soum, Oudalan, Séno), le JNIM perçoit une zakat sur les convois de drogue tout en régulant les prix du bétail et en imposant des contrats de protection écrits (GI-TOC 2025 ; ICG 2025). Ce modèle, qualifié de « gouvernance insurrectionnelle » ou « hybride » (Bøås 2023 ; Raineri & Baldaro 2024), ne remplace pas totalement l'État mais le supprime dans les fonctions régaliennes essentielles, créant des « zones grises » où l'autorité étatique est résiduelle ou négociée » (ICG 2024).

Par ailleurs, un autre constat reste très factuel : le narco-djihadisme prospère également grâce à des arrangements tacites ou à la corruption au sein des appareils étatiques. Si les preuves de collusion systématique au plus haut niveau restent rares et souvent circonstanciées, plusieurs cas documentés montrent une tolérance sélective. Au Mali, des officiers supérieurs et des élus locaux dans les régions de Gao et Tombouctou ont été sanctionnés ou accusés de facilitation de convois (UN Panel of Experts on Mali 2024-2025). Dans les pays côtiers (Guinée, Togo, Bénin), la corruption portuaire reste endémique, avec des saisies impliquant des douaniers et des responsables politiques (UNODC 2025 ; GI-TOC 2025).

Ces dynamiques ne signifient pas une « capture totale » de l'État, mais une « hybridation de la présence étatique » où des segments de l'appareil tolèrent ou profitent du trafic pour compenser l'insuffisance budgétaire ou maintenir des alliances locales (Bøås & Strazzari 2025).

Les groupes djihadistes, en particulier le JNIM à travers sa branche Macina (Katiba Macina), exploitent les tensions agro-pasteurs et les frustrations socio-économiques pour recruter et consolider leur légitimité. La protection offerte aux convois de drogue devient un levier de mobilisation car plus les combattants perçoivent des salaires réguliers, plus les communautés bénéficient indirectement de la circulation des biens. Cette stratégie a accentué la polarisation ethnique dans le centre Mali et le nord Burkina. Par ailleurs, la compétition pour le contrôle des routes a provoqué une recrudescence des clashes JNIM-EIGS. On compte plus de 40 incidents majeurs recensés entre janvier 2024 et octobre 2025, principalement dans les régions de Ménaka, Gao et Tillabéri, avec un net avantage au JNIM (ICG 2025 ; GI-TOC 2025).

Cependant, à l'échelle régionale, le narco-djihadisme s'inscrit dans un continuum criminel plus large qui associe trafics de cocaïne, de tramadol et d'or à l'exploitation de la migration irrégulière, souvent via des réseaux de traite d'êtres humains. Ces flux partagent les mêmes routes, les mêmes escortes armées et les mêmes logiques de taxation, transformant tragiquement les migrants, souvent vulnérables, fuyant la pauvreté ou les conflits, en une « ressource » exploitée par les groupes armés et les trafiquants, qui perçoivent des droits de passage ou des rançons sur leur parcours (GI-TOC 2025 ; UNODC 2025).

Cette marchandisation de l'humain n'est pas un effet collatéral mais une stratégie délibérée. Les djihadistes comme le JNIM utilisent ces revenus mixtes pour financer leur emprise, tout en se présentant comme « protecteurs » des voyageurs dans les zones désertiques où ils sont implantés, le plus souvent, des zones frontalières, perpétuant ainsi un cycle de vulnérabilité et de violence. Ce continuum rend toute réponse sécuritaire ou anti-traffic partielle inopérante, car cibler un flux (comme la drogue) sans adresser les autres renforce simplement les interdépendances criminelles.

Le narco-djihadisme ne constitue plus un phénomène marginal ou opportuniste, mais une matrice structurelle de pouvoir qui redéfinit profondément la géopolitique de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel. L'hybridation entre groupes salafisto-djihadistes, dominés par le JNIM, et les réseaux de trafic de cocaïne a transformé une idéologie religieuse en une économie de guerre résiliente, capable de suppléer l'État dans ses fonctions régaliennes tout en exploitant les fragilités structurelles de la région.

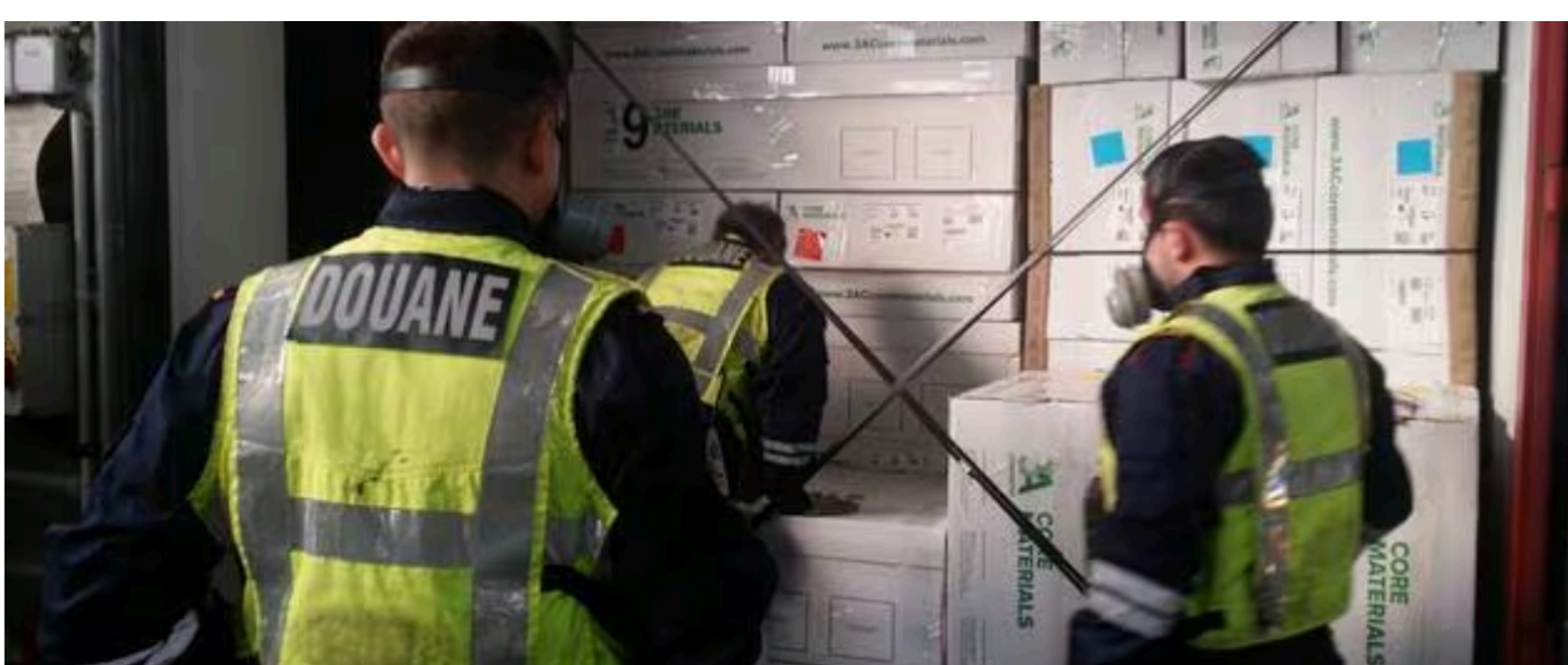
Cette convergence n'est plus seulement financière, elle est territoriale, sociale et politique. Elle permet aux groupes armés de consolider des gouvernances parallèles là où l'État est absent ou perçu comme prédateur, tout en alimentant une fragmentation communautaire qui rend toute réponse purement militaire vouée à l'échec à long terme.

CONCLUSION

Le narco-djihadisme au Sahel n'est pas une symbiose idéologique entre djihad et criminalité, mais une alliance fondée sur la quête de ressources et la maîtrise du territoire. Pour en saisir la complexité, il faut dépasser les dichotomies réductrices (« terroristes » contre « criminels ») et considérer ces acteurs comme des entrepreneurs politico-militaires qui s'adaptent avec agilité à des contextes institutionnels défaillants. Une stratégie efficace devrait intégrer, de manière mesurée, la lutte contre la corruption endémique (*via* des mécanismes de transparence renforcés), la reconquête territoriale progressive (par des opérations ciblées et inclusives), et le développement d'alternatives économiques locales (agriculture résiliente, emplois jeunes dans les périphéries) pour briser les cycles de dépendance à l'économie illicite. Sans cela, les rapports soulignent que l'instabilité continuera de s'amplifier, favorisant une régionalisation du phénomène au détriment de la stabilité ouest-africaine.

L'EUROPE, TERMINUS DU NARCOTRAFIC MONDIAL

RÉDIGÉ PAR NOA PHILIPPE



Des agents de la Douane en train de vérifier les cargaisons. Image provenant de l'article de Frédéric Auvray pour le [journal Ouest France du 08/03/2024](#).

Ce sont « des toxicomanes qu'on retrouve au petit matin dans le hall d'entrée, des seringues qui traînent, des taches de sang sur notre chemin », décrit un habitant de la place de Paris au journal luxembourgeois (Le Quotidien). Cette place, située à proximité du quartier de la gare de Luxembourg-ville, connaît depuis une dizaine d'années une hausse visible de la consommation de drogue dans l'espace public. La rue de Strasbourg, considérée comme l'un des endroits où les personnes se rassemblent le plus pour « se piquer », illustre ce phénomène. Elle montre surtout qu'aucun État européen n'est épargné par la marée blanche, y compris l'un des plus riches du continent. Des scènes similaires apparaissent en Belgique, en France et dans de nombreux autres pays européens. Les pays du Nord, longtemps à distance de ces enjeux, deviennent aujourd'hui de nouvelles cibles pour les trafiquants. Cette diffusion s'explique surtout par une arrivée plus régulière, importante et structurée des drogues sur le vieux continent.

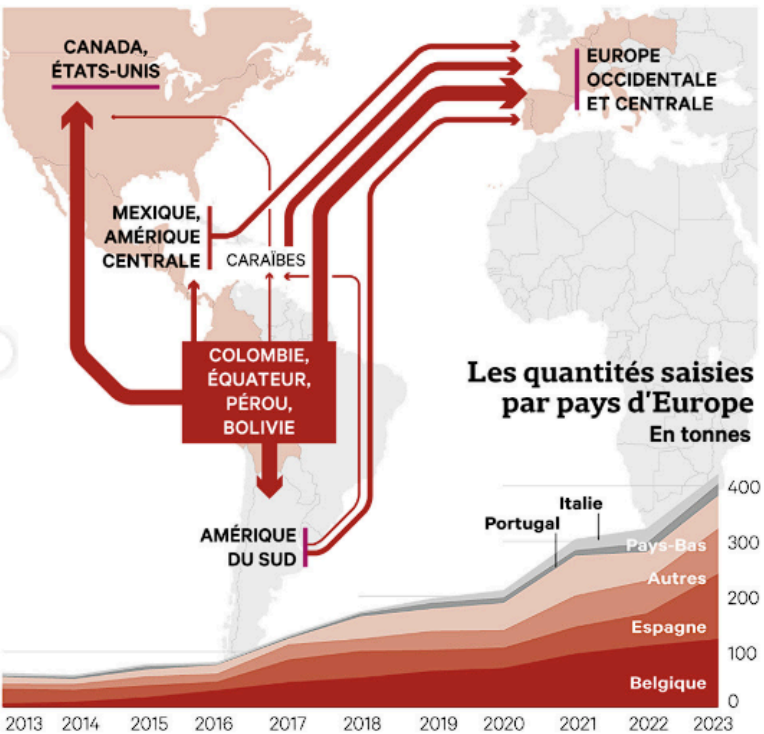
AUX SOURCES D'UNE INONDATION MONDIALE

Si l'Europe est devenue l'un des principaux terminus du narcotrafic mondial, c'est d'abord parce que la production de drogues n'a jamais été aussi élevée. L'élaboration de ces poisons reste structurée autour de zones, dont la puissance s'est renforcée ces dernières années (Gandilhon, 2022). La cocaïne, aujourd'hui l'une des drogues arrivant le plus massivement sur le vieux continent, est produite presque exclusivement dans trois pays d'Amérique latine : la Colombie, le Pérou et la Bolivie (Géopolitis, 2025). En 2021, la production mondiale atteignait 2 304 tonnes : un record (Manet, 2024). En Colombie, elle a même doublé en quelques années. Les opioïdes suivent une logique différente mais tout aussi ancrée : le pavot du Croissant d'or (Afghanistan, Pakistan, Iran) et du Triangle d'or en Asie du Sud-Est (Thaïlande, Myanmar, Laos) restent la base des routes de l'héroïne. Le passage historique par les Balkans demeure très fréquenté, malgré la chute brutale de

la production afghane de 73% après l'interdiction par les talibans en avril 2022 (Manet, 2024). Pour la résine de cannabis, c'est le Maroc, en particulier des montagnes du Rif, qui continue de fournir l'essentiel du marché européen. À ces substances traditionnelles s'ajoutent désormais les drogues de synthèse. Leur particularité ? Leur chaîne de transformation est de plus en plus délocalisée. La Chine produit les précurseurs chimiques du fentanyl, les cartels mexicains mélangent ces produits afin de fabriquer la drogue destinée au marché américain. Cependant, en Europe, un nouveau phénomène apparaît : les dernières phases de raffinage des drogues d'origine végétale sont désormais réalisées au plus près des consommateurs, dans des laboratoires clandestins installés dans les zones rurales ou périurbaines (Le Dessous des Cartes, 2025).

Les principaux flux du trafic de cocaïne vers l'Europe

Épaisseur des flèches en fonction du volume de trafic (fondé sur les saisies)



SOURCES : OFFICE DES NATIONS UNIES CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME (UNODC), AGENCE DE L'UE SUR LES DROGUES (EUDA)

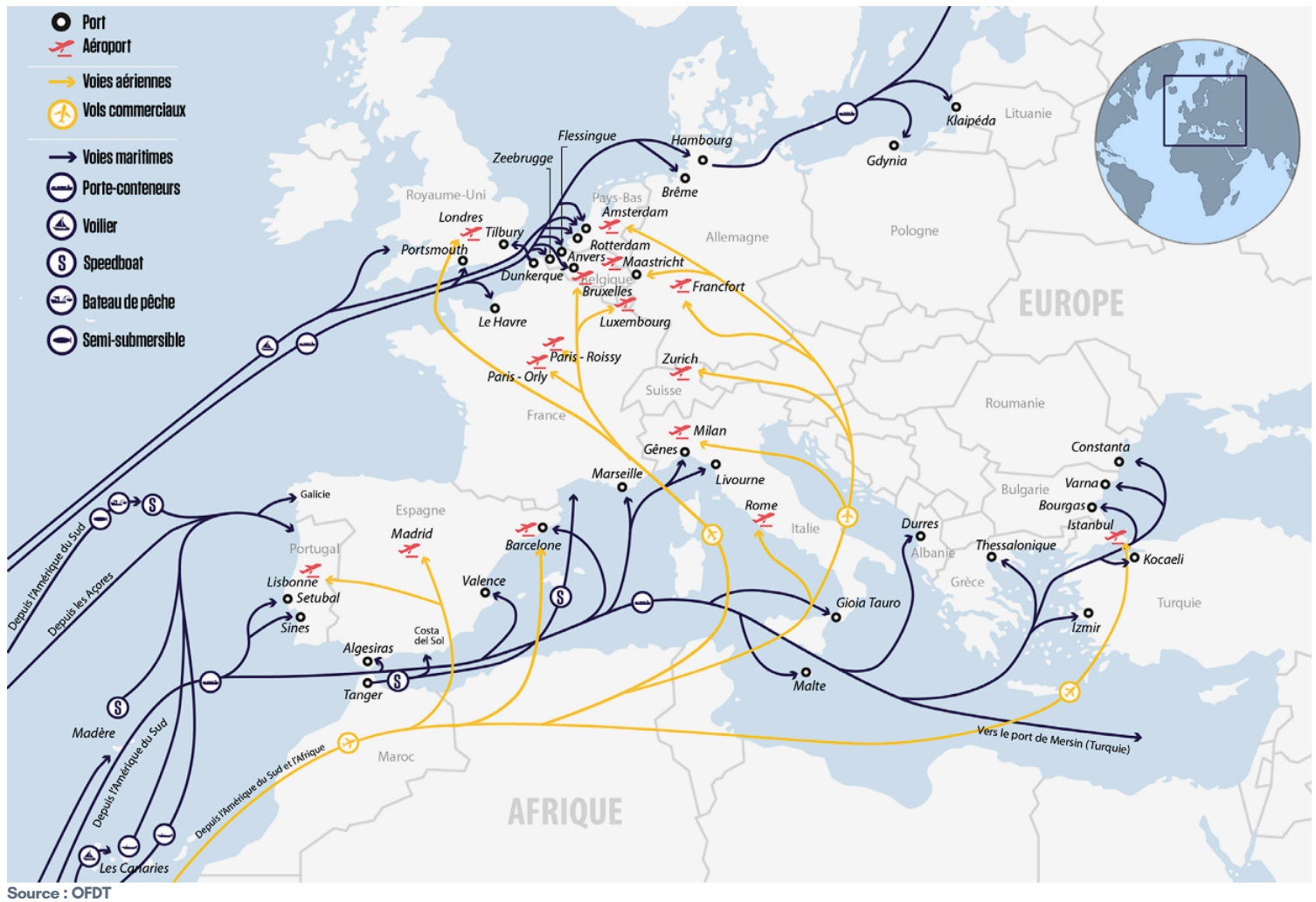
© Les Échos

LA MER, COLONNE VERTÉBRALE DU TRAFIC

L'Europe attire aujourd'hui les cartels sud-américains car le marché américain est considéré comme saturé. Notre vieux continent est désormais connecté aux autres grâce aux différentes innovations logistiques. Ces dernières permettent aux organisations criminelles d'envoyer leur production, comme on peut le voir avec le commerce maritime.

Ainsi, la voie maritime domine largement : environ 80 % de la cocaïne transite par des cargos. « Le narconomadisme s'est "thalassocratisé" avec la globalisation marchande et la maritimisation des échanges commerciaux internationaux » (Manet, 2024). Les routes traversent l'Atlantique, souvent en passant par les Caraïbes ou l'Afrique de l'Ouest, devenues désormais une zone rebond, permettant de brouiller les pistes. À l'arrivée, les grands ports européens jouent un rôle central : Rotterdam, Anvers et Le Havre recueillent à eux seuls la majorité du narcotrafic. Le port d'Anvers s'est imposé comme la principale porte d'entrée de la cocaïne sur le continent. Rotterdam voit quant à lui défilier des volumes comparables. Le Havre concentre, à lui seul, 78 % du nombre de saisies de drogues réalisées en France, en 2024 (Servièrre, 2025). Dans ces ports gigantesques, moins de 4 % des conteneurs sont contrôlés : un terrain de jeu idéal pour les narcotrafiquants. Ces derniers utilisent également des dockers, de gré ou de force, pour aider à l'acheminement des drogues sans encombre (Van Herzeele, 2025). Leurs méthodes se perfectionnent également. Les cargaisons dites licites, comme les fruits exotiques, permettent de cacher les drogues à l'intérieur sans éveiller de soupçons. Les conteneurs frigorifiques sont quant à eux contaminés dans leurs parois techniques. Certains réseaux criminels imprègnent même la cocaïne dans des tissus ou des liquides, avant de la reconstituer dans des laboratoires européens. Mais l'innovation ne s'arrête pas là, certains réseaux vont même plus loin : narco-sous-marins transocéaniques, semi-submersibles fabriqués en Europe, drones sous-marins interceptés en Italie en 2024 (Manet, 2024). À cela s'ajoute l'infiltration numérique : des logiciels malveillants ont été utilisés à Anvers pour voler les codes des conteneurs, afin de faciliter leur accès.

ROUTES DU TRAFIC ET MODES D'ACHEMINEMENT DE LA COCAÏNE VERS L'EUROPE



UN CONTINENT DEVENU MARCHÉ DE MASSE

Après avoir récupéré cette drogue, cette dernière est déployée sur le marché européen, qui est considéré comme l'un des plus grands marchés de consommation au monde. Les chiffres le montrent : en 2024, 22 millions d'Européens ont consommé du cannabis, 4 millions de la cocaïne, 3 millions de l'ecstasy. En 2022, l'étude de l'Observatoire Européen des Drogues et des Toxicomanies (OEDT) révélait que 83,4 millions d'adultes avaient déjà consommé une drogue illicite au moins une fois dans leur vie. Les pays comme la France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni regroupent plus de 87 % des consommateurs de cocaïne (Manet, 2024). La France reste le premier pays européen pour le cannabis (Fondation Jean Jaurès, 2022). Cette démocratisation de la cocaïne est l'un des phénomènes les plus marquants. La hausse de la production mondiale a entraîné une baisse des prix, parfois autour de 60 euros le gramme, et une hausse u niveau de pureté.

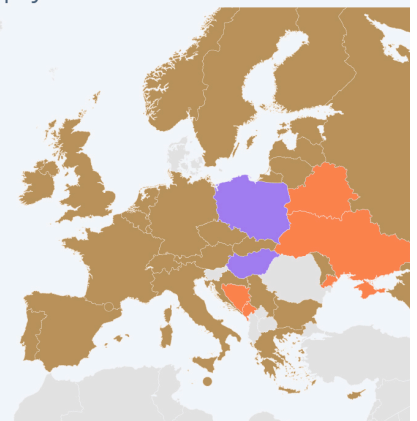
Résultat : la clientèle s'élargit. Ce n'est plus une drogue perçue comme « élite ». Elle touche tout le monde, du maçon au chauffeur de bus, comme le cadre qui cherche à performer dans une société hyper compétitive. Le produit est désormais plus accessible, plus pur, plus banal.

L'Europe, continent de la fumette

Drogues ayant la plus grande prévalence en Europe en 2021, par pays *



■ Cannabis
■ Opioïdes **
■ Tranquillisants & sédatifs ***



* Données pour CY, DE, ES, HR, HU, GR, IR, LA, PL de 2020.

** Incl. opiacés & opioïdes synthétiques. *** Usage non médical.

Source : UNODC



statista

LE NARCOTRAFIC, UNE MENACE POUR LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE DES PAYS EUROPÉENS

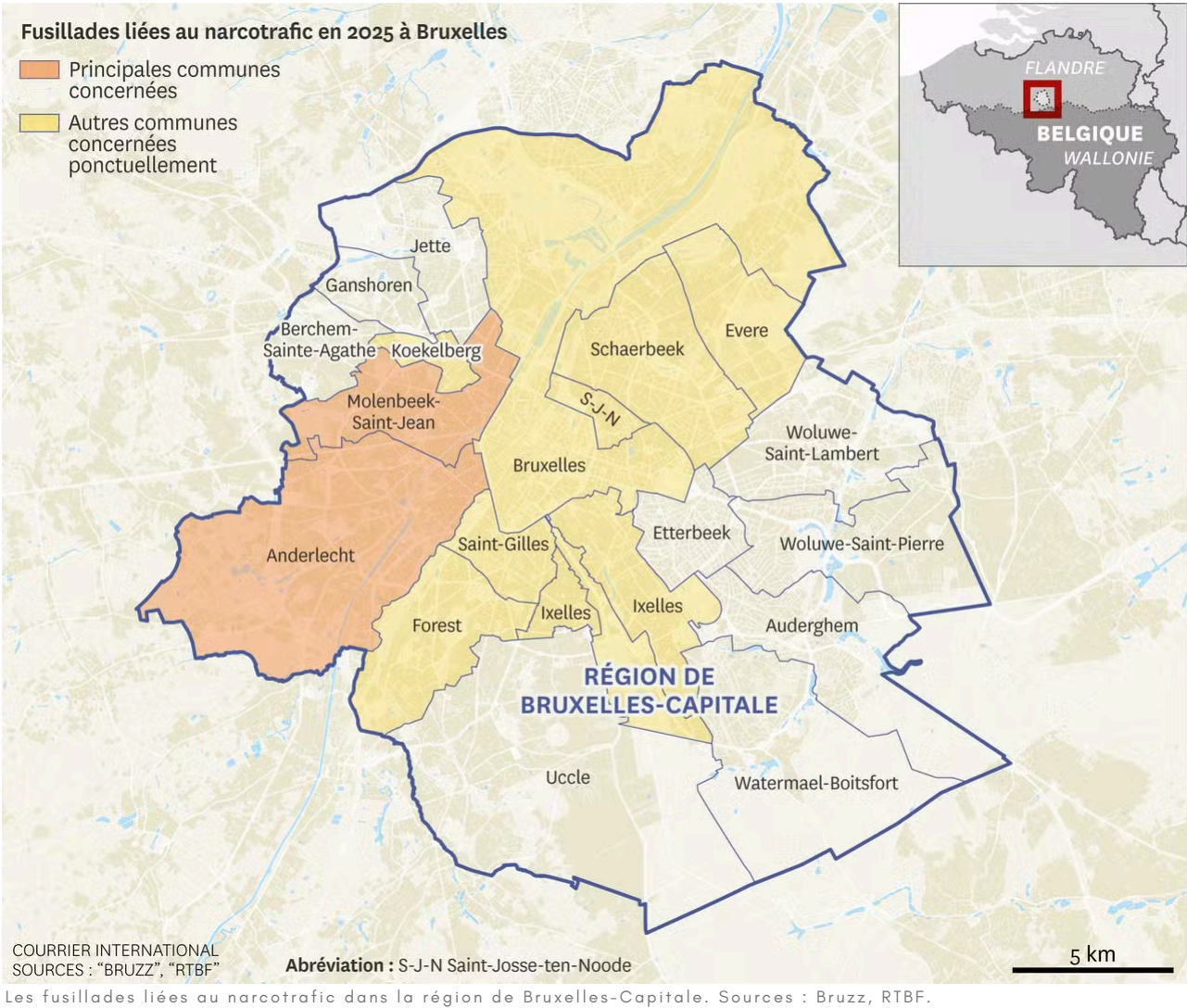
Cet accès rapide aux drogues développe également des effets négatifs sur la sécurité et la santé publique des pays européens (Public Sénat, 2024). La montée de la violence est l'un des signes les plus visibles depuis l'arrivée de la marée blanche sur le vieux continent. Europol estime que 821 groupes criminels « très dangereux » opèrent sur le continent (TRT Français, 2024). La « mexicanisation » de certaines pratiques s'observe : voitures brûlées devant des commissariats, attaques de prisons, intimidations spectaculaires. La Mocro Maffia, active en Belgique et aux Pays-Bas, a même franchi plusieurs fois la ligne rouge, allant jusqu'à menacer le Premier ministre néerlandais Mark Rutte, la princesse héritière Catharina-Amalia des Pays-Bas, à assassiner un avocat et un journaliste (Le Parisien, 2025). Les règlements de compte s'étendent aussi désormais à des villes moyennes françaises comme Dijon ou Valence. Dans d'autres régions, la corruption fragilise les institutions. La santé de la population est également touchée entre les polyconsommations des drogues, les overdoses, etc. Les drogues de synthèse, difficilement détectables, représentent une menace croissante. Le fentanyl, 50 fois plus puissant que l'héroïne, a provoqué plus de 48 000 décès outre-Atlantique en 2024. Selon certains spécialistes, l'Europe est considérée comme la prochaine cible pour l'exportation de ce poison (Manet, 2024). L'arrivée de stimulants synthétiques comme le Flakka, près des côtes belges, confirme l'ampleur de la menace qui risque d'arriver sur notre continent (TRT Français, 2024). Surtout lorsque l'on sait que les opioïdes font partie des substances les plus meurtrières, si prises à l'excès.

DES RÉPONSES LIMITÉES DE LA PART DES ÉTATS EUROPÉENS

Ce narcotrafic constitue aujourd'hui la principale menace pour l'Europe. Mais sa lutte se heurte à des obstacles structurels profonds. La fragmentation des compétences demeure au cœur du problème : la lutte contre le trafic de stupéfiants relève avant tout de la compétence des États membres, alors même que les réseaux criminels opèrent librement au-delà de leurs frontières (Bouquet & Verboud, 2025).

L'Union européenne, malgré les avancées permises par les différents traités et institutions comme Europol, OLAF, MAOC-N. Tout ceci reste cependant limité par le cadre des prérogatives régaliennes et par la primauté des législations nationales (TRT Français, 2024). Cette fragmentation a des effets inquiétants. La coopération entre les 27 polices nationales se révèle souvent laborieuse et entraîne une perte de renseignements cruciaux. Certains experts plaident pour la création d'« une véritable police européenne », dotée de compétences étendues, capable de suivre les narcotrafiquants là où ils opèrent, sans être limitée par les frontières et les divergences juridiques. Mais les contraintes juridiques ne sont pas les seules : des juges européens, par des décisions restrictives, limitent parfois les outils d'enquête nécessaires, comme la géolocalisation en temps réel ou la fouille systématique des personnes interpellées, compliquant davantage la tâche des enquêteurs (Arte, 2025). Face à cette complexité, les cartels déploient leur puissance financière et leur organisation sans faille pour infiltrer les institutions. La criminalité ne se limite plus aux marges de la société : elle s'ancre dans les mécanismes mêmes de l'État. L'exemple de l'Albanie illustre ce risque : des organisations criminelles y auraient étendu leur influence jusqu'au gouvernement et à la justice, donnant naissance à ce que certains qualifient de « narco-État » (Arte, 2025). Des procureurs belges et européens évoquent même une « infiltration systémique » qui permet aux narcotrafiquants de contrôler, corrompre et orienter des décisions à des niveaux élevés, fragilisant la souveraineté nationale. Cette situation est renforcée par les divisions politiques et stratégiques entre États membres. Le débat sur la légalisation du cannabis en est un exemple : certains pays, comme le Luxembourg, Malte ou l'Allemagne, ont choisi de retirer ce marché de l'économie criminelle, dans une logique de santé publique et de prévention. (Arte, 2025). D'autres pays considèrent cette approche comme une « capitulation » face aux cartels, craignant que la légalisation n'affaiblisse l'autorité de l'État et ne mette en danger des magistrats et les forces de l'ordre. Par ailleurs, la répression seule s'avère insuffisante : les opérations policières mobilisent des ressources considérables sans enrayer durablement le trafic, ce qui rend la stratégie globale indispensable, combinant sanctions, prévention, politiques éducatives et soutien sanitaire (Géopolitis, 2025).

Face à ces limites, certains gouvernements européens tentent néanmoins de contre-attaquer, avec des mesures plus visibles sur le terrain. En Belgique, par exemple, afin d'endiguer les fusillades entre trafiquants de drogue dans certains quartiers de la capitale (Voir carte 4), le ministre de l'Intérieur a annoncé le déploiement de soldats aux côtés des forces de police (Courrier International, 2025). Cette décision traduit la gravité de la situation et la nécessité d'une présence répressive renforcée pour protéger les citoyens et affirmer l'autorité de l'État. Pourtant, ces interventions, aussi spectaculaires soient-elles, ne suffisent pas à inverser la dynamique. La capacité des organisations criminelles à recourir à la violence est manifeste. En novembre 2025, la presse faisait état du décès d'un jeune homme, le frère d'Amine Kessaci, Medhi Kessaci, militant politique et associatif engagé depuis quatre ans dans la lutte contre le narcotrafic. L'hypothèse d'un « assassinat d'avertissement » est évoquée par les enquêteurs (Médiapart, 2025). Ce fait divers illustre la brutalité des méthodes employées par les cartels et leur volonté de montrer leur puissance d'action, capable de frapper même les voix civiles et militantes qui tentent de les défier.



CONCLUSION

Ainsi, malgré les efforts des États, la lutte contre le narcotrafic européen reste profondément asymétrique. Les cartels disposent d'une agilité, de ressources financières et d'un réseau d'influence que les institutions publiques peinent à contenir. Le narcotrafic n'est plus seulement un commerce illégal : c'est un acteur global, doté de ses routes, de ses technologies, de ses alliances et de ses relais. La « marée blanche » annoncée depuis des années n'est plus une métaphore : elle a bel et bien atteint les côtes européennes.

L'IMMENSITÉ COMME ENNEMI : ADAPTER LA LUTTE ANTIDROGUE À LA GÉOGRAPHIE POLYNÉSIEENNE

RÉDIGÉ PAR HUGO JOANNET BOUSCAL



Photo du voilier saisi dans les îles Marquises sur lequel se trouvait 1.9 tonne de produits stupéfiants.

Face à l'explosion du narcotrafic en provenance des Amériques, la Polynésie Française s'impose comme un nouveau terrain de jeu pour les trafiquants. En effet, répartis sur 118 îles et pas moins de 5 millions de km² de Zone Économique exclusive (ZEE), les territoires de la Polynésie française subissent de plein fouet le commerce de stupéfiants. Ces territoires revêtent un double enjeu indéniable qui les positionne comme un carrefour de choix : c'est à la fois un point de chute pour le commerce de méthamphétamine, autrement appelé Ice qui explose sur le territoire polynésien, mais c'est également un point de transit utilisé par les trafiquants de cocaïne commerçant vers l'Océanie, où les prix atteignent des sommes exorbitantes. Pour faire face à cette menace, l'État français, en charge des fonctions régaliennes sur le territoire polynésien, doit s'adapter et articuler sa stratégie autour de deux axes principaux : dans un premier temps l'interception des flux transitant dans les eaux polynésiennes et dans un second temps la lutte sur le territoire polynésien. Cependant, assurer une lutte contre le narcotrafic sur un territoire aussi vaste et morcelé que l'est celui de la Polynésie française nécessite

des moyens gigantesques que la France n'était pas capable d'assurer seule. Pour pallier ces manquements, la France a mis en place de nombreuses opérations de coopération avec des États voisins pour multiplier les moyens disponibles. Pour les compléter et assurer sa capacité à surveiller son territoire seul, la France, avec la loi de programmation militaire (LPM) de 2019, a modifié sa stratégie pour répondre à la diversification des enjeux dans les eaux polynésiennes.

LA POLYNÉSIE : CIBLE ET TREMLIN DU NARCOTRAFIC INTERNATIONAL

LE ICE : NOUVEAU FLÉAU SUR LE TERRITOIRE POLYNÉSIEEN

L'émergence du problème du trafic et de la consommation d'Ice en Polynésie française n'est pas un phénomène nouveau. On date les premières apparitions de cette drogue sur le territoire polynésien dans les années 90 (Simon & Valiergue, 2022). Cependant, c'est une problématique publique qui tarde à émerger à cause de la surcharge de l'agenda politique lié à la question du statut de la Polynésie française. Ce n'est qu'à partir de 2017

que cette problématique est véritablement prise en compte par les autorités locales, mais également par la société elle-même. Cette prise de conscience émerge avant tout dans les médias locaux comme La Dépêche de Tahiti ou encore Tahiti Infos qui doublent leurs nombres d'articles traitant du sujet à partir de 2017 (Simon & Valiergue, 2025).

Les fortes inégalités sociales présentes sur le territoire ont été un terreau fertile à l'émergence d'un grand nombre de dealers. En effet, les populations les plus pauvres ne possèdent pas de perspectives d'élévations sociales, et cela va fortement contribuer à accroître le nombre de trafiquants sur le territoire. La vente de l'Ice est donc un moyen simple de s'élever socialement pour les populations précaires. Vendu environ 250 000 francs polynésiens (FP), soit presque 2 000€, le gramme (Simon & Valiergue, 2025), le commerce d'Ice permet d'augmenter drastiquement les conditions de vie des dealers. Ainsi, la pauvreté du territoire a contribué à fortement démocratiser le commerce d'Ice.

Évidemment, le commerce florissant s'accompagne d'une véritable explosion du nombre de consommateurs au fil des années. En 2025, le président polynésien Moetai Brotherson rapporte qu'on retrouve environ 30 000 consommateurs d'Ice, soit 10,7% de sa population totale (Tang, 2025). Les données sur ces consommateurs sont encore peu accessibles, mais on estime qu'ils sont majoritairement des hommes de moins de 40 ans consommant dans un cadre festif, ou pour optimiser leurs performances.

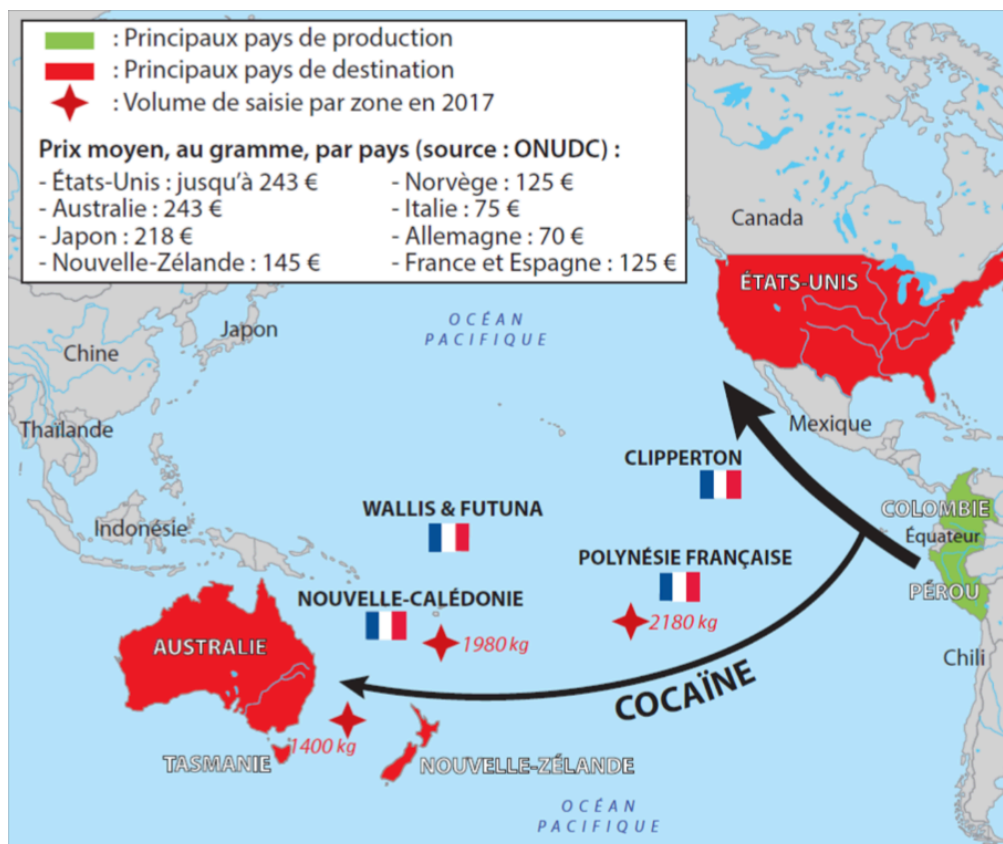
Ainsi, les ravages de la méthamphétamine en Polynésie française dépassent largement le simple enjeu de santé publique pour devenir un défi sécuritaire, économique et social de premier ordre. Toutefois, la Polynésie n'est pas seulement confrontée à un problème de consommation intérieure. Sa position géographique en fait également un carrefour stratégique pour un autre trafic, bien plus lucratif : celui de la cocaïne.

UN TREMPLIN SUR LA ROUTE OCÉANIQUE DE LA COCAÏNE

La Polynésie française se situe sur une route de la drogue reliant les producteurs d'Amérique aux riches consommateurs d'Océanie. Les pays d'Amérique du Sud et particulièrement la Bolivie,

le Pérou et le Chili sont les principaux producteurs de cocaïne dans le monde. La route du Pacifique constitue une voie privilégiée pour exporter leurs productions puisque le marché océanien est de loin le marché le plus attractif au monde. En effet, un kilo de cocaïne d'une valeur de 3 000\$ en Colombie peut s'écouler jusqu'à 66 fois son prix d'origine pour atteindre 200 000\$ en Australie (Duton & Lockhorst, 2025). Ainsi, l'Océanie constitue une cible de choix pour les narcotrafiquants sud-américains, bien que la consommation n'y soit pas particulièrement élevée, le prix de vente de la cocaïne justifie un investissement massif dans les voies d'exportation vers l'Australie.

Ce trafic se fonde principalement sur la voie maritime. Deux facteurs peuvent alors expliquer cette prééminence du commerce maritime de cocaïne. Tout d'abord, les trafiquants peuvent user d'une multitude de stratagèmes pour dissimuler leurs cargaisons. Les armateurs privés deviennent malgré eux des mules efficaces pour le trafic pacifique. En effet, l'immensité d'un porte-conteneurs est souvent utilisée par les trafiquants qui y cachent d'importantes quantités de drogue. On estime que la fouille complète d'un conteneur suspect peut prendre une journée complète (FranceInfo, 2025). Les porte-conteneurs pouvant accueillir plusieurs milliers de conteneurs (24 000 pour les plus grands) deviennent ainsi des caches exceptionnelles pour les trafiquants. Les trafiquants peuvent également privilégier le transport de plus petites quantités sur des embarcations plus maniables telles que des voiliers-mules. Le second facteur pouvant expliquer la centralité du commerce maritime est l'immensité de l'Océan Pacifique. En effet, le transit par les eaux polynésiennes, dont la ZEE couvre près de 5 millions de km², représente un enjeu stratégique majeur, car la superficie concernée rend la surveillance extrêmement difficile pour les autorités françaises. Selon Serge Puccetti, directeur régional des douanes de Polynésie française, ces routes traversant les eaux polynésiennes existent depuis dix à quinze ans. Les autorités ont conscience du phénomène, mais malgré quelques saisies importantes, la surveillance des eaux territoriales polynésiennes semble impossible à couvrir avec les moyens actuels.



Carte n°1: Carte montrant la position de la Polynésie Française sur la route de la cocaïne

LA POLYNÉSIE : CIBLE ET TREMLIN DU NARCOTRAFFIC INTERNATIONAL

LUTTER SUR LE TERRITOIRE

La lutte contre le trafic d'ice sur le territoire est un véritable défi du fait de la géographie de la Polynésie française puisqu'il est presque impossible d'organiser et de recenser les différents réseaux sur les 118 îles du territoire. Ainsi, en 2021, le Haut-Commissariat de la République en Polynésie française (HCR) a proposé un plan articulé autour de trois grands principes : la répression, la prévention et la communication. (HCR, 2021)

La communication s'organise principalement autour de la médiatisation des saisies effectuées par les autorités. La prévention, quant à elle, est à destination des d'organes institutionnels tels que la délégation pour la prévention de la délinquance ou encore la direction des solidarités et de la famille. Le pilier central du plan d'action du HCR est la répression qui se construit sur une véritable collaboration des différentes entités. Cette coopération est symbolisée par la création d'une cellule de renseignement opérationnel sur les stupéfiants (CROSS) au sein des locaux de la gendarmerie. Cette cellule est le fruit de la coopération entre 7 organes majeurs : la section de recherche, la brigade de recherche,

le groupe interministériel de recherche, la police aux frontières, la direction de la sécurité publique, le service de renseignement territorial et les douanes. Le CROSS permet ainsi un véritable maillage du territoire pour assurer un contrôle qui se veut le plus complet possible au vu des moyens disponibles.

La mise en place de ce dispositif a vu une hausse des quantités saisies sur le territoire depuis 2023. 21 kg ont été saisis en 2023, 23 en 2024 et plus de 51 kg ont déjà été saisis depuis le début de l'année 2025 (Bourgat & Gamblin, 2025). Cette forte hausse des saisies s'explique notamment par une forte hausse de la production à l'échelle mondiale.

Les interceptions sur le territoire sont principalement menées dans le cadre d'opérations de police. Récemment, cela s'est manifesté par l'opération de grande envergure Matai Rorofai. Menée conjointement par l'ensemble des forces de police présentes sur le territoire, cette opération qui visait plus largement « la délinquance » a mené à la saisie de 112 kg de cannabis et 17 grammes d'ice, mais également à l'occupation de nombreux points de deals et a contribué à impacter durement le trafic sur place (Ministère de la Justice, 2025).

Si la lutte à terre est devenue vitale pour démanteler les réseaux qui alimentent les 30 000 consommateurs locaux, l'interception des flux reste la bataille décisive pour prévenir l'approvisionnement du territoire



Document n°1: Opération Matai Rorofai

LUTTER CONTRE LES FLUX : LA BATAILLE À L'INTERCEPTION

La Polynésie française est un ensemble de 118 îles, c'est pourquoi l'immense majorité des produits consommables sont importés soit par la mer, soit par les airs. Ainsi, l'interception des flux occupe un rôle clé dans la lutte contre les stupéfiants. En empêchant la marchandise d'entrer sur le territoire, l'État réduit grandement à la fois la consommation sur place, et fait augmenter le coût du risque pour les trafiquants faisant transiter leurs marchandises par les eaux polynésiennes. La surveillance des flux et les interceptions représentent alors la pierre angulaire de la lutte contre l'Ice et la cocaïne.

C'est le CROSS et l'Office anti-stupéfiants (OFAST) qui, en organisant la collaboration entre les différentes organisations, occupent une place majeure. Récemment, cela s'est manifesté par une saisie historique au large des îles Marquises situées au nord des territoires polynésiens. Dans la nuit du 14 au 15 juillet 2025, les douanes, en collaboration avec l'OFAST, ont saisi un voilier qui transitait dans les eaux polynésiennes. Lors de l'inspection, les autorités retrouvent à son bord 932,7 kg de cocaïne et 181,6 kg d'Ice. Escorté au port de Papeete pour des inspections, l'OFAST met la main sur 714,1 kg de cocaïne et 49,8 kg d'Ice supplémentaires ainsi que 11 armes de poing de type glock et 24 chargeurs. (FranceInfo, 2025). Cette saisie est historique et représente la plus grande quantité jamais interceptée par les autorités en Polynésie française, elle symbolise l'engagement important dans la lutte contre la prolifération des drogues sur le territoire.

La Marine française occupe également un rôle prépondérant dans cet engagement avec des interceptions majeures. En mars 2019, les Forces armées de Polynésie française (FAPF) en mission avec le Bougainville avaient saisi pas moins de 766 kg de cocaïne destinés aux commerces australiens (Lagneau, 2024).

Ainsi, la lutte contre les flux s'impose comme un élément indispensable qui permet de prendre le contrôle de la production illicite avant même que celle-ci n'entre sur le territoire polynésien.

ADAPTATION ET COOPÉRATION POUR LUTTER

INADÉQUATION DES MOYENS FACE À L'IMMENSITÉ

Cette ZEE de 5 millions de km² pose alors un constat important, c'est certes un espace riche en ressources exploitables et un espace stratégique, important, mais c'est également une zone immense qu'il est impossible à couvrir dans sa totalité.

On retrouve cette problématique lorsqu'il s'agit d'étudier le nombre de navires transitant annuellement dans la ZEE polynésienne. Cette donnée n'existe tout simplement pas, en 2017, on estime environ 700 voiliers transitant dans la zone polynésienne (CESM, 2018), cela semble être la seule donnée crédible sur le sujet. Ce manque de données illustre à lui seul la problématique de surveillance de cet espace puisque les autorités ne sont pas en mesure d'en assurer un recensement complet.

En 2024, les moyens alloués à la surveillance maritime de la Polynésie française étaient de six navires de la Marine française, dont uniquement trois étaient aptes à mener des missions de surveillance. Cette flotte est complétée par les différentes brigades nautiques insulaires et de leur vedette, et par les équipes de la police aux frontières et des douanes (HCR, 2025). C'est moyen, comme l'ont fait remarquer de nombreux rapports parlementaires depuis le milieu des années 2010, sont grandement insuffisants pour assurer une lutte efficace contre le narcotrafic en mer. Pour faire face à ces inadéquations, la Marine nationale s'est récemment vue dotée en 2024 d'un nouveau type de navire : le patrouilleur outre-mer (POM) nommé teriieroo a teriierooiterai. Plus rapide, plus autonome et avec des compétences de surveillance accrues, le POM semble répondre aux attentes de la lutte contre le narcotrafic dans les eaux polynésiennes (Groizelau, 2024).

Il est doté à la fois d'un drone de surveillance pouvant couvrir un rayon de 50 km de surveillance, mais également de deux hors-bords capables d'intercepter tout navire, peu importe leur taille et leur vitesse. Ainsi, ce nouveau navire semble être une réponse adéquate pour lutter contre les narcotrafiquants en Polynésie française. Cependant, le territoire polynésien, à terme, ne devrait être doté que de deux POM. Ces moyens, limités par la LPM de 2019 et 2024, sont encore largement insuffisants pour assurer une lutte efficace en mer.



Document n°2: Nouveaux patrouilleurs d'outre-mer (POM)

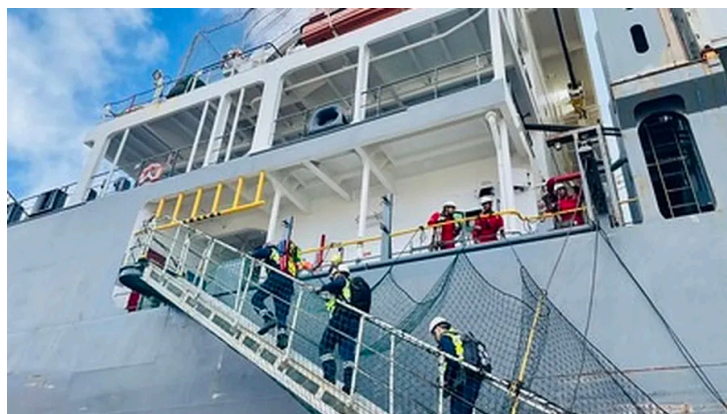
COOPÉRER POUR SURVEILLER

Le narcotrafic est une problématique à laquelle sont confrontées tous les États insulaires du pacifique. Souvent pauvres, ils doivent par ailleurs faire face à un fort taux de corruption. Les narcotrafiquants s'assurent ainsi des points de chute viables, assurés par la complicité d'agents corrompus. Pour pallier ces faiblesses, plusieurs initiatives de coopérations internationales sont mises en place dans la région du Pacifique océanien afin de lutter contre les trafics illicites.

En effet, la coopération semble être le moyen le plus adapté à la lutte. Ainsi, cela se matérialise par des enquêtes dites « miroirs » (OFAST, 2025). Celle-ci consiste à des enquêtes individuelles sur les réseaux locaux d'Australie, de Polynésie française et des États-Unis menés par les autorités nationales qui, une fois des éléments concrets collectés, se rencontrent pour établir des stratégies d'interception de marchandises. En mars 2025, au cours d'une série d'opérations conjointes menées par les douanes de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie française, d'Australie, des USA et de Jamaïque, les autorités sont parvenues à saisir plus de 350 kg de cocaïne dans les eaux polynésiennes. Cette coopération a été très largement saluée par l'ensemble des commandements étrangers.

Le commandant international des douanes australiennes déclarait à la suite de l'opération que « Le succès (de celle-ci) n'aurait pas été possible sans les efforts combinés, le dévouement et l'échange transparent d'informations entre les services douaniers de tous les pays impliqués. ». Tout comme Florian Colas, directeur des douanes françaises, qui salue « L'excellente coopération des services douaniers » et « l'efficacité d'une action conjointe et confirme le haut niveau de collaboration en matière d'échanges d'informations et de renseignement entre nos territoires » (HCR, 2025).

Face à l'immensité de sa ZEE et à la dualité de la menace (fléau local et trafic international), la France a fait le choix du réalisme stratégique : elle ne peut pas gagner la guerre seule avec ses seuls moyens, mais elle peut la rendre plus efficace et ciblée en faisant du renseignement et de la coopération internationale le pilier essentiel de sa souveraineté dans le Pacifique.



Document n°3: Opération conjointe menée par les services américains, australien, jamaïcain et polynésien en mars 2025

CONCLUSION

La lutte contre le narcotrafic en Polynésie française est un défi qui dépasse le simple cadre policier. Il s'agit d'un enjeu de souveraineté pour le contrôle d'un espace maritime démesurément grand. La stratégie française a alors dû évoluer de l'utopie d'un contrôle total vers le renseignement et la coopération internationale. Les saisies historiques de ces dernières années témoignent à la fois de la réalité du problème auquel doivent faire face les autorités, mais également de l'efficacité des méthodes adoptées. Mais malgré une réussite ponctuelle, cela ne peut pas occulter la réalité du vieillissement des moyens engagés. L'arrivée sur place du premier POM et bientôt du second symbolise une prise de conscience des autorités, mais également le manque de moyens qu'il est possible d'allouer aux territoires d'outre-mer.

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Ouvrages :

- Ayad, C. (2024). Géopolitique du Hezbollah. Paris. Puf.
- Mage, T. (1994). Les nouvelles routes du trafic de la drogue dans l'espace Schengen et dans le monde (Tomes I & II). Ed. T. Mage.
- Manet, F. (2024). Thalassopolitique du narcotrafic international : La face cachée de la mondialisation ? Éditions EMS.
- Verboud, M., & Bouquet, C. (2025). Narcotrafic, le poison de l'Europe. Éditions La Découverte.
- Zavala, J. L. (2018). Los cárteles no existen: Narcotráfico y cultura en México

Articles de revue scientifique/Articles académique :

- Americas Quarterly. (2025). The security crisis testing Mexico's Sheinbaum. <https://www.americasquarterly.org/article/the-security-crisis-testing-mexicos-sheinbaum/>
- Bøås, M. (2023). Insurgent Governance and the Political Economy of Protection in the Sahel. *Journal of Modern African Studies*.
- Bøås, M., & Strazzari, F. (2025). Hybrid Governance and Criminal Economies in the Sahel. *African Security Review*.
- Berger, F. (2023). Illicit Economies and Armed Groups in the Sahel. *Global Initiative Against Transnational Organized Crime*.
- Berger, F. (2025). Criminal Economies and Jihadist Governance in the Central Sahel. *GI-TOC*.
- Duton, R., Lockhorst, R. (2025) Le trafic de cocaïne par des groupes criminels brésiliens, nouvelle menace pour la sécurité de l'Australie. *Le Rubicon*. <https://lerubicon.org/wp-content/uploads/2025/05/Le-traffic-de-cocaïne-par-des-groupes-criminels-bresiliens-nouvelle-menace-pour-la-securite-de-lAustralie-Le-Rubicon.pdf>
- Estievenart, G. (2012). L'Union européenne et le narco-système mondial. *Sécurité globale*, 19(1), 11-36. <https://insp.idm.oclc.org/login?url=https://shs.cairn.info/revue-securite-globale-2012-1-page-11?lang=fr>
- Foreign Affairs. (2025). The wrong way to fight the cartels. <https://www.foreignaffairs.com/mexico/wrong-way-fight-cartels>
- Fourquet, J. (2022, 24 janvier). Comment la France s'est couverte de points de deal (« Trafic de drogue : un enjeu de société devenu central », 1/4). *Fondation Jean-Jaurès*. <https://www.jean-jaures.org/publication/comment-la-france-sest-couverte-de-points-de-deal/>
- Gandilhon, M. (2022, 20 juillet). L'Europe face au défi des mutations du trafic global des drogues illicites : bilan et perspectives. *IRIS*. [ObsCi_Juillet-2022.pdf](https://www.iris.fr/obs/2022/07/20/obs-2022-07-20-01.pdf)
- GI-TOC. (2023-2025). *Observatory of Illicit Economies in West Africa: Annual Reports*. *Global Initiative Against Transnational Organized Crime*.
- Groizeleau, V. (2022). Papeete : un nouveau quai pour accueillir les futurs patrouilleurs du type POM. *Mer et Marine*. <https://www.meretmarine.com/fr/defense/papeete-un-nouveau-quai-pour-accueillir-les-futurs-patrouilleurs-du-type-pom>
- Groizeleau, V. (2022). Le POM Auguste Bénébig a testé le drone aérien Aliaca avant de partir pour Nouméa. *Mer et Marine*. <https://www.meretmarine.com/fr/defense/le-pom-augustebenebig-a-teste-le-drone-aerien-aliaca-avant-de-partir-pour-noumea#:~:text=partir%20pour%20Noum%C3%A9a-,Le%20POM%20Auguste%20B%C3%A9n%C3%A9big%20a%20test%C3%A9%20le%20drone,avant%20de%20partir%20pour%20Noum%C3%A9a&text=Premier%20des%20six%20nouveaux%20patrouilleurs,Noum%C3%A9a%2C%20en%20Nouvelle%20Cal%C3%A9donie.>
- ICG (International Crisis Group). (2024). *Drug Trafficking, Jihadist Governance, and Conflict Dynamics in the Central Sahel*.
- ICG. (2025). *Jihadist Rivalries and Armed Governance in the Sahel: Ménaka, Gao, Tillabéri*.
- Lacher, W. (2012). *Organized Crime and Conflict in the Sahel*. *Carnegie Endowment for International Peace*.
- Meier, D. (2013). Qu'est-ce que le Hezbollah. *Les Cahiers de l'Orient*, n°112. p35-47.
- Molenaar, F., et al. (2024). *Illicit Flows and Armed Actors in the Sahel*. *Clingendael Institute*.
- Nateras González, M. E., et Valencia Londoño, P. A. (2020). Militarización de la seguridad pública en México: límites y resultados. *Convergencia*, 27(83), 1-27. https://www.scielo.org.mx/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1665-05652020000200079
- Raineri, L. (2020). Jihadism, Illicit Economies and Hybrid Governance in the Sahara. *Journal of Illicit Economies and Development*, 2(1), 93-109.
- Raineri, L., & Baldaro, E. (2024). *Insurgent Bureaucracies: Jihadist Governance in the Sahel*. *Third World Quarterly*.
- Raineri, L., & Strazzari, F. (2022). *Criminal Networks and Jihadist Groups in the Sahara-Sahel Region*. *Studies in Conflict & Terrorism*.
- Sangaré, B., & Tangara, N. (2024). *Perceptions locales du JNIM dans le centre du Mali*. *ISPI Africa Papers*.
- Simon, A. Valiergue, A. (2022). La méthamphétamine en Polynésie française : du problème social au problème public. *OFDT*. https://www.ofdt.fr/sites/ofdt/files/2023-08/field_media_document-5805-efdxas2c6.pdf
- Simon, A. Valiergue, A. (2025) L'ice (méthamphétamine) en Polynésie française : une enquête de terrain sur le trafic, la consommation et les politiques publiques. https://www.mshp.upf.fr/sites/default/files/202206/synthe%CC%80se%20%20%27ice%20en%20Polyne%CC%81sie%20franc%CC%A7a%20ise_FR_%20VF.pdf
- Tubiana, J., & Gramizzi, C. (2024). *Armed Groups and Border Economies in Southern Libya*. *Small Arms Survey*.

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Rapports d'Organisations Non Gouvernementale :

- EMCDDA. (2019). Shifting sands – Libya's changing drug trafficking dynamics on the coastal and desert borders (Background paper for the EU Drug Markets Report 2019). European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction. https://www.euda.europa.eu/system/files/media/attachments/documents/12117/EDMR2019_BackgroundReport_Libya.pdf
- UNODC. (2013). Transnational Organized Crime in West Africa: A Threat Assessment. Office on Drugs and Crime.
- UNODC. (2023). Global Report on Cocaine 2023: Local dynamics, global challenges. https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/cocaine/Global_cocaine_report_2023.pdf
- UNODC. (2024). Sahel Programme Annual Report 2024. United Nations Office on Drugs and Crime.
- UNODC. (2024). Maritime Crime Programme: Annual Report 2024. United Nations Office on Drugs and Crime.
- UNODC. (2025). World Drug Report 2025. United Nations Office on Drugs and Crime.
- UN Panel of Experts on Mali. (2024–2025). Report of the Panel of Experts on Mali. United Nations Security Council.

Rapports gouvernementaux et officiels :

- CESM. (2018). Pacifique Sud : cocaïne et cocotiers (BM n°211). Paris. <https://www.defense.gouv.fr/sites/default/files/cesm/bm211pacifiquesudcocaïne.pdf>
- DEA Public Affairs. 2018. Lebanese businessman Department to Hezbollah pleads guilty to money laundering conspiracy in furtherance of violations of U.S. sanctions. United States Drug Enforcement Administration.
- Gobierno de México - Presidencia. (2024). Estrategia Nacional de Seguridad 2024–2030. <https://www.gob.mx/presidencia/prensa/presidenta-claudia-sheinbaum-presenta-estrategia-nacional-de-seguridad>
- Haut-Commissariat de la République en Polynésie Française. (2024). Bilan de l'action de l'Etat en mer. Papeete. <https://www.polynesiefrancaise.pref.gouv.fr/contenu/telechargement/52764/337491/file/Bilan%20AEM%202024.pdf>
- Haut-Commissariat de la République en Polynésie Française. (2021). Lutte contre les stupéfiants. Caserne Bruat <https://www.polynesiefrancaise.pref.gouv.fr/index.php/contenu/telechargement/48029/289609/file/17112021%20Dossier%20de%20pres%20se%20Pr%C3%A9sentation%20des%20dispositifs%20de%20lutte%20contre%20l'ICE%20et%20du%20bilan%20de%20la%20CROSS%20.pdf>
- México Unido Contra la Delincuencia. (2024). Análisis de la Estrategia de Seguridad de Claudia Sheinbaum. <https://www.mucd.org.mx/wp-content/uploads/2024/10/Analisis-estrategia-de-seguridad-Claudia-Sheinbaum-MUCD.pdf>
- Ministère de l'intérieur. (2025). Opération « Matai Rorofai » en Polynésie française pour lutter contre le trafic de stupéfiants. <https://www.gendarmerie.interieur.gouv.fr/gendinfo/criminalite-organisee-et-enquetes/2025/operation-matai-rorofai-en-polynesie-francaise-pour-lutter-contre-le-traffic-de-stupefiants>
- INEGI. (2025). Encuesta Nacional de Seguridad Urbana (ENSU). https://www.inegi.org.mx/programas/ensu/#datos_abiertos
- Índice de Paz México. (2025). El desafío del narcotráfico para la paz en México. <https://www.indicedepazmexico.org/el-desafio-del-narcotrfico-para-la-paz-en-mexico>
- Secretariado Ejecutivo del Sistema Nacional de Seguridad Pública (SESNSP). (2025). Datos de incidencia delictiva. <https://www.gob.mx/sesnsp/acciones-y-programas/datos-abiertos-de-incidencia-delictiva>
- Sénat français. (2024). Un nécessaire sursaut : sortir du piège du narcotrafic. (Rapport n°588, 2023–2024). Paris <https://www.senat.fr/rap/r23-588-1/r23-588-1.html>
- Sénat français. (2025). L'action de l'État outre-mer : pour un choc régalien. (Rapport n°264, 2024–2025). Paris <https://www.senat.fr/rap/r24-264/r24-2640.html>

Rapports et chapitres spécialisés :

- Small Arms Survey. (2015). Chapter 6: Armed Groups and Illicit Flows in the Sahel. <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/Small-Arms-Survey-2015-Chapter-06-EN.pdf>
- Shaw, M., & Reitano, T. (2014). The Crime-Terror Nexus in Africa. Institute for Security Studies.

Sources de presse / médias :

- Ollo Hien, R. (2012, juin). Photo: Combattants djihadistes près de Tombouctou. AFP.
- InSight Crime. (2023). Cocaine Trafficking Trends in West Africa. [InsightCrime.org](https://insightcrime.org).
- Données et rapports multi-acteurs (agregés)
- GI-TOC & UNODC. (2025). Illicit Economies and Conflict Financing in the Sahel: Combined Assessment 2019–2025.

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Articles de presse :

- Beau, N. (2022, 03 septembre). Les fonds secrets du Hezbollah (en ligne). Ici Beyrouth.
- Courrier International. (2025, 22 septembre). Trafic de drogue : le gouvernement belge veut déployer l'armée à Bruxelles. https://www.courrierinternational.com/article/trafic-de-drogue-le-gouvernement-belge-veut-deployer-l-armee-a-bruxelles_235362
- El País. (2025, 12 août). La nueva estrategia contra la inseguridad reduce en México los homicidios en un 25%. <https://elpais.com/mexico/2025-08-12/la-nueva-estrategia-contra-la-inseguridad-reduce-en-mexico-los-homicidios-en-un-25.html>
- Infobae. (2025, 10 novembre). La fragmentación del narco en el siglo XXI: de siete a ciento cincuenta grupos en veinticinco años. <https://www.infobae.com/mexico/2025/11/10/la-fragmentacion-del-narco-en-mexico-en-el-siglo-xxi-de-siete-a-150-carteles-en-25-anos/>
- LA Times. (2025, 3 novembre). Sheinbaum: No return to "war on drugs" following mayor's assassination. <https://www.latimes.com/world-nation/story/2025-11-03/sheinbaum-no-return-to-war-on-drugs-following-mayors-assassination>
- Le Parisien. (2025, 16 novembre). Ils avaient menacé une princesse, le Premier ministre aux Pays-Bas : l'inquiétante emprise de la Mocro Maffia. <https://www.leparisien.fr/faits-divers/ils-avaient-menace-une-princesse-le-premier-ministre-aux-pays-bas-linquieta-emp-prise-de-la-mocro-maffia-16-11-2025-SM46AWOKGFCGZOIHS22B7FHXXA.php>
- Le Quotidien. (2024, 30 mai). Insécurité à Luxembourg-Gare : « On a fini par quitter le quartier ». <https://lequotidien.lu/a-la-une/insecurite-a-luxembourg-gare-on-a-fini-par-quitter-le-quartier/>
- Mediapart (2025, 14 novembre). Assassinat à Marseille : la piste d'une opération d'intimidation contre un militant anti-narcotrafic.. <https://www.mediapart.fr/journal/france/141125/assassinat-marseille-la-piste-d-une-operation-d-intimidation-contre-un-militant-anti-narcotrafic>
- Perrier, G. (2024, 18 avril). Le "narco-djihad" du Hezbollah (en ligne). Le Point.
- Youn, S. (2024, 25 septembre). Hezbollah : d'où proviennent ses sources de financement ? (en ligne). Capital.

Sitographie :

- Béraud, A-L. (2025). La Polynésie française, l'autre route de la drogue que vous n'imaginiez pas. 20minutes. <https://www.20minutes.fr/societe/4163992-20250801-cocaine-methamphetamine-polynesie-francaise-autre-route-drogue-imaginiez>
- Bourgat, J. Gamblin, M. (2025). Saisie, consommation, composition : Tout savoir sur l'ice et le cannabis. Polynésie 1^{ère}. <https://lalere.franceinfo.fr/polynesie/tahiti/polynesie-francaise/saisie-consommation-composition-tout-savoir-sur-l-ice-et-le-cannabis-1632767.html>
- Joly, G. (2025). "L'inspection d'un conteneur est complexe" : comment les douaniers traquent la cocaïne dans le port du Havre. RadioFrance. <https://www.radiofrance.fr/franceinfo/podcasts/les-documents-franceinfo/l-inspection-d-un-conteneur-est-complexe-visite-du-site-des-douanes-au-havre-porte-d-entree-de-la-cocaine-en-france-7623138>
- Bouvier, E. (2023, 21 décembre). L'Amérique latine, inattendue caisse de résonance du conflit israélo-palestinien : l'Amérique latine, base arrière du Hezbollah (en ligne). Les clés du Moyen-Orient.
- Clarke, C. (2019, 11 février). Le Hezbollah est au Venezuela pour y rester (en ligne). RAND.
- Daher, A. (2025, 24 septembre). Liban : comprendre les défis politiques et humains. Polytechnique Insights.
- Davis, H. (2023, 5 juin). Liban : à l'intérieur de l'arsenal du Hezbollah. Middle East Eye.
- Lagneau, L. (2024). La Marine nationale a réalisé l'une de ses plus importantes saisies de drogue en Polynésie française. Opex360. <https://www.opex360.com/2024/12/29/la-marine-nationale-a-realise-lune-de-ses-plus-importantes-saisies-de-drogue-en-polynesie-francaise/>
- Levitt, M. (2021, 12 mars). Le Hezbollah au Liban : concilier allégeance à l'Iran, militantisme pan-chiite et politique intérieure (en ligne), Revue Politique et Parlementaire.
- Manet, F. (2024, 8 septembre). I. Le marché mondial des drogues, une géo-économie singulière particulièrement dynamique ? Diploweb.com. <https://www.diploweb.com/I-Le-marche-mondial-des-drogues-une-geo-economie-singuliere-particulierement-dynamique.html>
- Manet, F. (2024, 29 septembre). II. Le marché mondial des drogues, une maritimisation irrésistible du narcotrafic ? Diploweb.com. <https://www.diploweb.com/II-Le-marche-mondial-des-drogues-une-maritimisation-irresistible-du-narcotrafic.html>
- Maupeou, F. (2013, 22 mai). Le Hezbollah : Origine et fondements du « Parti du Dieu », à partir de l'ouvrage de Walid Charara et Frédéric Domont, le Hezbollah, un mouvement islamo-nationaliste (en ligne), Les clés du Moyen-Orient.
- Nations Unies, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. (s. d.). Trafic de stupéfiants. <https://www.unodc.org/unodc/fr/drug-trafficking/>

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

- Saisie à Nuku Hiva : après les fouilles, 1 800 kilos de drogues et des armes trouvées. (02/08/2025). Polynésie 1^{ère}. <https://lalere.franceinfo.fr/polynesie/tahiti/polynesie-francaise/saisie-a-nuku-hiva-apres-les-fouilles-1-800-kilos-de-drogues-et-des-armes-trouvees-1610289.html>
- Servière, S.-F. (2025, 21 janvier). L'explosion du narcotrafic nécessite un vrai continuum sécurité/Justice. Fondation IFRAP. <https://www.ifrap.org/etat-et-collectivites/lexplosion-du-narcotrafic-necessite-un-vrai-continuum-securitejustice>
- Tang, E. (2025). 30 000 consommateurs d'ice en Polynésie : une urgence nationale et vitale, selon Moetai Brotherson. Polynésie 1^{ère}. <https://lalere.franceinfo.fr/polynesie/tahiti/polynesie-francaise/30-000-consommateurs-d-ice-en-polynesie-une-urgence-nationale-et-vitale-selon-moetai-brotherson-1564090.html>
- TRT Français. (2025). Europol: les pays de l'UE sont en proie à des centaines de gangs criminels dangereux. TRT Français. <https://www.trtfrancais.com/article/17659046>
- Vahdat Ferreira, M. (2014, 29 décembre). Le Hezbollah et la triple frontière (en ligne). DEF.
- Van Herzele, R. (2025, 21 mai). Narcotrafic et sécurité portuaire. La Grande Conversation. <https://www.lagrandeconversation.com/societe/narcotrafic-et-securite-portuaire/>
- Universidad Iberoamericana. (2024). La política de seguridad de Claudia Sheinbaum: ¿qué hay de nuevo? <https://ibero.mx/prensa/la-politica-de-seguridad-de-claudia-sheinbaum-que-hay-de-nuevo>

Vidéos:

- ARTE. (2025, 14 novembre). Albanie : l'UE flirte-t-elle avec un narco-État ? | ARTE Europe l'hebdo . YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=zBrB8dkFgF8>
- Fritel, J & Amara, S. (2024). Hezbollah, l'enquête interdite, trois parties. France 5.
- Géopolitis. (2025,10 octobre). Cartels, l'emprise mondiale : sur la route des Narcos. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=O6HuIPZ6LV8>
- Ice en Polynésie : l'addiction qui détruit des familles et alimente la violence. (23/07/2025). Polynésie la 1^{ère}. <https://www.youtube.com/watch?v=cluEOxLUWIE>
- LCP Assemblée nationale. (2024, 30 novembre). Narcotrafic en Europe, une lutte en ordre dispersé. <https://lcp.fr/programmes/ici-l-europe/narcotrafic-en-europe-une-lutte-en-ordre-disperse-324929>
- Le Dessous des Cartes - ARTE. (2025,29 mai). Narcotrafic : un enjeu européen | L'Essentiel du Dessous des Cartes <https://www.youtube.com/watch?v=KyGWhYI-fyM>
- Poussart, A. (2024, 30 novembre). Narcotrafic : « il faut une véritable police européenne » plaide cet eurodéputé allemand. Public Sénat. <https://www.publicsenat.fr/actualites/international/narcotrafic-il-faut-une-veritable-police-europeenne-plaide-cet-eurodepute-allemand>



PRIER DANS LES RUINES : LE DRAME SILENCIEUX DES CHRÉTIENS DU SOUDAN



RÉDIGÉ PAR EMMA LÉPAGE

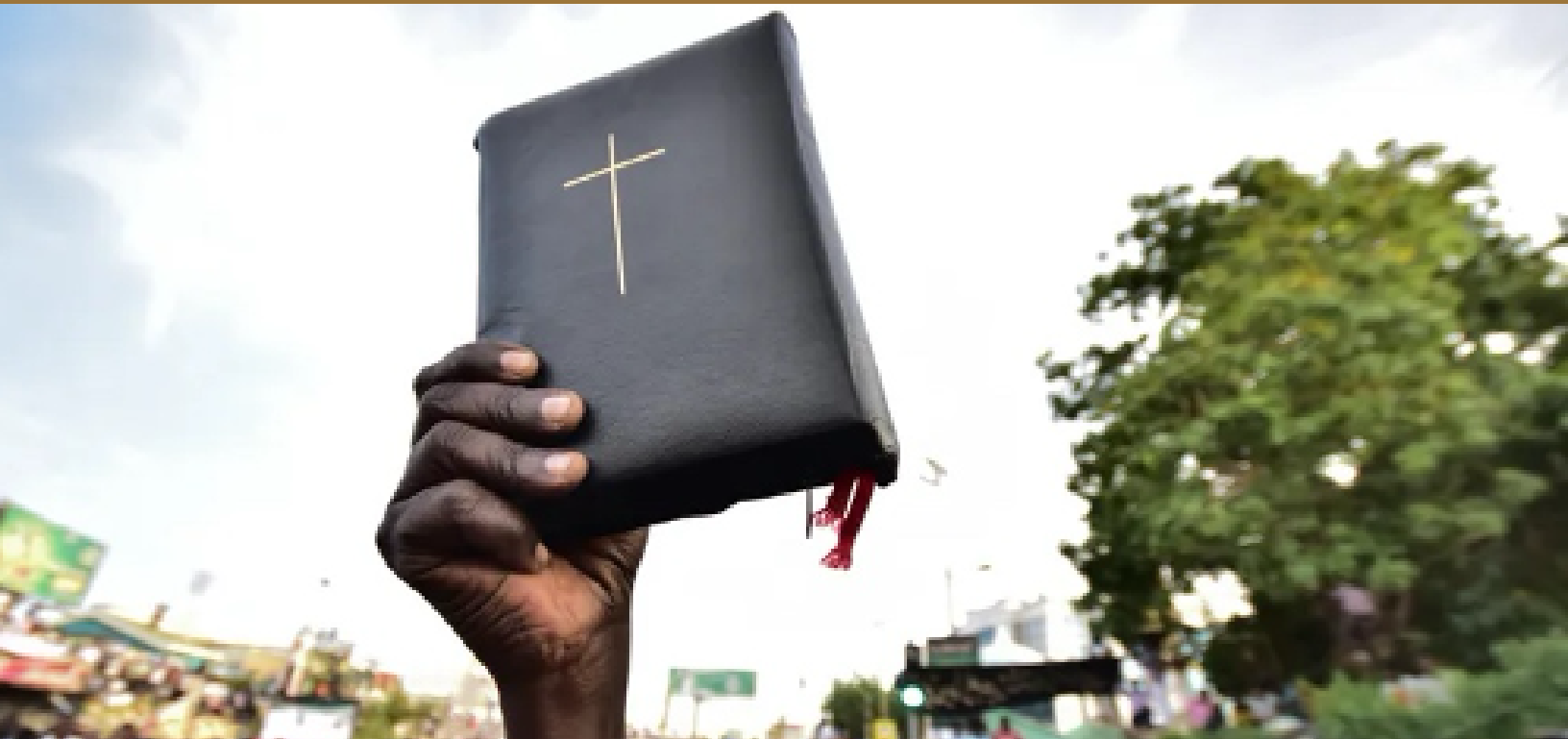


Photo d'archives de chrétiens soudanais manifestant à Khartoum, le 14 avril 2019, AFP/Archives

EL FASHER : LA FOI DANS UN CHAMP DE RUINES

À El Fasher, capitale du Darfour du Nord aujourd'hui méconnaissable, Daramali Abudigin continue de célébrer la messe dans une église éventrée par les bombes. Il est le dernier pasteur encore présent dans cette ville assiégée depuis plus d'un an par les Forces de soutien rapide (FSR). Prêtre épiscopal de Saint Matthew, il est resté auprès de sa communauté tandis que la ville traversait deux années de bombardements ininterrompus, d'attaques de drones, de famines et de massacres ciblant les civils. Depuis novembre 2025, il risque sa vie pour aider des familles à rejoindre le Soudan du Sud en franchissant les routes minées et les postes de contrôle. Ordonné en 2010, il confiait récemment à un journaliste kényan qu'il n'existait plus aucun autre pasteur dans tout le Darfour (AFRECS, 2025). Il expliquait qu'il rassemblait les fidèles dans une seule église afin de limiter les victimes des bombardements et des tirs aléatoires.

En mai 2025, cinq membres de sa communauté ont été tués lorsque des hommes armés ont tiré au hasard sur l'église. Quelques semaines plus tard, le père catholique Luka Jomo a été atteint par une balle perdue. À El Fasher, la faim tue désormais presque autant que les armes. La ville, placée sous blocus par les FSR depuis avril 2024, manque de tout : eau, soins, nourriture. Les habitants survivent dans des rues silencieuses où ne restent que les églises aux vitraux brisés comme derniers refuges symboliques (Religion News, 2025). Pour beaucoup de chrétiens, la foi vacille mais demeure la seule chose que la guerre n'a pas encore détruite.

UN PAYS DÉCHIRÉ PAR LA GUERRE CIVILE

Depuis le 15 avril 2023, le Soudan s'enfonce dans sa quatrième guerre civile. Le pays bascule lorsque les deux généraux auteurs du putsch de 2021 se retournent l'un contre l'autre. Abdel Fattah al-Burhan, chef des Forces armées soudanaises, affronte Mohammed Hamdan Daglo, dit Hemetti, chef des Forces de soutien rapide (Medani, 2024).

Leur lutte de pouvoir a transformé le pays en zone de combat permanente. Khartoum, Omdurman, le Kordofan, le Darfour.



Carte et repères sur le Soudan, 17 janvier 2024, par Forum Réfugiés.

Des villes entières sont ravagées, vidées, parfois effacées de la carte. L'Organisation des Nations unies (ONU) décrit un pays au bord de l'effondrement total. Plus de onze millions de personnes ont fui leur foyer selon Amnesty International, un chiffre qui ne cesse d'augmenter (Amnesty International, 2025). En septembre 2025, on comptait déjà douze millions de déplacés, dont plus de huit millions à l'intérieur même du territoire. Il s'agit de la plus grave crise de déplacement au monde aujourd'hui. La vie quotidienne est devenue une lutte permanente. Dix-sept millions d'enfants ne sont plus scolarisés. Le choléra, la dengue et le paludisme se propagent sans contrôle. Dans les régions les plus touchées, 70 à 80 % des hôpitaux sont hors service, selon l'UNICEF. À El Fasher, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme décrit une situation absolument dévastatrice : communications coupées, exécutions sommaires, violences sexuelles, disparitions, combats de rue. Dans les montagnes du Kordofan, les autorités de l'ONU alertent sur une escalade prochaine de violences. Dans cette désintégration générale, une minorité subit tout de façon plus aiguë encore : les chrétiens.

Dans cette désintégration générale, une minorité subit tout de façon plus aiguë encore : les chrétiens.



Des personnes qui ont fui le camp de Zamzam sont réfugiées dans un campement de fortune près de la ville de Tawila, dans la région du Darfour du Nord, le 13 avril 2025. AFP.

LA CIBLE INVISIBLE : LES CHRÉTIENS DU SOUDAN

Ils représentent environ trois millions de personnes, soit près de trois pour cent de la population selon France 24. Une minorité ancienne, enracinée mais sans cesse fragilisée. Depuis la sécession du Sud-Soudan en 2011, leur réalité s'est encore assombrie. Beaucoup vivent dans les faubourgs pauvres de la capitale, notamment à Bahri, dans des maisons de terre sans eau ni électricité. Leur situation avait déjà été précaire sous le régime d'Omar el-Bechir, lorsque la charia, c'est à dire la loi canonique islamique régissant la vie religieuse, politique, sociale et individuelle, appliquée de manière stricte dans certains Etats musulmans, servait de fondement à de nombreuses lois. La guerre les a rendus encore plus vulnérables (Portes Ouvertes, 2025).

Des églises ont été incendiées, d'autres transformées en bases militaires, comme à Khartoum ou Wad Madani. Les pasteurs sont arrêtés, les fidèles parfois agressés ou menacés. La plupart des célébrations se déroulent désormais en secret, dans des appartements calfeutrés, où chacun craint d'être accusé de soutenir l'ennemi. À Khartoum, un fidèle confiait à une Organisation non gouvernementale (ONG) que prier revenait à choisir un camp.

Les musulmans convertis au christianisme sont particulièrement visés, souvent battus, enlevés ou contraints de fuir. Dans les zones de combat, presque toutes les églises ont été pillées ou détruites, selon Christian Solidarity Worldwide et Open Doors. La démolition, en juillet 2025, d'une église pentecôtiste dans le district du Nil oriental de Khartoum illustre l'hostilité ambiante. Officiellement, il s'agissait d'un bâtiment non réglementé. Officieusement, la guerre a ouvert la voie à des pressions accrues contre les communautés chrétiennes. Rafat Samir, président du Conseil communautaire évangélique, affirmait que les autorités n'autorisent même plus la reconstruction des églises bombardées. Les Monts Noubas, à la frontière du Sud-Soudan, accueillent aujourd'hui environ sept cent mille réfugiés chrétiens protégés par le Mouvement populaire de libération du Soudan. Mais même cette région isolée reste régulièrement ciblée par les bombardements. Pour Daramali, le pasteur d'El Fasher, la souffrance se résume en quelques mots. Il raconte que beaucoup d'enfants meurent de malnutrition, que la nourriture existe sur les marchés mais que personne ne peut l'acheter. Il confie que l'Église n'a elle-même plus les moyens d'aider. Son propre salaire, autrefois suffisant pour un mois, ne lui permet plus désormais de se nourrir deux jours. Pris entre la guerre, la faim et les accusations de collaboration, les chrétiens soudanais sont devenus une cible invisible, enfermée dans un silence presque total. Ils sont aujourd'hui placés au 6ème rang de l'Index Mondial de Persécution des Chrétiens 2025 (Portes Ouvertes, 2025).

LE GOUFFRE HUMANITAIRE ET LE SILENCE DU MONDE

Le Soudan traverse aujourd'hui l'une des plus graves crises humanitaires du XXI^e siècle. L'ONU estime que vingt-cinq millions de personnes ont besoin d'assistance et que quatre millions d'enfants font partie des populations déplacées, soit le plus important déplacement d'enfants jamais enregistré (La Croix, 2024). Près de quatre-vingts pour cent des hôpitaux sont hors service, privant les blessés, les malades et les femmes enceintes de toute prise en charge.

Les épidémies progressent, la nourriture manque partout, et les ONG dénoncent l'impossibilité d'atteindre les zones assiégées où la famine progresse chaque jour. Les routes vers le Tchad, l'Égypte et le Sud-Soudan sont saturées de familles qui marchent depuis des semaines. Certaines n'ont reçu aucune aide depuis des mois. Dans des villes comme El Fasher, les combats transforment chaque rue en piège mortel. Dans le Kordofan, des exécutions sommaires ont visé des civils et même des volontaires du Croissant-Rouge soudanais. Martha Pobee, sous-secrétaire générale de l'ONU pour l'Afrique, résume la situation en un seul mot : horreur (News United Nations, 2025). Elle affirme que personne n'est en sécurité nulle part. L'ONU estime avoir besoin de 2,7 milliards de dollars pour répondre aux besoins urgents, mais les financements manquent cruellement. Pour les chrétiens soudanais, l'exil n'offre pas toujours d'abri. Certains témoignent être discriminés jusque dans les camps, parfois privés de nourriture ou relégués au second plan parce qu'ils appartiennent à la mauvaise foi. En deux ans, un pays entier a basculé dans un gouffre humain et moral. Et pourtant, malgré les ruines, malgré la faim, malgré la peur, il reste parfois une lueur. Elle vacille, fragile et ténue, dans ces églises sans toit où l'on prie encore.



Des milliers de familles arrivent dans le camp de réfugiés d'Adré, dans l'est du Tchad, près de la frontière du Soudan. © UNICEF



Ouvrage:

- Thomas, F. (dir.) (2024). Monde en guerre : Militarisation, brutalisation et résistances (p. 23). Paris : Syllepse. <https://shs.cairn.info/monde-en-guerre-9791039902618-page-23?lang=fr>

Article de revue scientifique:

- Deshayes, C. (2024). De la révolution à la guerre au Soudan. Fragmentation politique, concurrence pour le contrôle de l'État et généralisation du conflit. *Politique africaine*, 173(1), 69-92. <https://shs.cairn.info/revue-politique-africaine-2024-1-page-69?lang=fr>

Sitographie:

- AFRECS - American Friends of the Episcopal Church of Sudan. (2025). Last pastor in El Fasher escapes, now saving others. Consulté le 13 novembre 2025 sur <https://afrecs.org/last-pastor-in-el-fasher-escapes-now-saving-others/>
- Amnesty International. (2025). Sudan conflict. Consulté le 10 novembre 2025 sur <https://www.amnesty.org/fr/projects/sudan-conflict/>
- Chrétiens.com. (2025, 25 juin). Les chrétiens soudanais confrontés à d'énormes défis. Consulté le 10 novembre 2025 sur <https://chretiens.com/chretiensdumonde/actualitechretienne/les-chretiens-soudanais-confrontes-a-denormes-defis/2025/06/25/14/54/>
- InfoChrétienne. (2025). Les chrétiens traqués et exécutés au Soudan depuis l'offensive à El Fasher. Consulté le 11 novembre 2025 sur <https://www.infochretienne.com/articles/les-chretiens-traques-et-executes-au-soudan-depuis-loffensive-a-el-fasher/>
- La Croix. (2024, 20 juin). Soudan : 5 chiffres qui illustrent l'ampleur de la crise humanitaire qui ravage le pays. Consulté le 13 novembre 2025 sur <https://www.la-croix.com/international/soudan-5-chiffres-qui-illustrent-l-ampleur-de-la-crise-humanitaire-qui-ravage-le-pays-20240620>
- Nations Unies - UN News. (2025). Crise au Soudan : "Personne n'est en sécurité", avertit une haute responsable onusienne. Consulté le 11 novembre 2025 sur <https://news.un.org/fr/story/2025/10/1157771>
- Nations Unies - UNRIC. (2025). Crise au Soudan : la réponse de l'ONU. Consulté le 10 novembre 2025 sur <https://unric.org/fr/crise-au-soudan-la-reponse-de-lonu/>
- Portes Ouvertes. (2025). Les chrétiens, victimes oubliées de la guerre civile soudanaise. Consulté le 10 novembre 2025 sur <https://www.portesouvertes.fr/informer/actualite/les-chretiens-victimes-oubliees-de-la-guerre-civile-soudanaise>
- Portes Ouvertes. (2025). Soudan : arrestation de chrétiens en pleine guerre civile. Consulté le 11 novembre 2025 sur <https://www.portesouvertes.fr/edifier/filrouge/soudan-arrestation-de-chretiens-en-pleine-guerre-civile>
- Religion News Service. (2025, 22 août). The last pastor in blockaded Sudan city holds out for remaining Christians. Consulté le 12 novembre 2025 sur <https://religionnews.com/2025/08/22/the-last-pastor-in-blockaded-sudan-city-holds-out-for-remaining-christians/>

DÉCÈS DE LA REINE DE THAÏLANDE, QUELS IMPACTS SUR LE PAYS ?

RÉDIGÉ PAR ELOÏSE BORDE



Des femmes pleurent la mort de la reine de Thaïlande Sirikit. <https://www.parismatch.com/Royal-Blog/la-thaïlande-pleure-la-reine-sirikit-259132>

Dans la nuit du 24 octobre 2025, à 21h21, heure locale, la population thaïlandaise apprend le décès de sa reine, la reine mère Sirikit, à l'âge de 93 ans. Cette dernière n'avait pas fait d'apparition publique depuis presque 13 ans (Vanity Fair, 2025) et s'est éteinte à l'hôpital de Chulalongkorn, à Bangkok. Le même hôpital où Sa Majesté a déjà été admise en septembre 2019 pour que son personnel de santé puisse surveiller étroitement son état de santé déjà sur le déclin à l'époque (Nationthailand, 2025). Un deuil national d'un an a été décrété par son fils (Grasset, 2025). Une longue période de recueillement qui reflète l'importance revêtue par la reine, perçue comme « mère de la nation » (Thai PBS World, 2025).

LA THAÏLANDE ET SON SYSTÈME POLITIQUE

La Thaïlande, seul pays de l'Asie du Sud-Est à ne jamais avoir été colonisé, fonctionne en tant que monarchie. Anciennement appelé le Royaume du Siam, le pays est sous le pouvoir d'un monarque depuis le XIII^{ème} siècle.

Depuis 1782, la date à laquelle la dynastie Chakri s'est établie à la tête du Royaume de Siam et fait de Bangkok sa capitale, l'histoire politique de la Thaïlande est marquée par une succession de dix transmissions de couronne et, plus tard, par une forte instabilité. Au XX^{ème} siècle notamment, le pays connaît pas moins de 18 coups d'État (Thaïlande : Essai de Chronologie, 2017), illustrant la fragilité de son système politique et les tensions récurrentes entre l'armée et la monarchie. Mais en juin 1932, un coup d'État est dirigé contre le roi Prajadhipok, aussi connu sous le nom de la Révolution Siamoise menée par « un groupe de militaires et de civils connu sous le nom de Khana Ratsada (Parti du Peuple) » (Gavroche, 2025a). Cette révolution a eu comme conséquence de renverser la monarchie absolue pour la remplacer par un modèle similaire à celui de la Grande Bretagne, une monarchie constitutionnelle, et quelques années après cette révolution le Royaume du Siam est renommé Royaume de Thaïlande.

Le 22 mai 2014, un nouveau coup d'État prend place, c'est alors le 12ème qui réussit depuis 1932 (Le Gal, 2014). Le pays plonge dans une grave crise politique et subit de lourdes manifestations, lorsque les Forces armées royales thaïlandaises déclarent la loi martiale, un « dispositif législatif et constitutionnel qui permet le transfert des pouvoirs de l'autorité civile à l'autorité militaire et l'instauration de juridictions militaires » (Boluze, 2024) afin de « maintenir l'ordre ». Cette instabilité démontre la puissance et l'importance de l'armée thaïlandaise dans la politique du pays. Le monarque actuel, Vajiralongkorn, fils de la reine mère Sirikit Kitiyakara, règne sous le nom de Rama X depuis le 1er décembre 2016, à la suite du décès de son père, le roi Bhumibol Adulyadej (Rama IX), qui avait gouverné le pays durant de 70 ans, 4 mois et 4 jours (Thaïlande-Fr, 2017a).

LA VIE DE LA REINE SIRIKIT

La reine mère de la nation thaïlandaise Sirikit Kitiyakara est née à Bangkok le 12 août 1932, son nom signifie « la gloire à la famille Kitiyakara » (Gavroche, 2025b).



La reine Sirikit de Thaïlande photographiée à Bangkok le 15 février 1965 par Henry Clarke pour "Vogue"

Elle était l'arrière-petite-fille du roi Chulalongkorn, monarque qui a régné sous le nom de Rama V. Son père, le prince Nakkhatra Mangala, connu sous le nom Chanthaburi II, était diplomate et ambassadeur de Thaïlande, ce qui la poussa à vivre à l'étranger (De Natal, 2025). Après la Seconde Guerre mondiale, son père est nommé ambassadeur en France, où elle rencontre alors son futur époux, le jeune Roi Bhumibol Adulyadej qui lui était étudiant en Suisse mais aussi un cousin distant (Britannica Editors, 2025). Les deux se sont fiancés en 1949 puis mariés le 28 avril 1950 au palais Sra Pathum à Bangkok, Sirikit Kitiyakara devient alors la reine de Thaïlande (Fontaine, 2022a). Ensemble, ils eurent quatre enfants, trois filles portant le titre de princesse et un fils, l'actuel roi de Thaïlande (Salens, 2019). En 1959, soit six ans après leur mariage, le roi « se retire temporairement pour entrer dans les ordres selon la tradition bouddhiste », la reine Sirikit Kitiyakara est alors nommée en tant que Régente de la Thaïlande, faisant d'elle la deuxième femme de l'histoire thaïlandaise à exercer ce rôle (Gavroche, 2025b). Malgré son absence sur la scène politique du pays par la suite, la reine était fortement engagée dans l'humanitaire, l'amélioration du bien-être de son peuple et envers les femmes et les communautés dans les régions éloignées, elle était même la présidente de la Croix-Rouge thaïlandaise. Elle y accueillait des réfugiés cambodgiens et vietnamiens (Amar et al., 2024) avant de créer la Fondation Support en 1976 (Carron, 2025). Cette fondation a permis la formation de villageois aux métiers traditionnels dans le but de vendre leurs créations permettant de développer les revenus dans toute la Thaïlande et de promouvoir l'artisanat traditionnel (Richard, 2025). La reine mère de Thaïlande était aussi admirée à l'international. Surnommée la « Jackie Kennedy de l'Asie » grâce à son sens de la mode distinguée, elle était considérée comme l'une des plus belles femmes du monde (Vanity Fair, 2025) et même le général de Gaulle aurait dit que la reine Sirikit était « la plus reine du monde » (Carron, 2025).

La reine Sirikit Kitiyakara était autant appréciée par l'opinion internationale que par son peuple. À tel point que le 12 août, jour de son anniversaire, est devenu le jour de la fête des Mères en Thaïlande, le « Wan Mae » en thaïlandais et est férié (Thaïlandee, 2017a).



Avec le Général de Gaulle en 1960

LES CONSÉQUENCES SUR LA THAÏLANDE ET LES RÉACTIONS

L'ancienne reine de la Thaïlande était une figure très respectée de la famille royale, notamment au travers son engagement pour son peuple. Elle a régné sur la Thaïlande pendant 70 ans et a laissé un impact profond sur la société thaïlandaise. Son décès retarde le départ du Premier ministre pour le sommet de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) en Malaisie pour signer un accord avec le Cambodge. Il déclare à la presse que la disparition de la reine est « une immense perte » (Vanity Fair, 2025). Pour rendre hommage à la défunte reine, tous les bureaux gouvernementaux, les entreprises d'États et les établissements d'enseignements ont dû mettre le drapeau national en berne pendant un mois, jusqu'au 25 novembre.

Les fonctionnaires et les employés d'entreprises de l'État sont forcés de porter des tenues de deuil tout en noir pendant une année entière et les membres du public eux doivent porter des vêtements noirs durant 90 jours (Thaïlande-fr, 2025b). Certaines festivités comme des événements culturels ont été soit annulés soit reportés. Par exemple, le spectacle lumineux Vijiit Chao Phraya a été modifié pour être plus « solennel et respectueux en cette période de deuil national » et a été décalé au début du mois de novembre (Thaïlandee, 2025b).

Quant à la fête des lumières Loy Krathong du 2 au 6 novembre, elle a rendu hommage à la reine en allumant des cierges à 21h21, l'heure de son décès (Webmaster, 2025). Les réactions au sujet du décès de la reine sont majoritairement marquées par une profonde émotion de tristesse. Beaucoup de gens se sont réunis dans les rues, habillés en noirs, avec des cadres avec des photos de Sa Majesté pour se recueillir ensemble (AFP, 2025).

Pour beaucoup, la reine incarnait une figure maternelle, mais il semblerait qu'elle ne soit pas pleurée par tout le monde dans le pays. Depuis quelques années, un grand nombre de thaïlandais se sont vu être condamnés à de lourdes peines après avoir critiqué le roi et le système monarchique. En 2020, la royauté s'est retrouvée face à des contestations venant d'une grande partie de la jeunesse, demandant des réformes politiques. Ces mobilisations ont d'abord été menées par des étudiants de l'Université Thammasat, mais ils ont rapidement obtenu le soutien d'un grand nombre de personnes venant de différentes classes sociales (Gravel, 2023). Parmi ces revendications, la réorganisation de la monarchie et de la loi « lèse-majesté » l'article 112 du Code Pénal thaïlandais, c'est-à-dire la critique du monarque ou de la monarchie (AFP, 2025), sont demandées par le peuple. La junte militaire thaïlandaise, au pouvoir à ce moment, a immédiatement répondu à ces manifestations en imposant un décret d'urgence. Sous le prétexte de « maintien de la paix et de l'ordre » et de « distanciation physique » lors de la pandémie du COVID-19, ce décret interdisait les grands rassemblements et limitait les groupes à un maximum de quatre personnes (Zulham & Maujana Saragih, 2021).

D'après le journaliste écossais Andrew MacGregor, les thaïlandais continuent de vivre leur quotidien habituel en période de deuil et « ne sont pas perturbés par la mort d'un membre de la famille royale » (Dupont, 2025). À cette déclaration se sont associés non seulement les États membres de l'Union européenne, mais aussi plusieurs partenaires.

Au niveau international, plusieurs dirigeants ont exprimé leurs condoléances. C'est le cas du président chinois Xi Jinping, qui présente ses condoléances au roi Maha Vajiralongkorn.

Il ajoute en affirmant que la reine Sirikit Kitiyakara a joué un rôle majeur dans le renforcement de la relation spéciale entre la Chine et la Thaïlande, caractérisée par l'idée qu'ils forment une même famille (Ambassade de Chine au Maroc, 2025). Luong Cuong, Président de l'État de la République socialiste du Vietnam, présente lui de son côté ses condoléances au roi Rama X et à son homologue thaïlandais, Anutin Charnvirakul (Vietnam+, 2025). De son côté, le couple royal du Bhoutan, Jigme Khesar Wangchuck et Jetsun Pema se sont déplacés en Thaïlande pour rendre hommage à la défunte reine. Ils sont les seuls à avoir fait le déplacement en personne car le roi du Bhoutan et le roi de Thaïlande ont noué des liens d'amitié au cours des années (Fontaine, 2025b).

Du côté européen, la reine Sofia d'Espagne s'est rendue à l'ambassade de Thaïlande en Espagne pour signer le livre des condoléances. En 2006, le roi Juan Carlos et la reine Sofia se sont rendus en Thaïlande pour effectuer une visite d'État. Les deux souveraines se sont tenues la main ce qui démontre une amitié entre ces deux femmes (Fontaine, 2025c).

Ce deuil partagé, exprimé à travers les cérémonies, les rassemblements et les hommages chaque jour, reflète l'ancrage persistant de la monarchie dans l'imaginaire collectif et l'identité du pays. Pour nombre de personnes, Sirikit Kitiyakara demeure liée à une période considérée comme stable, dominée par la figure emblématique du couple royal Bhumibol-Sirikit, dont l'empreinte a laissé une marque indélébile sur la société thaïlandaise contemporaine.



Le roi et la reine du Bhoutan sont les seuls monarques étrangers à s'être déplacés en Thaïlande (Photo : Royal Office)



La reine Sofia se recueille en mémoire de la reine Sirikit de Thaïlande (Photo : Casa de SM el Rey)



La reine Sirikit et la reine Sofia se tiennent par la main, entourées de la princesse Maha Chakri Sirindhorn, du roi Juan Carlos, du roi Bhumibol Adulyadej et de l'actuel roi Maha Vajiralongkorn (Photo : Korpa/ABACAPRESS)

Ouvrages :

BIBLIOGRAPHIE

- Amar, M., Angoustures, A., Kévonian, D., Kunth, A., & Boucher, J. (2024). Entre décolonisation et guerre froide. Dans Presses universitaires de Rennes eBooks. <https://doi.org/10.4000/12apr>

Articles de revues scientifiques

- Gravel, L. (2023). Les grandes mobilisations étudiantes pro-démocratiques thaïlandaises de 2020-2021 : contester à l'ère du numérique sous régime autoritaire. *Revue Possibles - Université de Montréal*. <https://revuepossibles.ojs.umontreal.ca/index.php/revuepossibles/article/download/698/1063>
- Zulham, M., & Maujana Saragih, H. (2021). The Power of Thai Demonstrations Against the Royal Family. *Journal Of Social Political Sciences*, 2(2). https://www.researchgate.net/publication/363681176_THE_POWER_OF_THAI_DEMONSTRATIONS_AGAINST_THE_ROYAL_FAMILY

Sitographie:

- Afp. (2025, 25 octobre). Thaïlande : décès de la reine mère Sirikit, figure puissante de la monarchie. Boursorama. <https://www.boursorama.com/actualite-economique/actualites/thaïlande-deces-de-la-reine-mere-sirikit-figure-puissante-de-la-monarchie-fdd70bdb1d9a8ba7858e5db64fd22b93>
- Ambassade de Chine au Maroc. (2025, 26 octobre). Xi Jinping adresse un message de condoléances au roi de Thaïlande Maha Vajiralongkorn à la suite du décès de la reine mère Sirikit de Thaïlande. https://ma.china-embassy.gov.cn/fra/zgxw/202510/t20251027_11741185.htm
- Boluze, L. (2024, 1 octobre). Qu'est-ce que la loi martiale ? Capital.fr. <https://www.capital.fr/economie-politique/qu-est-ce-que-la-loi-martiale-1503217>
- Britannica Editors (2025, October 26). Bhumibol Adulyadej. *Encyclopedia Britannica*. <https://www.britannica.com/biography/Bhumibol-Adulyadej>
- Carron, J. (2025, 25 octobre). Le fabuleux destin de Sirikit de Thaïlande, la Jackie Kennedy d'Asie https://fr.news.yahoo.com/fabuleux-destin-sirikit-tha%C3%AFlande-jackie-130300947.html?guccounter=1&guce_referrer=aHR0cHM6Ly93d3cuZ29vZ2x1LnNvbS8&guce_referrer_sig=AQAAAKV-bc6FM72_783r7q97pGTDHSLxgCPg9PCZhGV--Lce9zBnrsMWbqANay7RU3eqgXo4lhWxUrHJmpYoe08TXO3lm1TjtomFzfq7TpDOoBbva9dIVBBqcuuE-QGqBlvFyZWLOfavVAsT2NrCwyTQ2K4AT90do uuc0uZH_gwljlg
- De Natal, F. (2025, 24 octobre). Sirikit, la reine-mère s'éteint : la Thaïlande en deuil d'un symbole - Revue Dynastie. <https://revuedynastie.fr/sirikit-la-reine-mere-seteint-la-thaïlande-en-deuil-dun-symbole/>
- Dupont, K. (2025, 2 novembre). « Elle était un peu stupide » : Pourquoi les Thaïlandais ne pleurent pas tous la mort de la reine Sirikit. 7 Sur 7. <https://www.7sur7.be/monarchies/elle-etait-un-peu-stupide-pourquoi-les-thaïlandais-ne-pleurent-pas-tous-la-mort-de-la-reine-sirikit~af0141c0/>
- Fontaine, N. (2022a, août 12). Les 90 ans de la reine Sirikit : la vie recluse de la mère du royaume. *Histoires Royales*. <https://histoiresroyales.fr/anniversaire-90-ans-reine-sirikit-thaïlande/>
- Fontaine, N. (2025b, novembre 2). Le roi et la reine du Bhoutan présentent leurs condoléances à Rama X en Thaïlande après le décès de la reine Sirikit. *Histoires Royales*. <https://histoiresroyales.fr/roi-reine-du-bhoutan-presentent-condoleances-thaïlande-rama-x-deces-mere/>
- Fontaine. (2025c, 30 octobre). Quand la reine Sofia tenait la reine Sirikit par la main : en mémoire de leur amitié, la reine Sofia signe le livre de condoléances à l'ambassade de Thaïlande. *Histoires Royales*. <https://histoiresroyales.fr/souvenir-reine-sofia-tient-main-reine-sirikit-livre-condoleances-madrid-ambassade-thaïlande/>
- Le Progrès. (2025, 25 octobre). La « Jackie Kennedy d'Asie » : immense émoi dans le pays après la mort de la reine mère Sirikit. <https://www.leprogres.fr/societe/2025/10/25/la-jackie-kennedy-d-asie-immense-emoi-dans-le-pays-apres-la-mort-de-la-reine-mere-sirikit>
- Vanity Fair. (2025, 27 octobre). La reine Sirikit est morte : la « Jackie Kennedy asiatique », adepte de Balmain, avait fait entrer la Thaïlande dans la modernité. <https://www.vanityfair.fr/article/la-reine-sirikit-est-morte-la-jackie-kennedy-asiatique-adepte-de-balmain-avait-fait-entrer-la-thaïlande-dans-la-modernite>
- Le Gal, A. (2014, 3 juin). Le coup d'Etat, une spécialité thaïlandaise. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2014/06/03/le-coup-d-etat-une-specialite-thaïlandaise_4430619_3216.html
- Gala. (s. d.). Sirikit Kitiyakara : Biographie et actualités. https://www.gala.fr/stars_et_gotha/sirikit-kitiyakara
- Grasset, L. (2025, 25 octobre). La Thaïlande pleure la reine Sirikit. *Paris Match*. <https://www.parismatch.com/Royal-Blog/la-thaïlande-pleure-la-reine-sirikit-259132>
- Gavroche. (2025a, 25 juin). THAÏLANDE - HISTOIRE : Le 24 juin 1932, d'un royaume à l'autre au Siam... Gavroche Thaïlande. <https://www.gavroche-thaïlande.com/thaïlande-histoire-le-24-juin-1932-dun-royaume-a-lautre-au-siam/>
- Gavroche. (2025b, octobre 26). THAÏLANDE - MONARCHIE : SM Sirikit, retour sur la vie d'une reine. Gavroche Thaïlande. <https://www.gavroche-thaïlande.com/thaïlande-monarchie-sm-sirikit-retour-sur-la-vie-dune-reine/>

- Nationthailand. (2025, 25 octobre). Royal Household announces the passing of Her Majesty Queen Sirikit The Queen Mother. Nationthailand. <https://www.nationthailand.com/news/general/40057268>
- Salens, R (2019, août 1). La descendance du roi Bhumibol de Thaïlande. Noblesse & Royautés. <http://www.noblesseetroyautes.com/la-descendance-du-roi-bhumibol-de-thaïlande/>
- Richard, C. (2025, 24 octobre). Décès de Sa Majesté la Reine Sirikit, la Reine Mère de Thaïlande, à 93 ans. Cool Asia Travel. <https://coolasiatravel.com/blog-voyage/deces-sa-majeste-reine-sirikit-reine-mere-thaïlande-a-93-ans/>
- Thai PBS World. (2025, 25 octobre). The legacy and devotion of Queen Sirikit live on in the hearts of Thais. Thai PBS World. <https://world.thaipbs.or.th/detail/the-legacy-and-devotion-of-queen-sirikit-live-on-in-the-hearts-of-thais/59312>
- Thaïlande-Fr. (2017a). Thaïlande : essai de chronologie. https://www.thaïlande-fr.com/culture/histoire/3536-thaïlande-essai-de-chronologie?utm_
- Thaïlande-Fr (2025b, 26 octobre) Deuil national en Thaïlande après le décès de Sa Majesté la Reine Sirikit ». <https://www.thaïlande-fr.com/societe/129640-deuil-national-en-thaïlande-apres-le-deces-de-sa-majeste-la-reine-sirikit>
- Thaïlandee. (2017a, août 11). La fête des mères en Thaïlande. Le Blog de Thaïlandee.com. <https://www.thaïlandee.com/blog/index.php/3983-la-fete-des-meres-en-thaïlande>
- Thaïlandee. (2025b, 3 novembre). Vijit Chao Phraya 2025 : 45 jours de spectacles son et lumière à Bangkok ! Le Blog de Thaïlandee.com. <https://www.thaïlandee.com/blog/index.php/20588-vijit-chao-phraya-2025-45-jours-de-spectacles-son-et-lumiere-a-bangkok>
- Thaïlande Online. (2025, 26 octobre). Monarchie en Thaïlande - Thaïlande Online. Thaïlande Online. <https://www.thaïlande-online.com/pays/monarchie/#:~:text=L%27institution%20de%20la%20monarchie,constitutionnelle%20sur%20le%20mod%C3%A8le%20britannique.>
- Vietnam+. (2025, 27 octobre). Messages de condoléances à la suite du décès de la reine mère de Thaïlande. Vietnam+ (VietnamPlus). <https://fr.vietnamplus.vn/messages-de-condoleances-a-la-suite-du-deces-de-la-reine-mere-de-thaïlande-post253914.vnp>
- Webmaster. (2025, 3 novembre). La magie du festival de Loi Krathong 2025 - Office National du Tourisme de Thaïlande. Office National du Tourisme de Thaïlande. <https://www.tourismethai.fr/actualites/la-magie-du-festival-de-loi-krathong-2025/>

Vidéographie :

- AFP. (2025, 25 octobre). Thaïlande : décès de la reine mère Sirikit, figure puissante de la monarchie | AFP [Vidéo]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=IFNzt6P2hB0>





ZOHRAN MAMDANI ÉLU MAIRE DE NEW YORK, LE RETOUR DE LA GAUCHE AMÉRICAINE ?

RÉDIGÉ PAR PAUL PETIT



Zohran Mamdani, nouveau maire de New York. Source : Bloomberg

Le 4 novembre 2025 se sont tenues les élections municipales de New York, remportées par le candidat démocrate Zohran Mamdani avec 50,4 % des suffrages exprimés contre 41,6 % pour son principal adversaire, l'indépendant Andrew Cuomo, et 7 % pour le candidat républicain Curtis Sliwa. Premier musulman élu à cette fonction, Mamdani porte du haut de ses 34 ans un programme de gauche radicale qui lui a permis de rencontrer un franc succès auprès de la jeunesse, au même titre que son opposition affichée à Donald Trump. Cependant, cette victoire aurait été impensable il y a tout juste un an lorsqu'il était encore inconnu du grand public.

ZOHRAN MAMDANI, LA FULGURANTE ASCENSION

Né à Kampala en Ouganda en 1991, Zohran Mamdani est le fils de Mira Nair, cinéaste indo-américaine primée au Festival de Cannes, et de Mahmood Mamdani, ougandais et professeur de sciences politiques à l'université de Columbia aux États-Unis.

Après avoir vécu deux ans en Afrique du Sud, la famille déménagea à New York lorsque Zohran avait sept ans. En grandissant, il intègre le Bowdoin College où son engagement politique se révèle puisqu'il y cofonde une branche des Students for Justice in Palestine (Étudiants pour la Justice en Palestine). Il s'agit d'un combat qu'il mène encore aujourd'hui et qui fut un point central de sa campagne. Depuis 2019, il est représentant à l'Assemblée de l'État de New-York en tant que démocrate soutenu par les Socialistes démocrates d'Amérique (DSA). Ce parti de gauche radicale s'allie aux Démocrates par manque de représentation à l'échelle nationale, ce qui leur permet d'influencer de l'intérieur l'un des deux principaux partis américains. Lors de son mandat, il a mené des politiques sociales et écologistes. Il a également participé à une grève de la faim aux côtés des chauffeurs de taxi pour réclamer un allègement de leurs dettes.

Le 23 octobre 2024, Zohran Mamdani annonce sa candidature à la mairie de New York en portant un programme social axé sur le coût de la vie dans la Grosse Pomme, un enjeu devenu essentiel pour une grande partie des habitants de la métropole. Le socialiste a bénéficié d'un engouement populaire jamais vu dans le cadre d'une campagne municipale, ce qui lui a permis de remporter la primaire démocrate de juin 2025 avec 43 % des voix contre 36 % pour Andrew Cuomo, favori de l'establishment démocrate. Cette victoire surprise a fait de Mamdani le grand favori de l'élection municipale malgré son positionnement socialiste. En effet, New York est, comme la grande majorité des grandes villes américaines, un bastion démocrate où un candidat républicain a très peu de chances de l'emporter : depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale seul un réel républicain a été élu maire de la ville (Rudy Giuliani de 1994 à 2002). Remporter l'investiture démocrate à New York est donc une quasi-assurance de devenir maire, ce qui s'est confirmé le 4 octobre. Cependant, cela n'a pas été facile puisque Mamdani a dû faire face à une opposition politique et médiatique intense, symbole d'une classe politique effrayée par la popularité de son programme socialiste.

UN MANQUE DE SOUTIEN CRIANT DE LA PART DES DÉMOCRATES

Après avoir remporté la primaire, on aurait pu penser que le parti démocrate soutiendrait Zohran Mamdani dans sa course à la mairie. Cependant, ce dernier a dû faire face à une opposition venant de son propre camp puisqu'Andrew Cuomo, ancien gouverneur de l'État de New York (2011-2021), a annoncé se présenter en tant que candidat indépendant malgré sa défaite. Lors de sa campagne, Cuomo a pu bénéficier du soutien de nombreux milliardaires comme l'ancien maire de New York Michael Bloomberg, récoltant pas moins de 25 millions de dollars grâce aux dons, un record pour une campagne municipale. Il faut souligner qu'Andrew Cuomo est un candidat bien plus « conventionnel » aux yeux des élites que Zohran Mamdani : homme blanc catholique de 67 ans, il est le fils de Mario Cuomo, lui aussi ancien gouverneur de l'État.

Il est également proche des dynasties politiques démocrates majeures : il avait épousé Mary Kerry Kennedy, nièce de l'ancien président (ils ont divorcé depuis) et a fait partie de l'administration du président Bill Clinton (1993-2001). Son programme beaucoup plus modéré que celui de Zohran Mamdani a également poussé une grande partie des Démocrates à le soutenir comme le maire sortant Eric Adams, qui a renoncé à se représenter à la suite d'un scandale de corruption le visant. Andrew Cuomo n'est cependant pas à l'écart des scandales puisqu'il a dû démissionner de son poste de gouverneur de New York en 2021 après que treize femmes l'aient accusé d'agression sexuelle, des affaires extrêmement graves qui ont visiblement beaucoup moins de poids quatre ans plus tard. Entre les deux candidats, le parti démocrate a eu beaucoup de mal à se positionner. Si Zohran Mamdani a pu bénéficier du soutien de l'aile gauche du parti avec Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez, les autres figures importantes du parti sont restées divisées. Kamala Harris l'a soutenu du bout des lèvres tandis que Barack Obama s'est contenté de saluer « une campagne impressionnante ». Le futur maire n'a également pas pu compter sur les élus puisqu'entre les deux leaders démocrates au Congrès, Chuck Schumer au Sénat et Hakeem Jeffries à la Chambre des Représentants, seul ce dernier a soutenu sa candidature, le faisant in extremis.. Le parti démocrate s'est donc retrouvé divisé entre un candidat jugé « trop à gauche » et un autre au cœur d'un scandale judiciaire et n'a pas su donner de consigne claire quant à la marche à suivre pour l'élection.

ENTRE ISLAMOPHOBIE ET PEUR DU « PÉRIL ROUGE », UN ESTABLISHMENT POLITIQUE EFFRAYÉ PAR MAMDANI

Zohran Mamdani a donc dû affronter des membres de son propre parti en dépit de sa victoire à la primaire. De plus, il a été la cible de nombreuses attaques infondées et attisant la haine de la part de ses opposants. Du fait de son programme radical et de son affiliation aux Democratic Socialists of America (DSA), les accusations de « communiste » n'ont pas tardé à fleurir, notamment de la part de Donald Trump.

Bien que ces attaques ne soient fondées sur aucuns faits tangibles, Zohran Mamdani se rapprochant bien plus de la social-démocratie que du communisme, elles exercent un poids fort aux États-Unis. Il s'agit pour ses détracteurs, de faire ressurgir l'imaginaire de la Guerre Froide et de l'ennemi honni : l'URSS. Ce qualificatif perd cependant en force puisque Trump l'emploie à l'encontre de n'importe quelle personne qui ne correspond pas à ses idéaux libertaires et fascisants. Il en avait par exemple affublé Kamala Harris lors de la campagne présidentielle de 2024.

Mais bien plus inquiétant que ces affabulations, Zohran Mamdani a été la cible d'attaques ouvertement islamophobes sans que cela semble avoir été pris au sérieux par les institutions américaines. Le futur maire a en effet subi des vagues d'insultes et de montages islamophobes sur les réseaux sociaux le liant notamment aux milieux terroristes. Des tweets ont ainsi répandu l'idée que si Mamdani était élu, un nouveau 11 septembre se produirait ou encore que la *charia* (loi islamique) serait instaurée. Cette islamophobie vient également du monde politique, Curtis Sliwa le candidat républicain malheureux à la mairie l'a ainsi accusé de « soutenir un djihad global » tandis que Andrew Cuomo s'est montré très complaisant face à un animateur radio disant que Zohran Mamdani « se réjouirait d'un autre 11 septembre », riant même à cette « blague ». Divers élus républicains à travers le pays n'ont quant à eux pas hésité à l'appeler « le djihadiste communiste ».



Source : Twitter @ZohranKMamdani

En plus de cela, Zohran Mamdani a dû faire face à des accusations d'antisémitisme, elles aussi infondées. La raison ? Son soutien au peuple palestinien dans le conflit au Moyen-Orient ainsi que le fait qu'il ait qualifié de génocide les exactions israéliennes. Ces accusations ne sont pas surprenantes tant elles semblent être une réponse presque automatique à toute critique envers Israël ou le gouvernement de Benyamin Netanyahu : le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez ou la France Insoumise ayant, eux aussi, été taxés d'antisémites pour ces raisons. De tels propos à l'encontre de Zohran Mamdani ne sont cependant pas anodins et ont un véritable poids électoral puisque c'est à New York que vit la plus grande communauté juive du monde en dehors d'Israël (1,3 million de personnes). Ses opposants n'ont ainsi pas hésité à dire qu'il représentait une menace directe pour les Juifs de New York et qu'il « alimentait l'antisémitisme » à l'image de Trump qui a écrit sur son réseau social Truth Media que « Toute personne juive qui vote pour Zohran Mamdani (...) est une personne stupide !!! » et que Mamdani « haïssait les Juifs ». Cependant, le soutien inconditionnel du peuple américain à Israël semble révolu puisqu'un sondage du centre de recherche Pew a révélé en septembre 2025 que « Pour la première fois, les États-Uniens se disent majoritairement opposés à l'aide économique et militaire que fournit Washington à Tel-Aviv depuis un demi-siècle » (Orient XXI). En ce sens, Mamdani apparaît alors comme extrêmement moderne, au contraire de Cuomo qui reste un fervent soutien d'Israël tout comme une majorité des élus démocrates. Le nouveau maire de New York avait également pu bénéficier du soutien d'organisations juives lors d'une manifestation anti-sioniste de la part de juifs orthodoxes à l'hôtel de ville le 31 octobre 2025.

UN PROGRAMME DE GAUCHE ET UNE CAMPAGNE DE PROXIMITÉ : LES CLÉS DE SA VICTOIRE

Malgré tous ces obstacles, Zohran Mamdani a réussi à s'imposer auprès des électeurs, parvenant notamment à mobiliser de nombreux abstentionnistes. Résultat : deux millions de votants, soit 45 % de participation là où les élections municipales américaines tournent plutôt autour de 25 % habituellement.

Le candidat démocrate a pu s'appuyer sur une énorme mobilisation de la jeunesse qui a massivement voté pour lui. Pour se faire, il a mis en avant un problème structurel de la ville de New York, à savoir le coût de la vie. En effet, New York est la troisième ville la plus chère au monde selon The Economist avec un loyer moyen de 3 500 dollars par mois pour une location, ce qui est hors de portée de la majorité des new-yorkais. Le programme de Mamdani, illustré par sa devise « A City We Can Afford » (une ville [New York] qui nous est abordable), s'appuie sur trois mesures phares : la construction de logements à bas prix accompagnée d'un gel des loyers, la gratuité des bus publics et une garde d'enfants universelle. Toutes ces mesures seraient financées grâce à des augmentations d'impôt sur les plus riches à savoir la création d'une taxe de 2 % sur les revenus supérieurs à un million de dollars annuels et une augmentation de 11,5 % des taxes sur les sociétés. Cela représenterait énormément d'argent (environ quatre milliards de dollars par an selon Forbes) puisque New York est la ville qui abrite le plus de milliardaires au monde (123 selon Forbes) tout en possédant le plus important quartier d'affaires de la planète : Wall Street. C'est ce programme axé principalement sur le social qui a permis à Zohran Mamdani de creuser l'écart par rapport à Andrew Cuomo, très vivement opposé aux taxes sur les plus riches qui représentent une partie de son électorat. Pour diffuser son message, Mamdani s'est montré très actif sur les réseaux sociaux. C'est notamment sur Twitter que l'élu du Queens a officiellement lancé sa campagne le 23 octobre 2024 avec ces mots « Tous les politiciens disent que New York est la plus grande ville du monde. Mais quel bien y'a-t-il à cela si personne ne peut se permettre d'y vivre ? Je suis candidat à la mairie pour faire baisser le coût de la vie pour les New-Yorkais des classes populaires ». Maître de la communication, il s'est aussi montré très actif sur TikTok sans pour autant chercher à être viral au détriment de son message. Il y publiait notamment des vidéos au format relativement long (3-4 minutes) sur une plateforme où tout doit être toujours plus rapide, insistant donc sur la forme et le fond.

Il a également pu compter sur près de 90 000 volontaires qui ont milité en son nom, n'hésitant pas à faire du porte-à-porte et à se rapprocher des électeurs.

Il s'agit d'une stratégie très éloignée des habitudes politiques américaines, où les meetings publics sont la norme, mais qui s'est avérée payante comme nous avons pu le voir. Cette volonté de se rapprocher des classes populaires s'est également perçue dans son refus d'accepter des financements venant d'entreprises pour sa campagne, alors qu'il s'agit d'une pratique habituelle du parti démocrate. Le message envoyé était limpide : Zohran Mamdani fait campagne en faveur des plus défavorisés et c'est grâce à eux qu'il veut gagner, ce qui s'est réalisé.

UNE RÉACTION DIRECTE AU RETOUR DE DONALD TRUMP À LA MAISON-BLANCHE

On peut néanmoins se demander si cette victoire électorale aurait pu se produire si Donald Trump n'avait pas été réélu président des États-Unis. En effet, depuis l'émergence de Zohran Mamdani, l'ombre du Président américain n'a cessé de planer sur sa ville natale. Farouchement opposée au Républicain, la population new-yorkaise voulait un maire qui aurait le courage de faire de même, faisant de Donald Trump un enjeu majeur de l'élection. À ce jeu-là, c'est sans surprise Mamdani qui l'a emporté puisque Andrew Cuomo avait annoncé qu'en tant que maire il ne pourrait se passer du soutien fédéral et qu'en ce sens, il devrait coopérer avec le Président malgré leurs différends. Cette sortie lui a valu d'être traité de « marionnette de Trump » par son rival. Le soutien de Donald Trump à Andrew Cuomo à la veille de l'élection n'a probablement pas aidé ce dernier à gagner les cœurs indécis. De son côté Zohran Mamdani s'est très clairement opposé au président et ce depuis le premier jour. Il a ainsi annoncé qu'il refuserait de collaborer avec l'US Immigration and Customs Enforcement (ICE), la police de l'immigration qui a beaucoup fait parler d'elle par sa brutalité depuis le retour au pouvoir de l'administration Trump. En réponse à cela, le Président a menacé de faire arrêter Mamdani « s'il mène une politique de protection des migrants ». Ça ne serait pas la première fois que Donald Trump emploierait la force à l'encontre de ses opposants politiques : il avait ainsi envoyé la Garde nationale dans plusieurs villes démocrates comme Portland ou Chicago pour des « raisons de sécurité » outrepassant de fait la Constitution étasunienne.

En plus des questions liées à l'immigration, le cas d'Israël est aussi un point de discorde entre les deux hommes. Fervent soutien de l'État hébreu et proche du Premier ministre Benjamin Netanyahu, Donald Trump n'accepte pas que Zohran Mamdani qualifie la guerre à Gaza de « génocide ». De plus, le nouvel élu a annoncé qu'en vertu du droit international il ferait arrêter le Premier ministre israélien visé par un mandat d'arrêt de la Cour Pénale Internationale si ce dernier venait à New York où se trouve notamment le siège de l'Organisation des Nations unies (ONU).

Enfin, la politique sociale qu'il prône déplaît fortement au locataire de la Maison-Blanche qui a été fortement soutenu par les milliardaires lors de sa campagne de 2024 et qui fait lui-même partie des personnes les plus riches du monde. Face aux promesses de taxation des plus fortunés, Donald Trump a ainsi menacé de couper les fonds fédéraux que reçoit la ville de New York, ce qui empêcherait le socialiste de mener à bien sa politique.

UN RENOUVEAU POUR LE PARTI DÉMOCRATE ET LA GAUCHE AMÉRICAINE ?

À la suite de cette victoire, une question a commencé à se poser : la « méthode Mamdani » serait-elle la solution pour reconquérir le cœur des Américains ? C'est une interrogation extrêmement pertinente car elle intervient dans un moment de doute absolu au sein du parti Démocrate. S'il est difficile aujourd'hui de parler de « gauche » pour qualifier le parti à l'âne, le bipartisme absolu des États-Unis en fait de facto le parti le plus à gauche de la politique américaine face à un parti Républicain plus droitier. Cependant, d'un point de vue extra-américain, les Démocrates représentent plutôt des idées de centre-droit (ouverts d'esprit sur les questions sociétales et libéraux économiquement) tandis que les Républicains sont un parti de droite dure beaucoup plus conservateur vis-à-vis des questions de genre, d'immigration, de port d'arme ou de religion.

Cependant, d'un point de vue extra-américain, les Démocrates représentent plutôt des idées de centre-droit (ouverts d'esprit sur les questions sociétales et libéraux économiquement).

Les Républicains, eux, sont un parti de droite dure beaucoup plus conservateur vis-à-vis des questions de genre, d'immigration, de port d'arme ou de religion.

Evolution récente de l'orientation politique du parti démocrate

Au lendemain de la crise économique de 1929, le parti Démocrate trouve son incarnation en Franklin Delano Roosevelt qui mena une politique sociale, le New Deal, pour sortir son pays de la crise. La popularité de Roosevelt fut telle qu'il a été élu quatre fois consécutives entre 1932 et 1944. Ses successeurs démocrates, Truman (1945-1953), Kennedy (1961-1963) et Johnson (1963-1969) ont poursuivi sur sa voie et se sont également montrés ouverts sur les questions de société notamment les droits des Afro-Américains. C'est à partir des années 80 et le triomphe du néolibéralisme mené par le Républicain Ronald Reagan (1981-1989) que les Démocrates changent d'idéologie : ils décident d'adopter des positions sociales plus modérées et sont plus libéraux en matière d'économie, c'est notamment le cas de Bill Clinton (1993-2001). Les grandes figures démocrates actuelles (Joe Biden, Kamala Harris) sont directement issues de cette mouvance.

Aujourd'hui le parti Démocrate est en crise et est extrêmement impopulaire, chose très rare pour un parti n'étant pas au pouvoir. Il doit faire face à de nombreuses critiques notamment celle d'être trop attentiste face à la politique agressive de Donald Trump. Après le choc absolu de l'élection de ce dernier en 2016, le parti démocrate a fait le choix de la modération et Joe Biden s'est ainsi présenté et a gagné en 2020 avec un programme pouvant être résumé en une phrase : Il n'est pas Donald Trump. Quatre ans plus tard, Biden puis Harris ont à nouveau fait campagne sur cette promesse, agitant l'épouvantail Trump en espérant convaincre jusqu'aux Républicains les plus modérés. Ce fut chose faite, Kamala Harris recevant le soutien de figures importantes des Républicains historiques comme le très détesté Dick Cheney (vice-président de George W. Bush de 2001 à 2009), incarnation de la guerre en Irak (2003-2011), et sa fille Liz. En plus de cela, de nombreuses célébrités comme Taylor Swift ou George Clooney ont annoncé soutenir Harris, ce qui a renforcé l'idée d'un parti démocrate de plus en plus éloigné des classes populaires, déjà déçues par une présidence Obama (2009-2017) qui les avait remplies d'espoir.

Kamala Harris a également semblé être dépassée sur les questions de société, avouant posséder une arme à feu et réitérant son soutien inconditionnel à Israël alors même que les images des massacres de civils gazaouis faisaient le tour des réseaux sociaux.

CONCLUSION

Après une élection 2024 catastrophique pour les Démocrates (minoritaires dans toutes les institutions du pouvoir), l'heure semble désormais être à la remise en question pour le parti. Engager ce virage à droite alors que Trump s'est pleinement engouffré sur la voie de l'extrême-droite fut une erreur cuisante puisque les Démocrates ont perdu leur légitimité auprès de leur base électorale, et l'élection à New York en a été la confirmation. La victoire de Zohran Mamdani et de son programme de gauche radicale ainsi que la popularité croissante des représentants des DSA comme Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez semblent vouloir indiquer une chose : les électeurs démocrates veulent du changement. Face à l'extrême-droite de retour à la tête des États-Unis, le parti démocrate ne peut plus se permettre de se montrer timoré et passif, il lui faut un cap clair et des idéaux à défendre et Zohran Mamdani vient de montrer la voie. Les élections de mi-mandat de 2026 seront un premier test pour les Démocrates avant une élection 2028 qui s'annonce décisive mais également très floue : Donald Trump se représentera-t-il pour un troisième mandat, au mépris de la Constitution ? Ou bien son vice-président, l'ultra-religieux James David Vance, plus extrémiste et surtout plus jeune prendra-t-il la relève ? Au final qu'importe : le parti démocrate se devra d'être prêt et convaincant pour espérer diriger à nouveau les États-Unis. À supposer bien évidemment que l'élection 2028 se tienne dans le respect des règles démocratiques, ce qui est tout sauf une certitude.

BIBLIOGRAPHIE

Articles :

- Actu.fr. (2025). L'espoir sur la tyrannie : Zohran Mamdani élu maire de New York malgré l'opposition de Donald Trump. https://actu.fr/politique/l-espoir-sur-la-tyrannie-zohran-mamdani-elu-maire-de-new-york-malgre-l-opposition-de-donald-trump_63395329.html
- La Libre. (2025). À New York, Bernie Sanders soutient son disciple Zohran Mamdani. <https://www.lalibre.be/international/amerique/2025/09/07/a-new-york-bernie-sanders-soutient-son-disciple-zohran-mamdani-7JNUZKAWZJBKPOXWP5WI6JDUSE/diplomatique.fr/2025/10/ZEVIN/68823>
- Le Monde. (2025). Zohran Mamdani, le candidat démocrate élu maire de New York. https://www.lemonde.fr/international/article/2025/11/05/zohran-mamdani-le-candidat-democrate-elu-maire-de-new-york_6651938_3211.html
- Le Monde diplomatique. (2025). *Socialiste, propalestinien, et demain maire de New York ?* <https://www.monde-diplomatique.fr/2025/10/ZEVIN/68823>
- NBC News. (2025). Zohran Mamdani decries racist, baseless attacks in emotional speech. <https://www.nbcnews.com/politics/politics-news/zohran-mamdani-decries-racist-baseless-attacks-emotional-speech-islamo-rcna239632>
- New York Post. (2025). Andrew Cuomo slams Zohran Mamdani during NYC mayoral debate, says Trump will 'knock him on his tuckus'. <https://nypost.com/2025/10/22/us-news/andrew-cuomo-slams-zohran-mamdani-during-nyc-mayoral-debate-says-trump-will-knock-him-on-his-tuckus/>
- NY1. (2025). Cuomo, in attack mode, rejects Mamdani's claims of Islamophobia. <https://ny1.com/nyc/all-boroughs/politics/2025/10/25/cuomo-in-attack-mode--rejects-mamdani-s-claims-of-islamophobia>
- Orient XXI. (2025). Zohran Mamdani, le musulman de gauche favori à New York. <https://orientxxi.info/magazine/zohran-mamdani-le-musulman-de-gauche-favori-a-new-york,8632>
- Politico. (2024). Cuomo sexual harassment DOJ investigation. <https://www.politico.com/news/2024/01/26/cuomo-sexual-harassment-doj-00138140>
- Politico. (2025). Harris endorses Zohran Mamdani. <https://www.politico.com/news/2025/09/22/harris-mamdani-endorsement-00576074>
- The Guardian. (2025). Eric Adams to endorse Andrew Cuomo in New York City mayoral race. <https://www.theguardian.com/us-news/2025/oct/23/eric-adams-andrew-cuomo-endorsement>
- The Guardian. (2025). Zohran Mamdani attacks racism, Islamophobia. <https://www.theguardian.com/us-news/2025/oct/25/zohran-mamdani-attacks-racism-islamophobia>
- 20 Minutes. (2025). Crèches gratuites, taxer les riches : les propositions de Zohran Mamdani, nouveau maire de New York. <https://www.20minutes.fr/monde/etats-unis/4183733-20251105-etats-unis-creches-gratuites-taxer-riches-propose-zohran-mamdani-nouveau-maire-new-york>
- 20 Minutes. (2025). Eric Adams, maire modèle de New York, devenu symbole de corruption. <https://www.20minutes.fr/monde/etats-unis/4141132-20250228-eric-adams-maire-modele-new-york-devenu-symbole-corruption>
- 20 Minutes. (2025). Pourquoi Donald Trump traite Zohran Mamdani de communiste. <https://www.20minutes.fr/monde/etats-unis/4183591-20251105-etats-unis-pourquoi-donald-trump-traite-zohran-mamdani-communiste-insulte>

Podcast :

- Radio France / France Culture. (2025). *Les enjeux internationaux - émission du mercredi 5 novembre 2025*. <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-enjeux-internationaux/les-enjeux-internationaux-emission-du-mercredi-05-novembre-2025-9508187>

Vidéographie:

- Blast Info. (2025). *ZOHRAN MAMDANI : le nouvel espoir de la gauche US*. YouTube. <https://youtu.be/q3vZL2p4RN4?si=nsc8zBTuz4nqdwul>
- C Ce Soir. (2025). *Zohran Mamdani : comment a-t-il remporté l'élection ?* YouTube. https://youtu.be/lqFoVDZe_lw?si=LLBMVphylreeyoJc
- Forbes. (2025). *Orthodox Jews in New York City defend Zohran Mamdani at anti-Zionism protest outside City Hall*. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=7NmGPStXWl0&utm_
- Le Média. (2025). *ZOHRAN MAMDANI : les Américains veulent le socialisme ?* YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=lcCYk4GFtXI>
- L'Humanité. (2025). *New-York : Démocrates et Républicains unis contre Mamdani*. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=BCpNlec3kE>
- L'Humanité. (2025). *Mamdani maire de New York : un nouvel espoir anti-Trump*. YouTube. <https://youtu.be/abYpu8-qSoM?si=GI8xTYmQQvbDdt4C>



Remerciements

Le bureau rapproché de l'AMRI de l'année universitaire 2021-2022 étant à l'initiative de ce projet mérite nos plus sincères remerciements. Nous remercions par ailleurs le bureau actuel, à savoir Julie Pouzol et Pauline Piard, toutes deux coprésidentes, Victor Farrugia, notre trésorier, ainsi que notre secrétaire Laurie Galland pour leur soutien dans le maintien et le développement de cette revue.

Cette édition a été créée de toutes pièces par des étudiants engagés et motivés pour produire un travail sérieux et approfondi. C'est pourquoi nous souhaitons également remercier Jilani Larnaout, Paul Petit, Hugo Joannet Bouscal, Aboubacar Konate, Antoine Macquet, Noa Philippe, Pedro Jimenez Salazar, Lény Royer-Perrussel, Eloïse Borde et Emma Lesage pour leurs articles de qualité.

Nous adressons un grand merci à Louna Proniaev, Émilie Sterna et Marie-Clarté de Scorraïlle à qui nous devons tout le travail de mise en page et d'édition.

Enfin, nous tenons à remercier Louise Chesnais et Camille Dults, responsables communication de l'AMRI, pour la gestion des réseaux et des publications de la revue.

Notre petite structure a nécessité un engagement important et répété de la part de toute l'équipe, qui témoigne de son implication et de sa volonté de vous proposer, chers lecteurs et chères lectrices, une lecture agréable et de qualité.

Ainsi, nous tenons à remercier tout le monde pour le travail effectué, et nous vous donnons rendez-vous dans un mois pour notre prochaine édition !

Rédacteurs en chef

MATISSE DORMOY, JASMINE DJENNANE & MATHILDE ARROUART